

Bilan

Economique et Social

-Année 2007-

Rédaction achevée le 14 avril 2008



-Observatoire Economique-

Nouvelle-Calédonie

Bilan Economique et Social 2007

Synthèse

- Introduction
- Faits marquants
- Chiffres clés

Environnement international

- Conjoncture mondiale

Population-Société

- Démographie
- Voyages des Calédoniens
- Marché de l'automobile

Emploi-Revenus

- Emploi salarié
- Marché du Travail

Economie-Finances

- Prix à la consommation
- Echanges extérieurs
- Monnaie
- Finances publiques

Système productif

- Entreprises
- Agriculture
- Pêche- Aquaculture
- Mines-Métallurgie
- Energie
- Construction
- Transport aérien
- Transport maritime
- Tourisme

Directeur de la publication : Gérard BAUDCHON
Service Etudes Diffusion : Raphaël LARVOR

Rédactrice en chef : Anne ROSAIRE
Rédactrices : Margot LE ROUX, Amel BELLAMINE



Synthèse

- Introduction
- Faits marquants
- Chiffres clés

L'économie calédonienne, relativement épargnée par les turbulences mondiales, a été très dynamique en 2007.

Introduction

-Bilan 2007-

Essentiellement tirée vers le haut par les pays émergents, la **croissance mondiale** a su garder un taux de croissance annuel du PIB assez élevé en 2007. Cependant, la crise financière américaine et l'envolée des cours des matières premières sont responsables du ralentissement observé en fin d'année.

Malgré ce contexte mondial fragilisé, la Nouvelle-Calédonie enregistre en 2007, dans la tendance de ces dernières années, une **activité économique** très soutenue, largement stimulée par le nickel, avec une croissance qui promet d'être supérieure à celle de 2006 et une **inflation** limitée à 1,8%. Tirés à la hausse par les produits alimentaires (+4,5%), notamment sur les cinq derniers mois de l'année, les prix à la consommation des ménages augmentent de 1,8% en 2007. La forte inflation de l'alimentaire a été compensée en partie par une évolution très modérée des prix des produits manufacturés et des services, respectivement +0,4% et +1,2%.

Les retombées de ce dynamisme économique sur l'**emploi** sont considérables, avec près de 4 000 salariés supplémentaires en un an, soit un niveau de créations jamais atteint et une réduction importante du chômage puisque le nombre de demandeurs en fin de mois s'est contracté de 7%.

Ce dynamisme de l'économie locale permet une croissance soutenue des **actifs financiers**, signe de la confiance des acteurs, et une accélération de la demande de financement de la part de l'ensemble des agents économiques.

La demande intérieure s'est ainsi accélérée, qu'il s'agisse de la **consommation des ménages**, comme en témoignent le marché de l'automobile (+9,7% d'immatriculations en plus), de l'immobilier à travers les crédits à l'habitat (+12,4%) et les voyages des Résidents (+6,2%), ou encore de l'**investissement des entreprises**, illustré par la progression des crédits à l'investissement (+21%) comme à la construction (+31%), ou le niveau élevé des **créations d'entreprises** (près de 4 000 unités créées).

Enfin, les **échanges de marchandises** avec l'extérieur du territoire ont été dynamiques, avec d'une part les importations qui progressent en valeur de 21,5% sur un an, tirées à la hausse par la flambée des matières premières mais surtout par une demande intérieure extrêmement vigoureuse et d'autre part les exportations qui se rapprochent de la barre des 200 milliards, portées par le niveau exceptionnel des cours du nickel au LME. Le taux de couverture atteint le niveau remarquable de 73,2%.

Les **finances publiques** bénéficient de cette prospérité économique, avec notamment un budget de la Nouvelle-Calédonie en forte progression du fait de la rentabilité élevée des recettes fiscales. Les dépenses de l'Etat en Nouvelle-Calédonie ont progressé de 5%, dont une grande partie versée au profit des ménages, sous forme de salaires ou pensions.

L'analyse sectorielle révèle des résultats mitigés dans l'**agriculture**. La filière animale présente des résultats à la hausse tant pour la production bovine que porcine. La filière végétale s'en sort également plutôt bien malgré des conditions climatiques défavorables au 4^{ème} trimestre qui ont nui notamment aux letchis, aux squashes et aux pommes de terre, et maintenu jusqu'à la fin de l'année le prix des légumes à un niveau élevé. Pour la **pêche** et l'**aquaculture**, la forte diminution de la production de crevettes, conjuguée à une stabilité de l'activité de la pêche hauturière, oriente à la baisse les exportations de produits de la mer qui chutent de 14,9% en volume et de 16,2% en valeur, et ce malgré la bonne tenue des ventes à l'extérieur du territoire de trocas et d'holothuries.

Du côté de la **mine et de la métallurgie**, après avoir atteint des records historiques au mois de mai, les cours du nickel ont amorcé une diminution en juillet qui a duré jusqu'en décembre. Si le cours a perdu près de 20% en quelques mois, en moyenne sur l'année, il reste supérieur de 50% à celui de 2006 et renchérit d'autant les ventes de nickel calédonien à l'extérieur du territoire, assurant au secteur des chiffres d'affaires records. Concernant le niveau d'activité, si l'extraction minière progresse, notamment en raison de nouveaux marchés à l'exportation, la production métallurgique est en recul, du fait d'incidents techniques survenus à Doniambo.

Le secteur de la **construction** se porte très bien, malgré un conflit social qui a gêné le secteur durant deux mois. Hausse de la consommation de ciment, forte croissance de l'emploi et envolée de l'encours des crédits à l'habitat témoignent en effet du dynamisme du BTP.

Concernant le **transport maritime de marchandises**, au-delà de la forte progression des volumes transportés par voie maritime, on assiste à la montée en puissance de l'activité portuaire sur Prony, liée à la construction de l'usine de Goro Nickel d'une part, mais également à l'alimentation de la centrale thermique de Prony Energie d'autre part.

Le **trafic aérien** est en hausse, tiré essentiellement par les voyages des Calédoniens, et dans une moindre mesure par ceux des touristes non résidents. Les perspectives à l'international comme pour l'intérieur laissent présager une croissance encore plus forte dans les années à venir.

Grâce aux lancements de diverses campagnes promotionnelles, les arrivées de **touristes** anglo-saxons croissent considérablement au cours de l'année, permettant de compenser le recul des Japonais et de maintenir ainsi la fréquentation annuelle au-dessus de la barre des 100 000 touristes. Les **croisiéristes** affichent quant à eux une fréquentation record.

Faits marquants 2007



Janvier

- 1^{er} ▪ Entrée en vigueur de la délibération n°222 du 6 décembre 2006, relative aux prix des loyers des locaux à usage d'habitation et portant création de l'indice de révision des loyers (IRL), instaurant, entre autres, le gel des loyers des locaux à usage d'habitation pour l'année 2007.
- Revalorisation du SMG à 120 000 F.CFP et du SMAG à 102 000 F.CFP, dans le cadre de la Loi du pays n°2005-1 du 11 janvier 2005 qui écarte les règles de revalorisation des salaires minimum sur l'indice des prix à la consommation hors tabac pour la période allant du 1^{er} janvier 2005 au 1^{er} juillet 2007.
- Nomination de Phil du Toit au poste de directeur général de Goro Nickel.
- Revalorisation des allocations familiales de solidarité à 11 220 F.CFP par enfant.
- 11 ▪ Élection de Gérard Pasco en tant que président de la chambre d'agriculture pour une durée de 5 ans. Il succède à André Mazurier.
- 17 ▪ Adoption par le congrès de la délibération n° 265, portant création et organisation de l'académie des langues kanak (ALK).
- Fin de la grève à la SLN après 116 jours de conflit opposant la CSTNC à l'entreprise, prise pour cible par le syndicat depuis l'appel à la grève générale de Sylvain Néa, lancée le 25 septembre 2006.
- 31 ▪ Dépôt officiel de la demande d'inscription des lagons calédoniens au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Février

- 6 ▪ Célébration du 60^{ème} anniversaire de la Communauté du Pacifique (CPS).
- 14 ▪ Signature d'une charte environnementale entre la province Nord et Koniambo Nickel SAS, pour limiter les impacts sur l'environnement du projet de l'usine du Nord.
- 19 ▪ En Congrès à Versailles, le Parlement inscrit définitivement le gel du corps électoral calédonien (724 voix pour, 91 contre et 55 abstentions) dans la Constitution. Ce gel exclut des scrutins provinciaux de 2009 et 2014, les électeurs arrivés en Nouvelle-Calédonie après novembre 1998.
- 21 ▪ Adoption par l'Assemblée Nationale de la loi n° 2007-224 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer.
- 26 ▪ Visite d'une délégation de ministres vanuatais sur le territoire qui s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération entre les deux pays, signée le 26 juin 2006 à Paris en présence du ministre de l'outre-mer, François Baroin. Elle aboutit sur l'adoption d'un programme de coopération pour 2007 entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu (46 millions F.CFP) et sur l'inauguration du consulat du Vanuatu en Nouvelle-Calédonie.

Mars

- 1^{er} ▪ Entrée en vigueur de l'interdiction de transporter des passagers dans les bennes des véhicules.
- 12 ▪ Un an après les assises du tourisme, tenue de la première conférence annuelle du tourisme à Nouméa. Les perspectives d'ouverture de nouvelles voies aériennes (Corée et Réunion) ont été évoquées.
- 19 ▪ Lancement, en Nouvelle-Zélande, d'une campagne de promotion touristique en faveur du territoire : "Partez à deux et le second paie moitié prix".
- 25 ▪ Ouverture de la 3^{ème} conférence internationale sur le nickel à Nouméa.
- 27 ▪ Nomination d'Hervé Mariton au ministère de l'outre-mer en remplacement de François Baroin, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à la place de Nicolas Sarkozy.

Avril

- 2 ▪ Un tsunami dévaste plusieurs des Iles Salomon. En Nouvelle-Calédonie, les îles Loyauté et la côte Est sont placées en pré-alerte pendant 2 heures.
- 13 ▪ Adoption par le congrès de la loi du pays 2007-4 portant création d'une aide au logement, accordée au titre de la résidence principale, quel que soit le lieu de son implantation en Nouvelle-Calédonie. Elle est financée, à part égale, par une contribution de la Nouvelle-Calédonie, du Fonds social de l'habitat et, sous réserve de leur accord, des provinces.
- 16 ▪ Tenue de la première séance de la commission de surendettement.
- 18 ▪ Adoption par le congrès de la délibération n°288 approuvant la charte du handicap en Nouvelle-Calédonie.

- 21 ▪ Réception par la SLN d'un nouveau minéralier, le Doniambo, d'une capacité de 28 000 tonnes, qui contribuera pleinement à atteindre l'objectif des 75 000 tonnes.
- 22 ▪ 1^{er} tour des élections présidentielles. En Nouvelle-Calédonie, Nicolas Sarkozy obtient 49,75% des voix, Ségolène Royal 23,72% et François Bayrou 8,85% ; le taux de participation atteint 62,72%.
- 25 ▪ Patrick Buffet remplace Jacques Baccardats à la tête du groupe Eramet.
- 26 ▪ Création de l'agence interprovinciale de développement du tourisme, afin de coordonner et structurer l'action des GIE des trois provinces.

Mai

- 6 ▪ 2nd tour des élections présidentielles : Nicolas Sarkozy est élu Président de la République. En Nouvelle-Calédonie, Nicolas Sarkozy obtient 63% des voix et Ségolène Royal 37% ; le taux de participation atteint 68,1%.
- 16 ▪ Taux record du nickel au London Metal Exchange à 24,54 US \$ la livre.
- 17 ▪ Nomination de François Fillon au poste de 1^{er} ministre.
- 24 ▪ Réévaluation du montant de l'investissement du projet Goro Nickel de 1,9 à plus de 3,2 milliards de dollars US.
- 25 ▪ Ouverture de la 10^{ème} conférence régionale sur la condition féminine à la Commission du Pacifique.

Juin

- 17 ▪ 2nd tour des élections législatives. En Nouvelle-Calédonie, Gaël Yanno (69,21% des voix) est élu député de la 1^{ère} circonscription face à Charles Washetine, Pierre Frogier (54,13% des voix) député de la 2^{ème} circonscription face à Charles Pidjot.
- 20 ▪ Nomination de Christian Estrosi comme secrétaire d'État à l'outre-mer.
- 28 ▪ Fortes précipitations sur l'ensemble du territoire : le quart des plantations de squash et la moitié des champs de pommes de terre sont détruits.

Juillet

- 5 ▪ Décret n° 2007-1062 instituant un délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer.
- 15 ▪ Affrètement de 3 vols d'Air Vanuatu pour rapatrier vers Nouméa 340 passagers néo-zélandais du paquebot Pacific Star, en avarie à Port Vila.
- 16 ▪ Requête adressée par l'Association de défense du droit de vote à la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg, pour obtenir une révision du gel du corps électoral.
- 23 ▪ Démission de Marie-Noëlle Thémereau, Présidente du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, entraînant la chute de l'ensemble de l'exécutif calédonien.
 - Approbation par l'assemblée générale des actionnaires du groupe Eramet de l'échange d'actions ERAMET contre des actions SLN au bénéfice de la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI), tel que le prévoyait le pacte d'actionnaires entre ERAMET et la STCPI du 13 septembre 2000. La participation de la STCPI dans la SLN s'élève ainsi de 30 à 34% et sa participation dans ERAMET de 5,1 à 4,1% environ.
- 26 ▪ Ouverture du 1^{er} forum du patrimoine bâti, pour une durée de 3 jours à la CPS, afin d'élaborer une charte du patrimoine calédonien.
- 30 ▪ Signature d'un "accord cadre" qui consacre le rapprochement des deux familles loyalistes (Avenir Ensemble et Rassemblement) sous l'égide de l'UMP.
- 31 ▪ Élection de Pierre Frogier, député UMP et président du Rassemblement, à la présidence du congrès (35 voix contre 18 pour l'indépendantiste Jean Pierre Djaiwé et 1 bulletin blanc).

Août

- 1^{er} ▪ Augmentation du taux de rémunération du livret A, de 2,75 à 3%.
- 2 ▪ Incident technique à la SLN : un réservoir destiné à recueillir la pulpe de minerai issue du procédé de l'usine d'enrichissement du minerai de la mine de Tiébaghi s'est rompu au cours de sa première mise en service. Cet incident contraint la SLN à retarder de plusieurs mois la mise en service de l'usine.
- 9 ▪ Journée internationale des peuples autochtones. A Nouméa, environ 500 personnes ont défilé dans les rues.
- 21 ▪ Désignation par le congrès des 11 membres du gouvernement Martin II : Harold Martin (Président), Déwé Gorodey, Pascal Vitori, Eric Babin, Sylvie Robineau, Jean-Claude Briault, Maurice Ponga, Pierre Ngaiohni, Annie Beustes, Charles Washetine et Gérard Cortot.
- 31 ▪ Ouverture de l'aquarium des lagons, à l'Anse Vata.

Septembre

- 3 ▪ Mise en vente d'un "Ecopain", subventionné par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pour atténuer la répercussion de la flambée des cours mondiaux du blé sur le prix du pain. Il s'agit d'un pain long, de 500g, vendu au prix fixe de 130 F.CFP. Une aide de 40 F.CFP par Ecopain vendu est attribuée par la Nouvelle-Calédonie aux boulangers.
- 24 ▪ Début d'un mouvement social chez Holcim à l'appel de l'USTKE.
- 29 ▪ Panne de train d'atterrissage pour l'un des deux A330 d'Airalin qui reste immobilisé durant une semaine à Osaka, contraignant la compagnie à revoir le planning de ses vols.

Octobre

- 2 ▪ Conflit Holcim : afin de pallier la rupture de l'approvisionnement en ciment des entreprises du BTP, le gouvernement saisit en urgence le comité du commerce extérieur pour l'ouverture exceptionnelle à l'importation d'un quota de 15 000 tonnes de ciment. Parallèlement, il prend un arrêté abaissant le taux de TGI sur le ciment de 21% à 1%.
- 11 ▪ Arrivée de Christian Estrosi, secrétaire d'État à l'outre-mer, pour une visite de quelques jours en Nouvelle-Calédonie avant de se rendre à Wallis, puis Tonga au forum des pays du Pacifique.
- 12 ▪ Démission de Michel Mathieu, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie.
- 17 ▪ Approbation par le conseil de direction de Xstrata Plc, maison mère de Xstrata Nickel (partenaire industriel de la SMSP dans l'usine du Nord), du développement du projet Koniambo. Sa mise en œuvre exigera un investissement de 3,8 milliards de dollars (330 milliards de F.CFP) financé par les deux partenaires. L'usine pyrométallurgique aura une capacité annuelle de 60 000 tonnes de nickel. Outre l'usine, le site industriel comprendra notamment une centrale électrique de 350 mégawatts, un port et une usine de désalinisation.
 - Tenue du 2^{ème} forum social au centre culturel Tjibaou : patrons et syndicats présentent une définition commune et précise de l'emploi local.
- 19 ▪ Conflit Holcim : plus de 1 200 tonnes de ciment sortent des entrepôts d'Holcim sous le contrôle de l'USTKE, de l'inspection du travail et de la police.
- 23 ▪ Conflit Holcim : première mesure d'allocation chômage prise par le gouvernement.
- 25 ▪ Nomination d'Yves Dassonville, nouveau Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, en remplacement de Michel Mathieu.
- 28 ▪ Arrivée du troisième et dernier ATR 72 d'Air Calédonie, baptisé Papa Sierra. Il vient compléter les deux premiers, arrivés en juillet et novembre 2006.

Novembre

- 1^{er} ▪ Revalorisation du SMG à 120 864 F.CFP et du SMAG à 102 733 F.CFP, réindexés sur l'indice des prix hors tabacs depuis le 1^{er} juillet.
- 2 ▪ Conflit Holcim : signature d'un protocole d'accord qui met fin à près de 6 semaines de conflit durant lesquelles la production et la distribution de ciment sont restées paralysées et la plupart des entreprises du BTP, à court de matières premières, ont été contraintes de mettre une partie de leur personnel au chômage technique.
- 10 ▪ Manifestation d'un millier de personnes dans les rues de Nouméa pour dénoncer les blocages à répétition dont est victime la population calédonienne.
- 15 ▪ En visite en Nouvelle-Calédonie, Patrick Buffet, PDG d'Eramet, annonce les projets à moyen terme de la SLN : deux usines hydrométallurgiques.
- 18 ▪ Engagement officiel de l'USTKE en politique, sous le nom de parti travailliste.
- 26 ▪ Ouverture, pour deux jours, des assises de la pêche côtière professionnelle en Nouvelle-Calédonie à la CPS.
- 30 ▪ Lancement par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'un concours auprès de la population, pour la proposition de trois signes identitaires du pays prévus dans l'accord de Nouméa : hymne, devise et billets de banque.

Décembre

- 12 ▪ Vote du budget primitif 2008 de la Nouvelle-Calédonie par le congrès : un montant record de 158 milliards de F.CFP.
- 20 ▪ Tenue du VI^{ème} comité des signataires de l'accord de Nouméa à l'hôtel Matignon sous la présidence du 1^{er} ministre François Fillon, qui réunit l'Etat, le Rassemblement-UMP, l'Avenir ensemble, le RPC et le FLNKS.
- 29 ▪ Signature de l'accord de projet entre le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, la province Nord, la société porteuse du projet Koniambo SAS (KNS) et les deux partenaires Xstrata Nickel et la SMSP. Aux termes de cet accord, les partenaires industriels s'engagent à financer la construction de l'usine.

Chiffres-clés

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 p |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Démographie | | | | | | | | |
| Population estimée au 31 décembre (nbre) | 215 260 | 219 387 | 223 592 | 227 878 | 232 258 | 236 528 | 240 390 | 244 600 |
| Taux de natalité (pour mille habitants) | 21,4 | 19,9 | 18,9 | 18,2 | 17,3 | 17,2 | 17,7 | 17,5 |
| Taux de mortalité (pour mille habitants) | 5,1 | 5,2 | 5,1 | 5,0 | 4,9 | 4,9 | 4,7 | 4,7 |
| Taux d'accroissement naturel (pour mille habitants) | 16,4 | 14,7 | 13,9 | 13,2 | 12,4 | 12,4 | 13,0 | 12,8 |
| Taux de mortalité infantile (pour mille naissances) | 4,6 | 5,5 | 6,9 | 5,9 | 6,3 | 6,4 | 5,7 | 6,6 |
| Voyages des Calédoniens (nbre) | | | | | | | | |
| Calédoniens ayant voyagé hors du territoire | 69 477 | 68 196 | 72 221 | 78 461 | 89 321 | 95 859 | 100 170 | 106 377 |
| Marché de l'automobile (nbre) | | | | | | | | |
| Nouvelles immatriculations | 8 562 | 9 250 | 10 171 | 11 075 | 11 268 | 12 259 | 12 943 | 14 197 |
| <i>dont véhicules neufs</i> | 7 907 | 8 555 | 9 469 | 10 284 | 10 586 | 11 489 | 12 215 | 13 439 |
| Transferts de cartes grises | 16 121 | 16 365 | 16 307 | 16 707 | 17 145 | 17 393 | 18 220 | 20 113 |
| Emploi salarié (nbre, F.CFP) | | | | | | | | |
| Salariés du secteur privé (moyenne annuelle) | 40 835 | 41 979 | 43 411 | 44 482 | 46 505 | 48 696 | 51 418 | 54 224 |
| Salariés du secteur public (moyenne annuelle) | nd | nd | nd | 20 338 | 21 168 | 21 559 | 22 075 | 23 233 |
| Salaires Minimum Garanti mensuel (SMG, au 1er janv.) | 77 585 | 82 000 | 100 000 | 100 000 | 103 411 | 110 000 | 115 000 | 120 000 |
| Salaires Minimum Agricole Garanti mensuel (SMAG, au 1er janv.) | // | 78 414 | 79 934 | 85 000 | 86 109 | 93 500 | 97 750 | 102 000 |
| Marché du travail (nbre) | | | | | | | | |
| Demandeurs en fin de mois (moyenne annuelle) | 9 439 | 9 860 | 10 511 | 10 187 | 9 632 | 8 725 | 7 049 | 6 572 |
| Nouvelles offres d'emploi déposées | 5 140 | 5 255 | 5 492 | 5 827 | 5 169 | 5 519 | 9 226 | 9 415 |
| Conflits sociaux (jour de travail perdu) | | | | | | | | |
| Secteur privé "hors mines" | 7 391 | 9 106 | 12 170 | 8 258 | 22 301 | 33 466 | 34 360 | nd |
| Secteur minier | 3 800 | 2 661 | 33 055 | 19 589 | nd | nd | nd | nd |
| Prix à la consommation (%) | | | | | | | | |
| Indice des prix (déc. de chaque année, base 100 en déc. 1992) | 113,7 | 116,3 | 118,1 | 119,2 | 120,3 | 123,4 | 125,2 | 127,5 |
| Inflation (glissement sur les douze derniers mois) | 2,3 | 2,3 | 1,5 | 1,0 | 0,9 | 2,6 | 1,4 | 1,8 |
| <i>dont Alimentation</i> | 1,7 | 2,9 | 2,3 | 1,7 | 1,4 | 2,4 | 0,7 | 4,5 |
| <i>Produits manufacturés</i> | 3,3 | 2,7 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 2,3 | 1,7 | 0,4 |
| <i>Services</i> | 1,9 | 1,4 | 2,2 | 1,1 | 1,3 | 3,1 | 1,8 | 1,2 |
| Echanges extérieurs | | | | | | | | |
| Importations (million de F.CFP) | 119 765 | 124 171 | 127 178 | 163 869 | 156 767 | 170 692 | 200 841 | 244 105 |
| Exportations (million de F.CFP) | 77 039 | 60 346 | 62 414 | 82 757 | 98 860 | 104 438 | 128 056 | 178 754 |
| <i>dont produits miniers et métallurgiques</i> | 71 043 | 53 694 | 56 093 | 75 437 | 89 950 | 94 523 | 120 352 | 172 172 |
| Taux de couverture (%) | 64,3 | 48,6 | 49,1 | 50,5 | 63,1 | 61,2 | 63,8 | 73,2 |
| Monnaie (million de F.CFP) | | | | | | | | |
| Masse monétaire | 211 346 | 224 223 | 229 096 | 237 362 | 274 325 | 297 385 | 344 036 | 385 060 |
| Circulation fiduciaire | 10 493 | 10 473 | 10 474 | 10 748 | 11 500 | 11 504 | 12 517 | 12 848 |
| Dépôts à vue | 83 310 | 94 525 | 96 583 | 104 415 | 133 908 | 146 023 | 177 762 | 188 186 |
| Comptes sur livret | 35 279 | 36 094 | 41 177 | 53 135 | 57 426 | 62 559 | 64 895 | 67 658 |
| Comptes Epargne-Logement | 0 | 0 | 220 | 545 | 714 | 776 | 831 | 750 |
| Dépôts à terme et bons | 82 264 | 83 131 | 80 642 | 68 519 | 70 777 | 76 523 | 88 031 | 115 618 |
| Concours de caractère bancaire | 339 108 | 349 844 | 367 829 | 400 934 | 437 641 | 475 367 | 526 221 | 593 578 |
| Finances publiques (million de F.CFP) | | | | | | | | |
| Recettes | | | | | | | | |
| Nouvelle-Calédonie | 74 503 | 82 348 | 82 560 | 90 242 | 103 333 | 117 765 | 127 852 | 152 005 |
| Province des îles Loyauté | 12 964 | 9 563 | 10 160 | 10 031 | 12 789 | 11 882 | 15 016 | nd |
| Province Nord | 23 569 | 17 207 | 18 141 | 18 894 | 24 267 | 27 581 | 31 812 | 24 028 |
| Province Sud | 34 750 | 27 414 | 31 910 | 32 194 | 32 698 | 36 895 | 38 780 | 43 958 |
| Dépenses | | | | | | | | |
| Nouvelle-Calédonie | 74 037 | 77 496 | 83 185 | 88 763 | 96 484 | 107 665 | 127 420 | 136 237 |
| Province des îles Loyauté | 12 917 | 9 024 | 10 138 | 10 511 | 12 503 | 10 766 | 11 291 | nd |
| Province Nord | 22 789 | 16 363 | 18 621 | 18 981 | 19 453 | 19 209 | 20 596 | 21 676 |
| Province Sud | 35 659 | 29 236 | 32 793 | 31 513 | 31 938 | 37 507 | 41 820 | 46 314 |
| Dépenses de l'Etat en Nouvelle-Calédonie | 100 587 | 86 344 | 90 606 | 98 608 | 100 387 | 105 735 | 111 169 | 114 121 |
| Comptes Economiques | | | | | | | | |
| Produit intérieur brut (milliard de F.CFP) | 441,9 | 439,4 | 472,0 | 518,5 | 563,1 | 599,5 | 647,0 | nd |
| Taux de croissance réel (%) | 2,5 | 2,0 | 2,5 | 4,8 | 3,5 | 4,0 | 4,4 | nd |
| Produit intérieur brut/Habitant (millier de F.CFP) | 2 072 | 2 022 | 2 131 | 2 297 | 2 448 | 2 558 | 2 713 | nd |

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 p |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Entreprises (nbre) | | | | | | | | |
| Créations d'entreprises (champ ICS) | 2 568 | 2 527 | 2 465 | 2 730 | 3 064 | 3 480 | 3 598 | 3 933 |
| Taux de créations (%) | 15,7 | 15,2 | 14,5 | 16,2 | 17,6 | 18,9 | 18,4 | 19,0 |
| Agriculture (tonne) | | | | | | | | |
| Production de viande (abattages contrôlés) | 5 546 | 5 615 | 5 643 | 5 734 | 5 808 | 5 346 | 4 957 | 5 199 |
| Bovine | 4 058 | 4 059 | 4 016 | 4 049 | 4 042 | 3 524 | 2 992 | 3 131 |
| Porcine | 1 488 | 1 556 | 1 627 | 1 685 | 1 766 | 1 822 | 1 965 | 2 069 |
| Production marchande de légumes | 8 423 | 10 386 | 11 641 | 11 627 | 11 973 | 10 869 | 12 141 | 10 242 |
| Légumes (yc squashes et oignons) | 6 869 | 8 027 | 9 154 | 9 886 | 10 126 | 8 761 | 9 509 | 9 092 |
| Tubercules tropicaux | 364 | 476 | 543 | 678 | 467 | 443 | 366 | 420 |
| Pommes de terre (achats OCEF + nouvelles) | 1 190 | 1 883 | 1 944 | 1 062 | 1 380 | 1 664 | 2 266 | 730 |
| Production marchande de fruits | 4 079 | 3 767 | 3 543 | 2 876 | 4 258 | 4 248 | 5 560 | 5 753 |
| Production de céréales | 4 795 | 4 726 | 3 994 | 6 084 | 5 312 | 6 290 | 3 956 | 5 741 |
| Pêche-Aquaculture (tonne) | | | | | | | | |
| Exportations de produits de la mer | 2 380 | 2 899 | 2 636 | 2 695 | 2 942 | 3 112 | 2 663 | 2 267 |
| dont Crevettes | 1 253 | 1 350 | 1 410 | 1 275 | 1 509 | 1 709 | 1 786 | 1 307 |
| Thons | 950 | 1 276 | 1 059 | 1 182 | 1 173 | 1 182 | 626 | 656 |
| Holothuries | 66 | 62 | 45 | 69 | 82 | 51 | 57 | 94 |
| Coquilles de trocas | 96 | 190 | 78 | 100 | 120 | 153 | 187 | 198 |
| Production de crevettes (des fermes membres du GFA) | 1 723 | 1 810 | 1 815 | 1 703 | 2 210 | 2 339 | 2 278 | 1 787 |
| Mines-Métallurgie | | | | | | | | |
| Extraction minière (millier de tonnes humides) | 7 398 | 7 220 | 5 944 | 6 625 | 7 033 | 6 445 | 6 179 | 7 508 |
| Latérites | 1 936 | 2 670 | 2 117 | 2 230 | 2 234 | 1 650 | 2 015 | 2 007 |
| Garniérites | 5 460 | 4 549 | 3 828 | 4 396 | 4 799 | 4 595 | 4 164 | 5 501 |
| Production métallurgique (tonne de nickel contenu) | 57 463 | 58 973 | 59 867 | 61 523 | 55 180 | 59 576 | 62 376 | 59 796 |
| Ferro-nickels | 43 914 | 45 912 | 48 650 | 50 666 | 43 016 | 46 738 | 48 723 | 44 954 |
| Mattes | 13 549 | 13 061 | 11 217 | 10 857 | 12 164 | 12 838 | 13 655 | 14 842 |
| Cours du nickel au LME (USD/Lb) | 3,92 | 2,70 | 3,07 | 4,37 | 6,27 | 6,72 | 11,00 | 16,89 |
| Cours du dollar (en F.CFP) | 129,56 | 133,37 | 126,69 | 105,73 | 96,11 | 96,03 | 95,23 | 87,19 |
| Energie | | | | | | | | |
| Production d'électricité (Gwh) | 1 645 | 1 729 | 1 749 | 1 758 | 1 678 | 1 883 | 1 873 | 1 926 |
| dont Thermique | 1 196 | 1 355 | 1 421 | 1 430 | 1 341 | 1 526 | 1 556 | 1 499 |
| Hydraulique | 442 | 367 | 320 | 323 | 326 | 339 | 288 | 390 |
| Eolienne | 7 | 7 | 8 | 5 | 11 | 18 | 28 | 37 |
| Construction | | | | | | | | |
| Logements achevés (nbre) | 1 019 | 1 138 | 1 099 | 1 106 | 824 | 1 013 | 1 289 | nd |
| Logements autorisés (nbre) | 1 573 | 1 730 | 1 094 | 1 858 | 2 551 | 3 259 | 2 754 | nd |
| Ventes de ciment (tonne) | 93 984 | 93 248 | 103 808 | 102 996 | 115 288 | 123 117 | 133 455 | 136 930 |
| Index BT21 (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2000) | 100,00 | 102,08 | 103,72 | 104,99 | 110,98 | 113,84 | 119,14 | 123,36 |
| Effectifs salariés (moyenne annuelle) | 5 251 | 5 227 | 5 667 | 5 641 | 6 213 | 6 637 | 7 238 | 7 856 |
| Transport aérien | | | | | | | | |
| Trafic international (aéroport de Tontouta) | | | | | | | | |
| Passagers (nbre) | 359 381 | 346 767 | 355 644 | 364 990 | 385 242 | 407 746 | 414 990 | 442 535 |
| Marchandises (tonne) | 5 243 | 5 061 | 5 094 | 5 198 | 5 192 | 5 566 | 5 440 | 5 605 |
| Trafic intérieur (aéroport de Magenta) | | | | | | | | |
| Passagers (nbre) | 288 322 | 282 078 | 269 524 | 272 211 | 282 509 | 284 369 | 297 257 | 321 740 |
| Marchandises (tonne) | 1 112 | 954 | 922 | 893 | 846 | 853 | 952 | 1 078 |
| Transport maritime (millier de tonnes) | | | | | | | | |
| Trafic international | 5 584 | 5 290 | 4 701 | 5 114 | 5 584 | 5 175 | 5 260 | 6 040 |
| Trafic intérieur | 3 443 | 3 124 | 3 232 | 3 262 | 3 001 | 3 038 | 3 436 | 3 503 |
| Tourisme | | | | | | | | |
| Touristes (nbre) | 109 587 | 100 515 | 103 933 | 101 983 | 99 515 | 100 651 | 100 491 | 103 363 |
| Durée moyenne de séjour sur le territoire (jour) | 16,0 | 13,7 | 16,3 | 15,6 | 16,2 | 16,8 | 19,1 | 19,6 |
| Croisiéristes (nbre) | 48 579 | 50 671 | 54 925 | 64 273 | 77 115 | 81 215 | 118 898 | 121 393 |
| Clients des hôtels de Nouméa (nbre) | 124 593 | 136 281 | 135 694 | 133 806 | 141 874 | 146 049 | 167 515 | 228 502 |
| dont étrangers à la Nouvelle-Calédonie | 80 064 | 85 742 | 81 530 | 74 957 | 79 041 | 77 286 | 85 309 | 128 677 |
| Durée moyenne de séjour dans les hôtels de Nouméa (jour) | 4,4 | 4,1 | 4,0 | 4,4 | 4,5 | 4,4 | 3,7 | 2,4 |
| Taux d'occupation des chambres (%) | 51,6 | 47,8 | 57,1 | 59,7 | 59,6 | 61,3 | 61,9 | 60,9 |

Environnement international

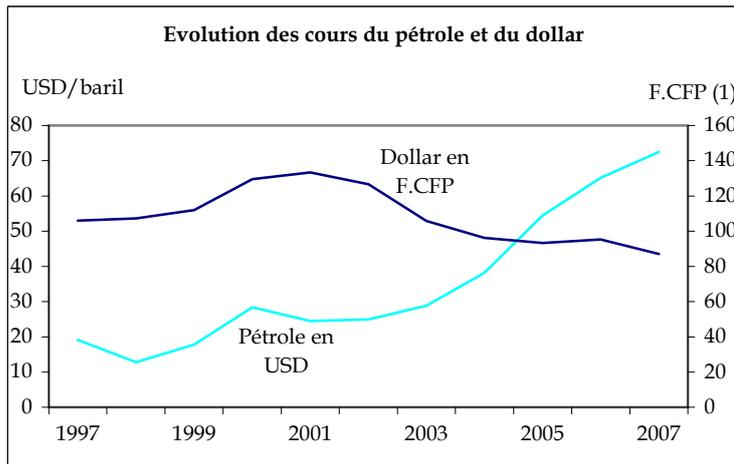
-Conjoncture mondiale

Une économie mondiale instable

Essentiellement tirée vers le haut par les pays émergents, la croissance mondiale a su garder un taux de croissance annuel du PIB assez élevé en 2007 avec +4,9%. Cependant, la crise financière américaine et l'envolée des cours des matières premières, responsables du ralentissement observé en fin d'année, pourraient se répercuter plus fortement sur l'ensemble des pays dès 2008.

Conjoncture mondiale

-Bilan 2007-



(1) Le F.CFP est lié à l'euro selon la parité fixe : 1000F.CFP = 8,38 euros

Source : Bulletin mensuel de statistiques/INSEE

Après avoir enregistré une cadence soutenue jusqu'à la fin du troisième trimestre 2007, la **croissance mondiale** a finalement ralenti au dernier trimestre pour s'établir à 4,9%, contre 5,1% en 2006, 4,9% en 2005 et 5,3% en 2004. Plusieurs facteurs peuvent expliquer le ralentissement observé en fin d'année. La crise des prêts immobiliers à risque aux Etats-Unis, qui a engendré des tensions financières, en est l'un des principaux. S'ajoute à cette crise bancaire, la poursuite de la flambée des cours du pétrole et des matières premières.

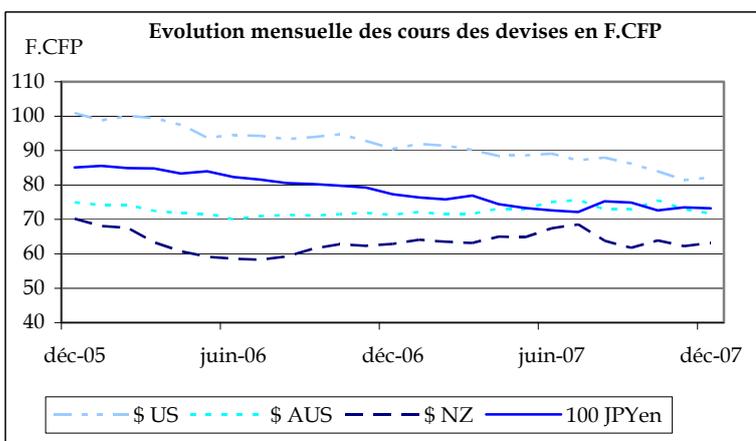
Malgré ces éléments perturbateurs et d'après l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), c'est essentiellement grâce aux **pays émergents**, véritables stimuli, que la croissance mondiale a su résister. En effet, avec +11,6% en Chine, +9,6% en Inde ou +7,5% en Russie, les économies émergentes ont largement dopé l'économie mondiale, cette année encore.

Dans ce contexte de crise financière américaine, le désordre monétaire s'est installé. Le dollar a ainsi démarré une chute importante à partir du mois d'août face à toutes les devises et surtout face à l'euro qui a atteint un record historique à 1,4967 dollar le 23 novembre 2007. Avantagieuse pour la réduction du déficit commercial des Etats-Unis, la dépréciation du dollar a gêné la Chine, inquiété le Japon et fortement pénalisé l'Europe.

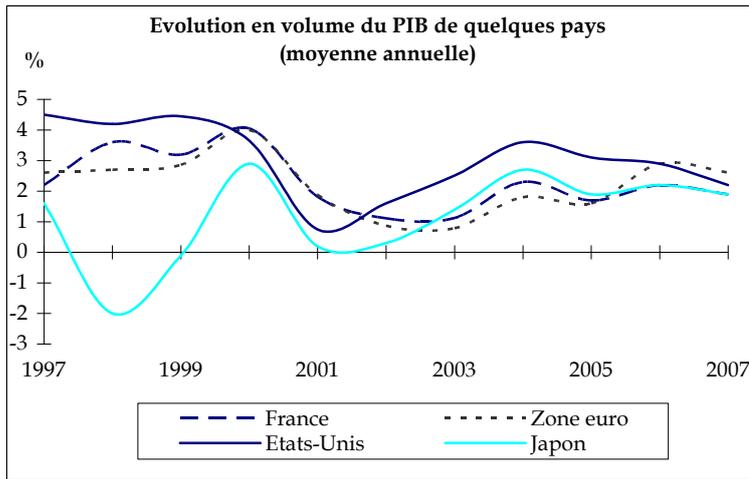
Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le **commerce mondial** a légèrement ralenti en 2007 : les échanges de marchandises ont progressé d'un peu moins de 6% en 2007, contre 8% en 2006.

2007 marque la sixième année de croissance des prix **des matières premières**. En effet, l'envolée des cours des métaux et de l'énergie ne se dément pas depuis plusieurs années et on a même enregistré, le 21 novembre 2007, un taux record du baril de pétrole à 99,29 dollars. Le risque permanent d'une rupture des approvisionnements, la gestion rigoureuse des flux par l'Organisation des pays des exportateurs de pétrole (OPEP) et les tendances spéculatives, sont autant de facteurs qui expliquent, le maintien des cours à un niveau élevé, également alimenté par la croissance des pays émergents, très gourmande en énergie et en métaux.

Les matières premières agricoles ont aussi subi de très fortes hausses en 2007. Elles ont concerné l'ensemble des pays. L'origine de ce renchérissement, débuté en 2006, provient essentiellement d'un faible volume de récolte et de mauvaises conditions climatiques dans certains gros pays producteurs. L'élévation du niveau de vie dans les pays émergents, tels que la Chine et l'Inde, se répercute également sur la consommation mondiale, en hausse continue, expliquant pour partie la forte augmentation du cours des céréales en 2007. C'est le cas par exemple du maïs, du riz ou du blé dont les cours ont doublé en un an. De surcroît, la flambée des céréales, aliment du bétail, a renchéri le prix de la viande.

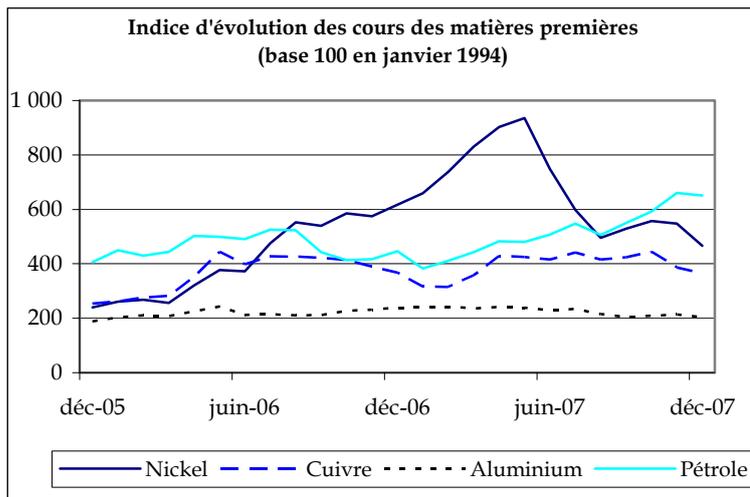


Source : AFBNC



Source : OCDE

Unité : %



Source : Bulletin mensuel de statistiques/INSEE

En conséquence des phénomènes décrits plus haut (hausse des cours des matières premières et chute du dollar), l'inflation s'est révélée être un véritable enjeu mondial en 2007, concernant les pays développés comme les pays émergents. Le taux de progression des prix a presque partout dépassé les 2% économiquement corrects. On note par exemple, plus de 2% d'inflation dans la Zone euro, presque 3% aux Etats-Unis ou encore près de 7% en Chine.

L'année 2007 s'est traduite dans la Zone euro par une économie bien orientée, portée par la hausse de l'investissement et des exportations. On note toutefois une perte de vitesse comparée à 2006 (+2,6% contre +2,9% en 2006). Ce ralentissement peut s'expliquer par deux principaux facteurs : la hausse des taux d'intérêt et l'appréciation de l'euro. S'agissant de la Métropole en particulier, l'activité économique, qui reste en hausse, marque également un léger ralentissement en 2007. Bien que dopée par l'amélioration du marché du travail, l'économie est pénalisée par la hausse des prix des matières premières et l'inflation, qui pèsent particulièrement sur le pouvoir d'achat des ménages.

Aux Etats-Unis, après 3 trimestres de hausse soutenue et un 4^{ème} entaché par la crise financière et la hausse du cours du pétrole, la croissance est estimée à 2,2% fin 2007. Bénéficiant d'un dollar faible, le pays a pu réduire son déficit commercial en développant ses exportations, mais le ralentissement économique observé risque de s'intensifier en 2008.

Les pays d'Asie présentent pratiquement tous des économies performantes et ne semblent pas avoir réellement été affectés par la crise financière des Etats-Unis. La hausse des investissements directs étrangers et la bonne tenue du commerce extérieur justifient pour une grande partie l'envolée de la Chine (+11,6% de croissance), de l'Inde (+9,6%), de l'Asie du Sud-Est (+5,7%) ou du Vietnam (+8,3%). A l'inverse, le Japon a un rythme de croissance économique en fléchissement, estimé à +1,9% (contre +2,2% en 2006), pénalisé par la crise financière et la hausse des prix.

Dopée par une activité minière soutenue, l'Australie présente une croissance économique dynamique en 2007, estimée à +4,3% en un an, soit un résultat supérieur à la moyenne observée depuis 1998, égale à 3,5%. Le taux de chômage, d'environ 4,3% en 2007 se situe à un niveau très bas comparé aux années passées. Toutefois, les conditions climatiques difficiles (sécheresse) ont été néfastes à l'agriculture et le pays n'a pas été épargné par l'inflation, essentiellement provoquée par la hausse des cours du pétrole.

L'économie de la Nouvelle-Zélande, principalement tirée par l'agriculture, a bénéficié de la hausse des prix mondiaux et plus particulièrement de ceux du lait. Ses ressources importantes en énergie, lui ont, de plus, permis de ne pas trop subir la hausse des cours. Le pays, qui doit également faire face à des pressions inflationnistes, présente une croissance relativement soutenue estimée à un peu plus de 3% mais reste affecté par un dollar fort et une balance commerciale déficitaire.

Evolution de quelques indicateurs économiques

| Données provisoires et exprimées en moyenne annuelle | Evolution annuelle du Produit Intérieur Brut | | Evolution annuelle des prix à la consommation | | Evolution annuelle de la consommation des ménages en volume | | Evolution annuelle de l'investissement total en volume | | Taux de chômage (définitions courantes) | | |
|--|--|------|---|------|---|------|--|------|---|------|-----|
| | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 | |
| France | 2,2 | 1,9 | 1,9 | 1,5 | 2,2 | 2,2 | 1,9 | 4,1 | 3,7 | 8,8 | 8,0 |
| Zone euro | 2,9 | 2,6 | 2,2 | 2,1 | 1,9 | 1,6 | 1,6 | 5,2 | 4,4 | 7,7 | 6,8 |
| Allemagne | 3,1 | 2,6 | 1,8 | 2,2 | 1,1 | -0,2 | 7,0 | 5,2 | 8,1 | 6,4 | |
| Italie | 1,9 | 1,8 | 2,2 | 2,0 | 1,5 | 2,1 | 2,4 | 2,3 | 6,8 | 5,9 | |
| Royaume-Uni | 2,8 | 3,1 | 2,3 | 2,3 | 2,1 | 3,1 | 8,2 | 5,7 | 5,5 | 5,5 | |
| Etats-Unis | 2,9 | 2,2 | 3,2 | 2,8 | 3,1 | 2,9 | 2,6 | -2,1 | 4,6 | 4,6 | |
| Japon | 2,2 | 1,9 | 0,2 | 0,0 | 0,9 | 1,6 | 3,3 | -0,8 | 4,1 | 3,8 | |
| Australie | 2,5 | 4,3 | 3,5 | 2,3 | 3,1 | 3,9 | 6,3 | 11,5 | 4,8 | 4,3 | |
| Nouvelle-Zélande | 1,8 | 3,4 | 3,4 | 2,3 | 2,1 | 4,3 | -2,7 | 3,6 | 3,8 | 3,6 | |

Source : OCDE, Perspectives économiques

Unité : %

Population-Société

- Démographie
- Voyages des Calédoniens
- Marché de l'automobile

244 600 habitants au 1^{er} janvier 2008

Démographie

-Bilan 2007-

Stabilité de la natalité et de la mortalité maintiennent le taux d'accroissement naturel à 12,8‰ en 2007.

Les mariages ont été moins nombreux en 2007, marquant ainsi la deuxième année de recul de la nuptialité en Nouvelle-Calédonie.

Évolution des principaux taux

| | Taux pour 1 000 habitants | | | | Mortalité infantile pour 1 000 naiss. |
|--------|---------------------------|----------|-----------|-----------------------|---------------------------------------|
| | Nuptialité | Natalité | Mortalité | Accroissement naturel | |
| 1997 | 5,0 | 22,3 | 5,0 | 17,2 | 5,3 |
| 1998 | 4,9 | 21,2 | 4,8 | 16,4 | 6,9 |
| 1999 | 4,5 | 20,6 | 5,2 | 15,4 | 6,3 |
| 2000 | 4,7 | 21,4 | 5,1 | 16,4 | 4,6 |
| 2001 | 4,3 | 19,9 | 5,2 | 14,7 | 5,5 |
| 2002 | 4,1 | 18,9 | 5,1 | 13,9 | 6,9 |
| 2003 | 3,9 | 18,2 | 5,0 | 13,2 | 5,9 |
| 2004 | 3,9 | 17,3 | 4,9 | 12,4 | 6,3 |
| 2005 | 4,0 | 17,2 | 4,9 | 12,4 | 6,4 |
| 2006 | 3,9 | 17,7 | 4,7 | 13,0 | 5,7 |
| 2007 p | 3,5 | 17,5 | 4,7 | 12,8 | 6,6 |

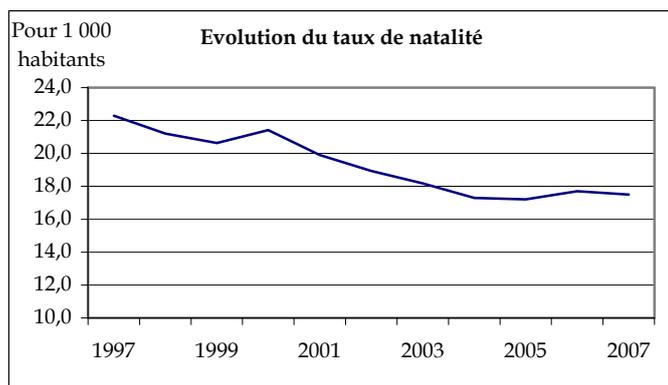
Source : ISEE

En 2007, 4 250 naissances et 1 150 décès ont été enregistrés par les services de l'état civil des 33 communes de Nouvelle-Calédonie. Ces mouvements permettent de dégager un excédent des naissances sur les décès de 3 100 personnes, stable sur un an. Le solde migratoire, évalué à 1 110 personnes, progresse légèrement par rapport à 2006. Il résulte un **accroissement total** de 4 210 personnes en 2007, qui porte les **estimations de la population calédonienne** au 1^{er} janvier 2008 à 244 600 habitants.

Après une année 2006 qui amorçait une rupture dans une tendance à long terme de baisse de la natalité, l'année 2007 marque une pause, avec un nombre de **naissances** et un taux de natalité relativement stables sur un an.

Les **décès** ont été légèrement plus nombreux en 2007 qu'en 2006. Cette hausse, compensée par l'accroissement de la population sur la même période, permet au taux de mortalité de rester stable à 4,7‰.

Le chiffre provisoire des **mariages** de l'année 2007 affiche un recul sur un an, avec 67 mariages en moins. Le taux de nuptialité, avec 3,5‰, atteint en 2007 son plus bas niveau jamais enregistré auparavant. Cette baisse des mariages est également observée depuis 2000 en Métropole, où les couples hétérosexuels s'orientent de plus en plus vers les pactes civils de solidarité (Pacs), non réalisables en Nouvelle-Calédonie.



Source : ISEE

Evolution des mouvements naturels de la population

| | Population au 1 ^{er} janvier | Mariages | Nés vivants | Nés morts (1) | Décédés (tous âges) | Décédés avant 1 an | Excédent naturel | Solde migratoire (2) |
|--------|---------------------------------------|----------|-------------|---------------|---------------------|--------------------|------------------|----------------------|
| 1998 | 203 330 | 1 005 | 4 352 | 41 | 982 | 30 | 3 370 | 528 |
| 1999 | 207 228 | 943 | 4 316 | 28 | 1 095 | 27 | 3 221 | 751 |
| 2000 | 211 200 | 995 | 4 566 | 33 | 1 077 | 21 | 3 489 | 571 |
| 2001 | 215 260 | 925 | 4 326 | 36 | 1 131 | 24 | 3 195 | 932 |
| 2002 | 219 387 | 905 | 4 194 | 30 | 1 121 | 29 | 3 073 | 1 132 |
| 2003 | 223 592 | 873 | 4 102 | 25 | 1 121 | 24 | 2 981 | 1 305 |
| 2004 | 227 878 | 895 | 3 978 | 25 | 1 116 | 25 | 2 862 | 1 518 |
| 2005 | 232 258 | 940 | 4 051 | 55 | 1 142 | 26 | 2 909 | 1 361 |
| 2006 | 236 528 | 927 | 4 224 | 44 | 1 113 | 23 | 3 111 | 753 |
| 2007 p | 240 390 | 860 | 4 250 | 35 | 1 150 | 28 | 3 100 | 1 110 |
| 2008 p | 244 600 | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |

Source : ISEE

Unité : nombre

(1) La forte hausse du nombre de morts nés résulte d'un changement législatif entré en application en 2002 et mis en place en 2005.

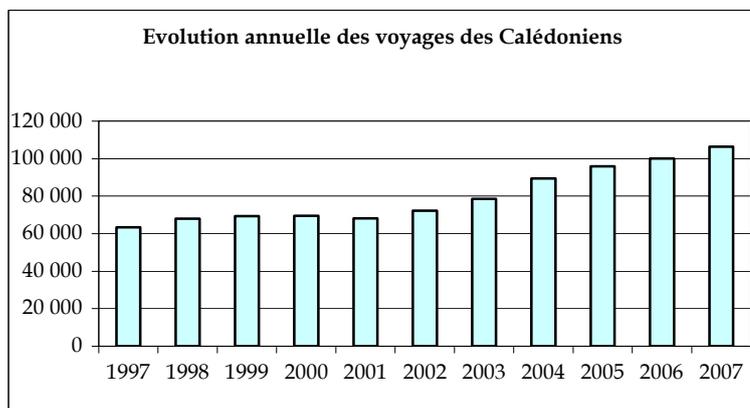
(2) Solde migratoire apparent, évalué à partir des observations intercensitaires et des résultats de l'enquête passagers de l'ISEE.

Toujours plus de déplacements à l'extérieur

En corrélation avec la bonne tenue du tourisme mondial, les Calédoniens ont beaucoup voyagé en 2007. Au total 106 377 voyages ont été effectués sur l'ensemble de l'année, soit une progression de 6,2% qui a profité dans les mêmes proportions aux deux destinations privilégiées des Calédoniens : l'Australie (+5,2%) et la France (+5,9%).

Voyages des calédoniens

-Bilan 2007-

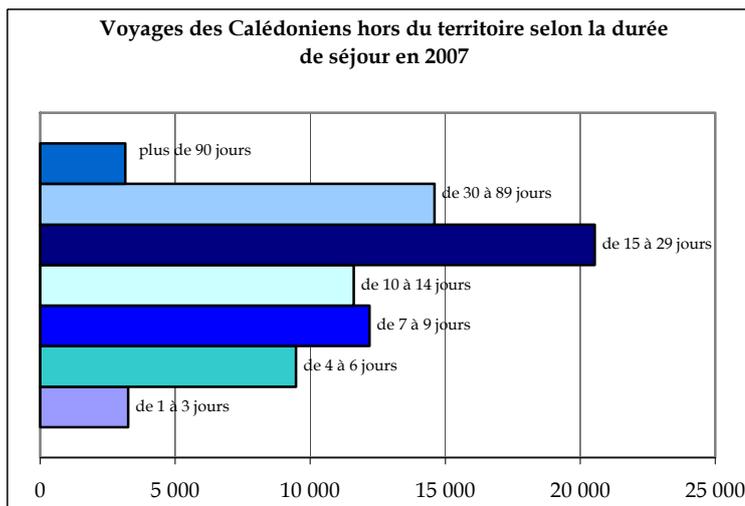


Source : ISEE "Enquête passagers"

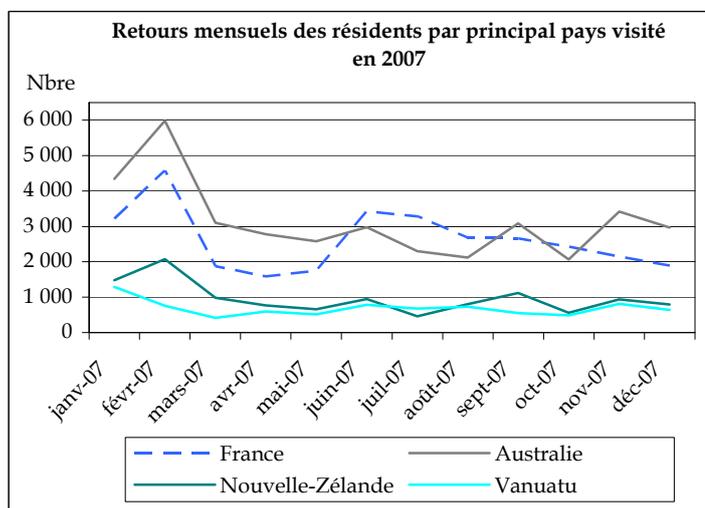
Unité : nombre

Les statistiques de l'« enquête passagers » font état de 106 377 **voyages** effectués par les Calédoniens à l'extérieur du territoire en 2007. La barre des 100 000 déplacements touristiques, atteinte pour la première fois en 2006 (100 170 voyages), l'est donc de nouveau cette année. Directement « boosté » par une économie locale performante, le secteur est en progression rapide depuis 2002. En glissement sur 5 ans, le nombre des voyages des résidents a progressé de 47,3% (72 221 voyages en 2002), alors qu'il n'a progressé que de 67,8% en 10 ans (63 386 voyages en 1997). Depuis 2002 on note ainsi une hausse moyenne annuelle des retours de 8,1% contre 2,6% sur la période 1997-2002. Il est important de préciser que les données sont exprimées en nombre de voyages effectués et non en nombre de personnes ayant voyagé (une personne pouvant voyager plusieurs fois). Un ratio qui calculerait le nombre de voyage moyen par habitant ne serait donc pas significatif.

Si le nombre de voyages a augmenté en 2007, la **durée moyenne de séjour** est en repli : 22,9 jours après 23,8 jours en 2006 et 23,2 jours en 2005. Près d'un déplacement sur trois a une durée de séjour supérieure à 15 jours. Dans le détail et comme habituellement observé, les voyages au Vanuatu sont les plus courts avec 8,3 jours en moyenne (7,9 jours en 2006), suivis par l'Australie et la Nouvelle-Zélande avec respectivement 13,4 et 13,5 jours (après 13,8 et 14,4 jours en 2006). Enfin, l'éloignement de la destination favorise certainement des séjours plus longs puisque la durée moyenne de séjour s'établit à 45,5 jours en Métropole (après 46,5 jours en 2006).



Source : ISEE "Enquête passagers"



Source : ISEE "Enquête passagers"

Unité : nombre

La période des grandes vacances scolaires conditionne largement les déplacements des Calédoniens. Ainsi, plus d'un quart des retours (25,6%) s'est fait entre janvier (11 901 retours) et février (15 356 retours), principalement et par ordre décroissant, en provenance d'Australie, de France et de Nouvelle-Zélande. Il est à noter également la période estivale métropolitaine qui génère de nombreux déplacements, expliquant pour partie les retours comptabilisés en juin (9 650) et juillet (8 106) ainsi que la période hivernale anglo-saxonne qui justifie les retours des sports d'hiver en provenance l'Australie et de Nouvelle-Zélande en septembre (9 542 retours).

Retours des résidents par principal pays visité

| | 2006 | 2007 | Variation 2006/2007 |
|------------------------|----------------|----------------|---------------------|
| France | 29 801 | 31 571 | 5,9 |
| Autres pays d'Europe | 561 | 526 | -6,2 |
| Indonésie | 758 | 1 052 | 38,8 |
| Japon | 938 | 1 252 | 33,5 |
| Thaïlande | 553 | 641 | 15,9 |
| Vietnam | 456 | 519 | 13,8 |
| Autres pays d'Asie | 995 | 1 038 | 4,3 |
| Afrique | 385 | 405 | 5,2 |
| Etats-Unis | 602 | 632 | 5,0 |
| Autres pays d'Amérique | 591 | 641 | 8,5 |
| Wallis et Futuna | 3 972 | 4 621 | 16,3 |
| Polynésie Française | 4 449 | 4 276 | -3,9 |
| Fidji | 1 002 | 654 | -34,7 |
| Nouvelle-Zélande | 11 394 | 11 595 | 1,8 |
| Vanuatu | 7 533 | 8 265 | 9,7 |
| Australie | 35 875 | 37 744 | 5,2 |
| Autres pays d'Océanie | 282 | 831 | 194,7 |
| Autres | 23 | 114 | 395,7 |
| Total | 100 170 | 106 377 | 6,2 |

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nombre, %

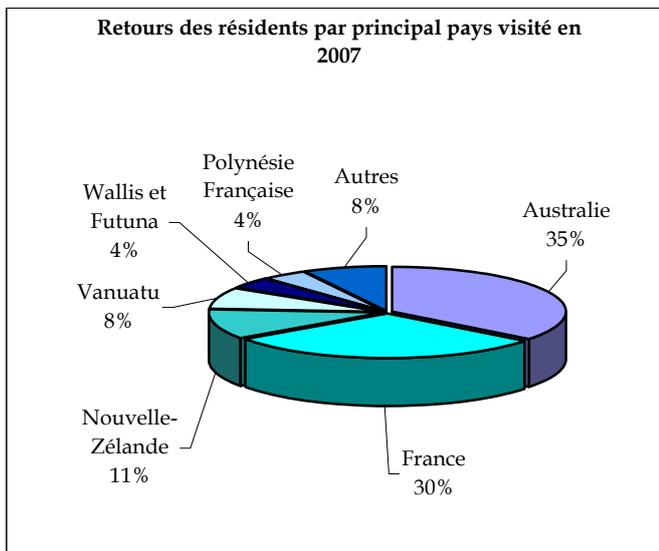
La structure des voyages ne présente pas de profond changement par rapport aux années précédentes. Ainsi, dans le détail, l'Australie reste la destination préférée des Calédoniens et a attiré 37 744 résidents en 2007, soit plus du tiers du total des voyages (35,5%). Après la stabilité observée l'année précédente, la destination semble reprendre le mouvement de hausse entamé depuis plusieurs années et gagne 1 869 visiteurs calédoniens en 1 an.

L'aide au passage aérien, instaurée par l'Etat au titre de la continuité territoriale dans le but de faciliter les déplacements des résidents des collectivités d'outre-mer entre celles-ci et le territoire métropolitain, est applicable depuis fin 2004. Cette mesure ne semble pas avoir fait progresser de manière spectaculaire les voyages des Calédoniens à destination de la Métropole. En effet, ces derniers progressent de 5,9% en 2007, après 6,1% en 2006 et 9,2% en 2005, alors que les années 2003 et 2004 avaient connu des progressions bien plus importantes : respectivement +13,8% et +17,2%. La hausse des prix des billets d'avion intervenue ces dernières années (+15,3% en 4 ans sur l'indice des prix des « Transports aériens ») a certainement atténué les effets d'une telle mesure.

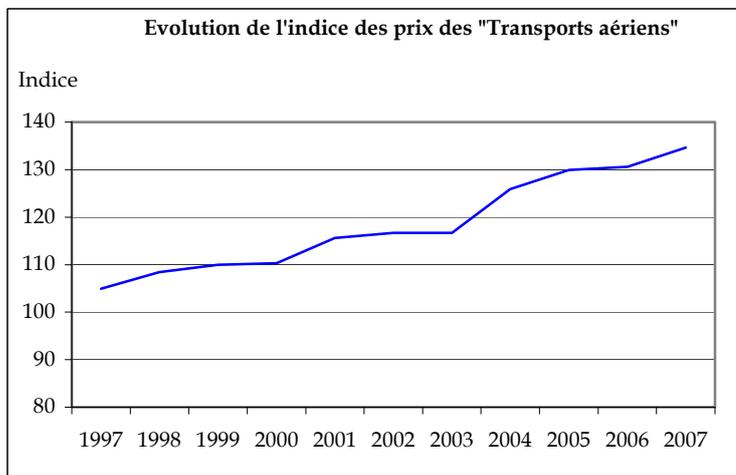
La Nouvelle-Zélande représente quasiment 11% de l'ensemble des retours en 2007, soit une relative stabilité sur un an autour de la barre des 11 000 voyageurs.

Les autres destinations représentent des parts de marché beaucoup plus faibles et sont réparties sur l'ensemble des 5 continents : l'Asie (4,2% des voyages) a attiré plus de monde cette année (+21,7%) avec des hausses particulièrement soutenues pour l'Indonésie (+38,8%) et le Japon (+33,5%). 526 voyages, soit seulement 0,5% de l'ensemble des retours se sont faits de l'Europe (hors France), un chiffre quasiment inchangé depuis plusieurs années. Si l'Australie et la Nouvelle-Zélande dopent à elles seules l'Océanie (63,9% des retours), la progression continue du Vanuatu (+9,7% en un an et +58,9% en 5 ans) mérite également d'être soulignée. Enfin, les hausses constatées sur les retours d'Amérique (+6,7%) et d'Afrique (+5,2%) sont essentiellement favorisées par le Canada pour la première (+36,1%) et par la Réunion et Mayotte pour la seconde (+14,1%).

La tenue, le 12 mars 2007, de la conférence annuelle du tourisme à Nouméa qui a annoncé de possibles ouvertures de nouvelles voies aériennes par la Corée et la Réunion, ouvre de nouvelles perspectives de voyages des Calédoniens pour les prochaines années.



Source : ISEE "Enquête passagers"



Source : ISEE

Un secteur en forte croissance

Marché de l'automobile

-Bilan 2007-

Sous l'effet d'une conjoncture économique favorable, le marché de l'automobile se présente à la hausse pour 2007. On compte au total plus de 14 000 nouvelles immatriculations, soit une hausse annuelle de près de 10,0%.

Immatriculations et transferts de cartes grises

| | 2006 | 2007 | Variation |
|---|---------------|---------------|-------------|
| Nouvelles immatriculations | 12 943 | 14 197 | 9,7 |
| <i>Immatriculations de véhicules neufs</i> | 12 215 | 13 439 | 10,0 |
| dont : Voitures particulières | 7 251 | 7 717 | 6,4 |
| Pick-up et camionnettes | 3 407 | 4 016 | 17,9 |
| Camions | 212 | 215 | 1,4 |
| Deux roues | 917 | 979 | 6,8 |
| Autres | 428 | 512 | 19,6 |
| <i>Immatriculations de véhicules usagés (a)</i> | 728 | 758 | 4,1 |
| dont : Deux roues | 115 | 115 | 0,0 |
| Autres véhicules | 613 | 643 | 4,9 |
| Transferts de cartes grises | 18 220 | 20 113 | 10,4 |

Source : DIMENC

Unités : nombre, %.

(a) Principalement des véhicules usagés importés dans le cadre d'un changement de résidence.

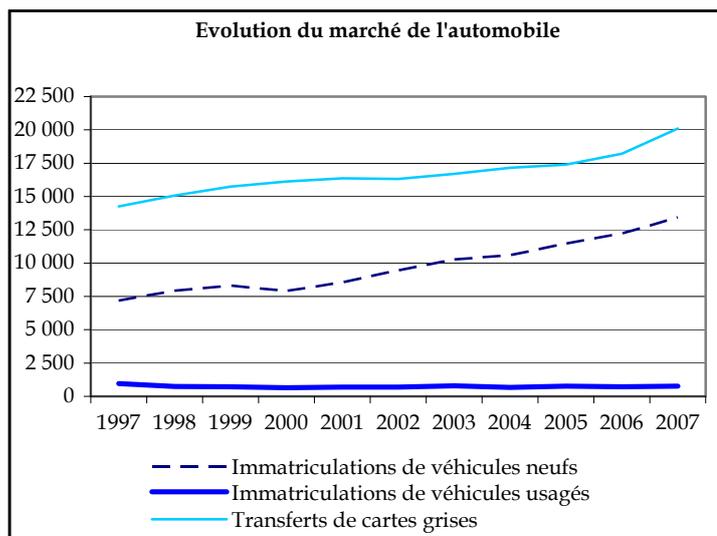
Sur l'ensemble de l'année 2007, le marché de l'automobile calédonien se chiffre à 14 197 **nouvelles immatriculations**, soit une forte hausse de 9,7% et 1 254 véhicules supplémentaires comparé à 2006. Cette variation en glissement annuel reste, avec celle de 2002 (+10,0%), au-dessus de ce que l'on a pu constater au cours des 10 années passées.

Près de 13 500 nouvelles immatriculations concernent des **véhicules neufs**, en hausse de 10,0% sur un an. La répartition des immatriculations par type de véhicules dévoile 57,4% de voitures particulières (+6,4% sur un an), 29,9% de pick-up et camionnettes (+17,9%), 7,3% de deux roues (+6,8%) et 1,6% de camions (+1,4%). Globalement, la tendance reste donc identique à celle de l'année précédente, à savoir, un ralentissement des immatriculations de voitures particulières au profit des pick-up et camionnettes.

Au-delà de l'engouement des Calédoniens pour ce type de véhicules, cette évolution trouve son origine dans les investissements en matériel automobile liés aux grands projets miniers. Enfin, il faut aussi prendre en compte les mesures mises en place depuis 2 ans par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière et qui ont certainement motivé l'achat de gros véhicules. En effet, dans le but d'accompagner l'obligation du port de la ceinture à l'arrière et de la mise en place de dispositifs adaptés au transport d'enfants ainsi que l'interdiction de transporter des passagers dans les benches, des mesures incitatives ont dû être prises. Ainsi, une première délibération n°129 du 18 novembre 2005 abaissait le taux de TGI sur les pick-up double cabines de 21 à 11% ; elle a été complétée par la délibération n°294 du 18 avril 2007 abaissant le taux de TGI à 1% sur les minibus de 7 à 10 places et les camionnettes de plus de 5 places.

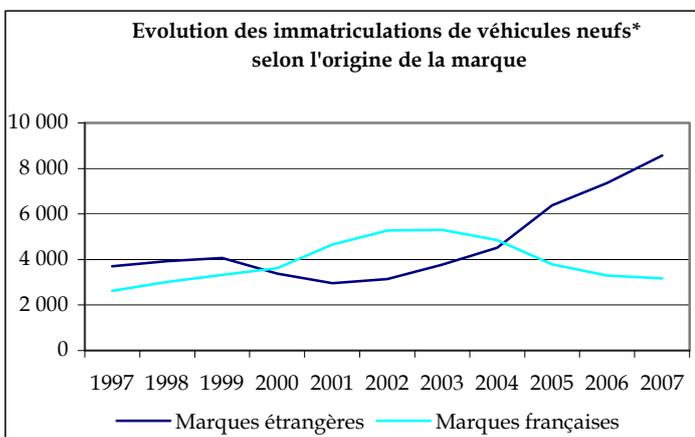
En 2007, le marché automobile français en Nouvelle-Calédonie, avec 3 164 immatriculations (soit 27,0% des parts de marché), est en repli de 3,9%. Dans le détail, toutes les **marques** présentes sur le marché sont en recul : Peugeot (11,1% des parts de marché) se rétracte de 3,0%, Renault (8,8% des parts de marché) de -4,1% et les immatriculations de véhicules Citroën (7,1% des parts de marché) s'affichent également à la baisse avec -4,9% en glissement sur un an.

Les marques étrangères présentent des résultats mieux orientés : avec presque 3 immatriculations sur 4 (73,0% des parts de marché), elles augmentent de 16,3% entre 2006 et 2007. Dans le peloton de tête les marques Hyundai (10,6% des parts de marché), Nissan (8,3%), Kia (7,7%) et Toyota (7,5%) se partagent à elles seules plus de 4 000 immatriculations effectuées sur le territoire.



Source : DIMENC

Unité : nombre



Source : DIMENC

Unité : nombre

* Voitures particulières, pick-up et camionnettes.

Immatriculations de véhicules neufs* selon la marque

| | 2006 | 2007 | Part de marché 2007 | variation 2006/2007 |
|---------------------------|---------------|---------------|---------------------|---------------------|
| Peugeot | 1 338 | 1 298 | 11,1 | -3,0 |
| Renault | 1 075 | 1 031 | 8,8 | -4,1 |
| Citroën | 878 | 835 | 7,1 | -4,9 |
| <i>Marques françaises</i> | 3 291 | 3 164 | 27,0 | -3,9 |
| Hyundai | 1 216 | 1 249 | 10,6 | 2,7 |
| Nissan | 883 | 971 | 8,3 | 10,0 |
| Kia | 879 | 906 | 7,7 | 3,1 |
| Toyota | 832 | 878 | 7,5 | 5,5 |
| Ford | 778 | 824 | 7,0 | 5,9 |
| Mitsubishi | 358 | 561 | 4,8 | 56,7 |
| Isuzu | 307 | 416 | 3,5 | 35,5 |
| Dacia | 270 | 266 | 2,3 | -1,5 |
| Mazda | 229 | 244 | 2,1 | 6,6 |
| Suzuki | 172 | 243 | 2,1 | 41,3 |
| Autres | 1 443 | 2 011 | 17,1 | 39,4 |
| <i>Marques étrangères</i> | 7 367 | 8 569 | 73,0 | 16,3 |
| Total | 10 658 | 11 733 | 100,0 | 10,1 |

Source : DIMENC

Unités : nombre, %.

Véhicules neufs* immatriculés selon le modèle en 2007

| Marque | Modèle | Nombre | Part de marché |
|--------------|---------------|---------------|----------------|
| Ford | Ranger | 627 | 5,3 |
| Hyundai | Getz | 494 | 4,2 |
| Nissan | Navara | 430 | 3,7 |
| Isuzu | Dmax | 416 | 3,5 |
| Mitsubishi | L200 Sportero | 395 | 3,4 |
| Hyundai | Tucson | 371 | 3,2 |
| Renault | Clio | 350 | 3,0 |
| Peugeot | 207 | 347 | 3,0 |
| Citroën | Berlingo | 314 | 2,7 |
| Kia | New Sportage | 302 | 2,6 |
| Autres | Autres | 7 687 | 65,5 |
| Total | | 11 733 | 100,0 |

Source : DIMENC

Unités : nombre, %.

* Voitures particulières, pick-up et camionnettes.

Il est également intéressant de noter la percée d'autres marques asiatiques telles que Daihatsu (+195,7% en un an) et Honda (+150,0%), qui malgré des parts de marché encore faibles, progressent largement cette année.

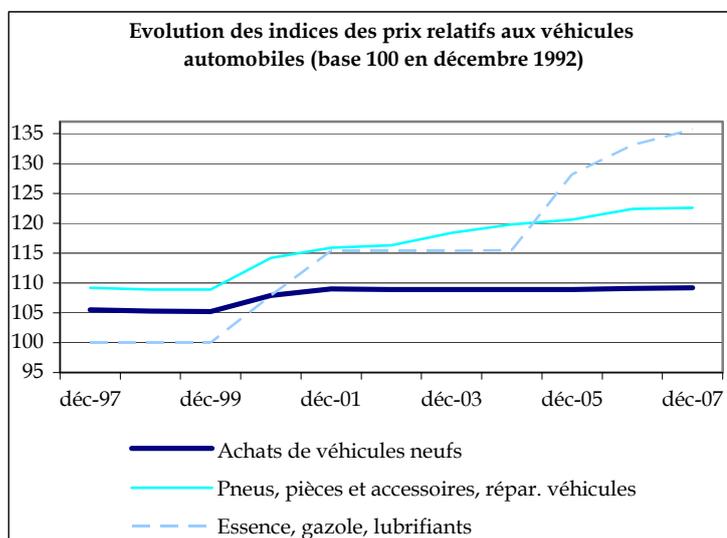
Cette évolution en faveur des marques étrangères s'explique avant tout par le fait que les véhicules de type 4X4 sont peu ou pas représentés dans les marques françaises. Par ailleurs, l'évolution des devises étrangères de ces dernières années, avec un dollar américain et un yen au plus bas en 2007, rend financièrement plus compétitives les marques étrangères en Nouvelle-Calédonie. Ainsi, en 2007, le yen et le dollar ont reculé de respectivement 9,8% et 8,3% en moyenne. Depuis 2000, ils se sont dépréciés chacun d'environ 30%.

Comme l'année dernière, c'est le **modèle** Ford Ranger qui a été le plus commercialisé en 2007 avec 627 unités vendues contre 588 l'année précédente. En second, arrive une petite voiture de ville, la Getz de chez Hyundai (494 unités) qui détrône la Peugeot 206 reléguée à la 11^{ème} place du classement, mais « remplacée » par le nouveau modèle du producteur français, la 207 qui se positionne à la 8^{ème} place juste derrière la Clio de Renault. Avec 430 unités, le modèle Nissan Navara complète le trio de tête, suivi de près par l'Isuzu Dmax (416 unités) et le Mitsubishi L200 Sportero (395 unités).

La répartition des ventes selon le type de **moteur** est stable entre 2006 et 2007. C'est sur du plus long terme que les véhicules équipés d'un moteur diesel s'affirment : en dix ans, leur part passe de 38,8% à 53,1%. Cette augmentation s'explique directement par la forte hausse des immatriculations de 4X4 et pick-up, quasi exclusivement équipés d'un moteur diesel. Il faut aussi prendre en compte l'évolution des prix des hydrocarbures de ces dernières années, et donc de la préférence du consommateur pour un carburant moins cher dans un contexte mondial de flambée des cours des produits pétroliers.

2007 est également une nouvelle année de croissance pour le marché d'**occasion** puisque 20 113 **cartes grises** ont été transférées, soit une hausse de 10,4% sur un an et de 41,0% en glissement sur 10 ans (14 267 transferts en 1997). Les **immatriculations de véhicules usagers** ont concerné 758 véhicules en 2007, soit 4,1% de plus qu'en 2006 mais en repli de 21,1% sur 10 ans.

L'**indice des prix à la consommation** montre que le prix de vente au détail des automobiles neuves est resté plutôt stable sur un an (+0,1%) comme sur du plus long terme, avec +0,3% entre 2002 et 2007. S'agissant de la dépense d'utilisation des véhicules elle s'oriente à la hausse (+1,3% sur un an) avec dans le détail des évolutions annuelles qui restent toutefois assez modérées. Les hausses de l'entretien courant de véhicules privés (+6,4%), des accessoires et des pièces (+4,8%), des hydrocarbures (+1,9%) ajoutées à celle des lubrifiants (+2,6%) sont donc en grande partie atténuées par la diminution du coût des pneumatiques (-0,5%) et des réparations (-2,7%).



Source : ISEE

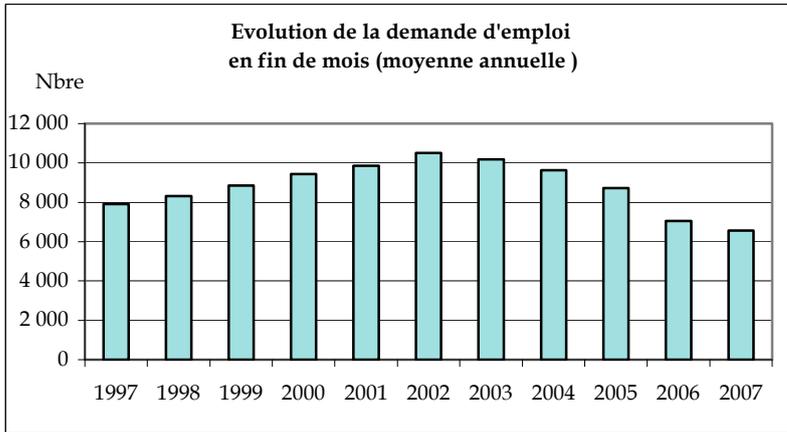
Emploi-Revenus

- Emploi salarié
- Marché du travail

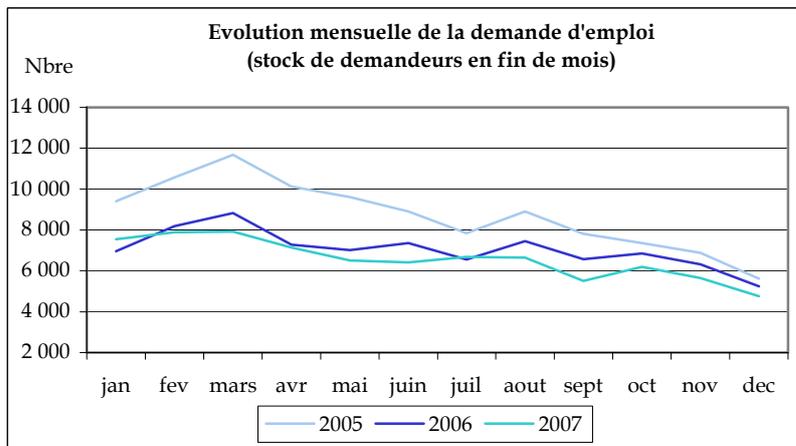
En 2007, le marché du travail se porte bien et enregistre cette année encore de nouveaux records.

Tiré par le dynamisme de l'économie calédonienne, le marché du travail confirme une fois encore la tendance amorcée depuis 2003 : un nombre de demandeurs d'emploi qui régresse (-6,8%) en 2007, toutefois moins rapidement qu'en 2005 et 2006.

Marché du travail -Bilan 2007-



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Pour la cinquième année consécutive, la **demande d'emploi** s'oriente à la baisse portant ainsi le nombre moyen des demandeurs d'emploi en fin de mois, inscrits dans les services provinciaux, à 6 572 demandeurs en 2007.

L'évolution moyenne de la demande d'emploi montre en effet qu'entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs régresse considérablement, passant de 10 511 demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en 2002 à 8 725 en 2005, 7 049 en 2006 et 6 572 en 2007. Sur 5 ans, on assiste donc à une forte contraction de 35,5% de la demande d'emploi (soit près de 4 000 demandeurs en moins).

A noter cependant un ralentissement dans cette diminution :

-6,8% en 2007 contre -19,2% en 2006 et -9,4% en 2005.

Cette forte contraction du nombre de demandeurs d'emploi moyen s'explique principalement par la croissance soutenue de l'économie calédonienne, fortement stimulée par les projets métallurgiques qui ont sans aucun doute largement contribué à la création de nombreux emplois (directs et indirects). Il est à préciser que cette orientation à la baisse de la demande d'emploi devrait se poursuivre encore sur les quelques années à venir. En effet, si la construction de l'usine de Goro Nickel est en phase finale, le fonctionnement de l'usine, prévu pour fin 2008, ouvre d'ores et déjà des perspectives d'emplois, alors que parallèlement, d'autres grands chantiers vont prendre le relais, notamment celui de l'usine du Nord.

Offres et demandes d'emploi

| | Demande d'emploi en fin de mois | | | | Nouvelles offres d'emploi | | | |
|---------------------------|---------------------------------|--------------|-------------|-------------|---------------------------|--------------|------------|------------|
| | 2006 | 2007 | Var (%) | Var (nbre) | 2006 | 2007 | Var (%) | Var (nbre) |
| Province îles Loyauté | 334 | 222 | -33,5 | -112 | 42 | 41 | -2,4 | -1 |
| Province Nord | 1 822 | 1 716 | -5,8 | -106 | 832 | 907 | 9,0 | 75 |
| Province Sud | 4 893 | 4 634 | -5,3 | -259 | 8 532 | 8 566 | 0,4 | 34 |
| Nouvelle-Calédonie | 7 049 | 6 572 | 33,6 | -477 | 9 226 | 9 415 | 2,0 | 189 |

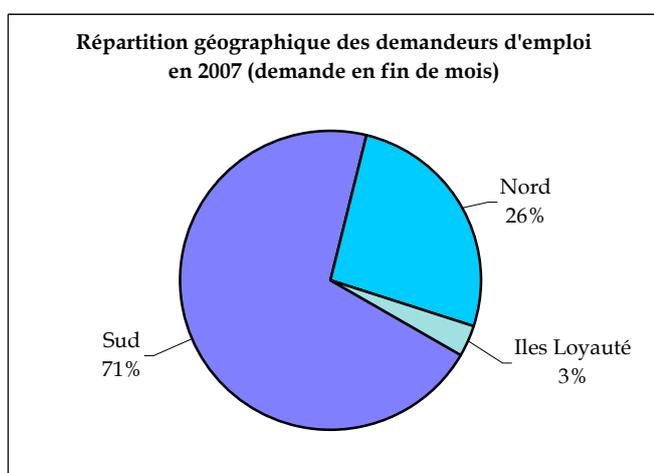
Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Unité : nombre

Le détail mensuel de l'année 2007 révèle qu'en glissement annuel, seuls les mois de janvier (+8,6%) et de juillet (+1,9%) ont enregistré plus de demandeurs en fin de mois.

Même le traditionnel pic de la rentrée scolaire, observé au mois de mars, affiche en 2007 un net recul de 10,2% par rapport à 2006. A partir du second semestre de l'année, les inscriptions des demandeurs ont diminué progressivement pour venir s'établir à 4 755 demandeurs fin décembre (-9,1% par rapport à 2006).

La déclinaison des demandeurs d'emploi par province est relativement stable sur un an. Par ailleurs, l'évolution moyenne de la demande d'emploi sur un an révèle qu'elle régresse sensiblement à la même vitesse dans les provinces Sud (-5,3%) et Nord (-5,8%), mais plus rapidement en province des îles Loyauté (-33,6%). Ces évolutions pourraient laisser penser à une migration des demandeurs des îles Loyauté vers les zones d'emploi.



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

L'évolution des demandeurs par sexe montre que la baisse annuelle profite davantage aux hommes (-8,7%) qu'aux femmes (-5,4%). Cette tendance se confirme sur du plus long terme : 44% d'hommes en moins depuis 2002 contre

-32% de femmes. Il en résulte une augmentation de la part des femmes parmi les demandeurs : 59,1% en 2007 contre 58,2% en 2006 et 54,5% en 2002. Ce résultat s'explique par le fait que les créations d'emploi liées aux projets industriels ont majoritairement été destinées à de la main d'œuvre masculine.

S'agissant de la répartition moyenne par âge des demandeurs d'emploi en 2007, 30,0% des demandeurs avaient moins de 26 ans, 35,6% avaient entre 26 et 35 ans et 34,5% avaient plus de 36 ans. Les femmes sont majoritaires à tous les âges, avec une proportion maximale chez les jeunes demandeurs et qui va en diminuant avec l'âge.

L'analyse approfondie des caractéristiques de la demande d'emploi révèle en outre que la part des demandeurs d'emploi en fin de mois n'ayant pas le baccalauréat reste stable entre 2006 (79,0%) et 2007 (79,2%).

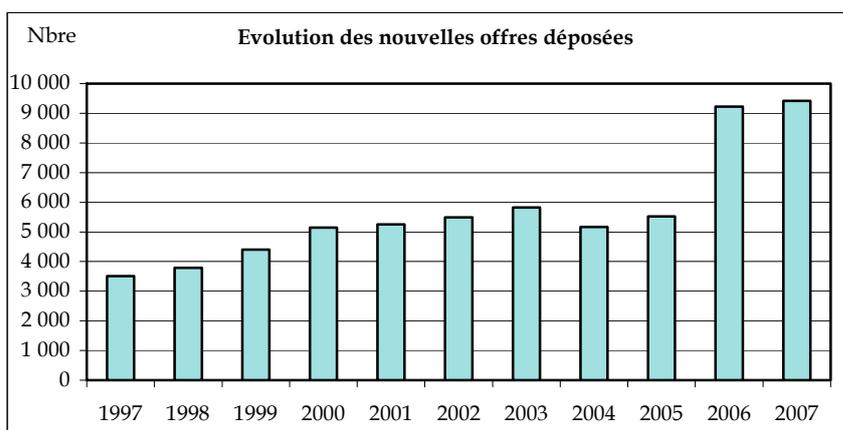
Depuis 2002, elle a en revanche diminué de près de 9 points, grâce notamment à la mise en œuvre par les provinces, d'une politique volontariste de formation et de placement et à la création de centres de coordination développés en partenariat avec les grands acteurs économiques de la place.

9 415 **nouvelles offres d'emploi** ont été déposées au cours de l'année 2007, soit une hausse de 2,1% (+189 offres) par rapport à 2006.

C'est en province Nord que les dépôts ont le plus progressé (+9,0%), certainement en liaison avec la concrétisation du projet de l'usine du Nord.

Il faut relever la diminution de la part des offres pour un emploi précaire. Ainsi, 70% d'offres déposées en 2007 concernaient des contrats à durée déterminée contre 78% en 2006, et seulement 30% des offres sont pour des contrats à durée indéterminée.

L'étude des principaux secteurs d'activité montre que 15,9% des offres déposées sont issues du « Bâtiment, des travaux publics et de l'extraction », 13,2% des « Transport et de la logistique », 13,0% des « Services administratifs et commerciaux », 9,9% de la « Mécanique, de l'électricité et de l'électronique », 8,8% des « Services aux personnes et à la collectivité » et 7,6% de l'« Industries hôtelière ». L'ensemble de ces secteurs représente 68,4% du total des offres déposées en 2007.



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Niveau record des créations d'emploi

Emploi salarié -Bilan 2007-

Fidèle à la tendance amorcée depuis 4 ans, l'emploi salarié marque une nouvelle progression en 2007. Près de 4 000 emplois ont ainsi été créés, dont 70,8% se concentrent dans le privé et 28,2% dans le public.

Evolution de l'emploi salarié par secteur et activité

| | Effectif | | Variation | |
|---------------------------------------|---------------|---------------|--------------|------------|
| | 2006 | 2007 p | Nbre | % |
| Secteur privé | 51 418 | 54 224 | 2 806 | 5,5 |
| Agriculture, chasse, sylviculture | 1 665 | 1 721 | 56 | 3,4 |
| Pêche, aquaculture | 528 | 557 | 29 | 5,5 |
| Industries extractives | 1 169 | 1 165 | - 4 | -0,3 |
| Industries manufacturières | 6 627 | 7 036 | 409 | 6,2 |
| Production et distribution | | | | |
| d'électricité, de gaz et d'eau | 767 | 804 | 37 | 4,8 |
| Construction | 7 238 | 7 857 | 619 | 8,5 |
| Commerce ; réparations automobile | | | | |
| et d'articles domestiques | 8 540 | 8 800 | 260 | 3,0 |
| Hôtels et restaurants | 3 331 | 3 884 | 554 | 16,6 |
| Transports et communications | 3 806 | 4 034 | 228 | 6,0 |
| Activités financières | 1 563 | 1 593 | 30 | 1,9 |
| Immobilier, locations et services aux | | | | |
| entreprises | 5 395 | 5 680 | 285 | 5,3 |
| Administration publique | 670 | 730 | 60 | 9,0 |
| Education | 2 662 | 2 637 | - 25 | -0,9 |
| Santé et action sociale | 1 559 | 1 671 | 112 | 7,2 |
| Services collectifs, sociaux et | | | | |
| personnels | 2 138 | 2 301 | 162 | 7,6 |
| Services domestiques | 3 732 | 3 727 | - 5 | -0,1 |
| Activités extra-territoriales | 30 | 29 | - 1 | -2,5 |
| Secteur public | 22 075 | 23 233 | 1 157 | 5,2 |
| Fonctionnaires | 13 835 | 14 559 | 724 | 5,2 |
| Contractuels | 8 241 | 8 674 | 433 | 5,3 |
| Total salariés | 73 493 | 77 457 | 3 963 | 5,4 |

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nombre, %

*moyenne annuelle

Conformément à la très forte croissance de l'emploi amorcée depuis 2004, les **effectifs salariés** déclarés à la CAFAT ont à nouveau augmenté pour venir s'établir à 77 457 personnes en moyenne sur l'année 2007 contre 73 493 en 2006. Ainsi, sur un an, ils marquent une importante progression de 5,4% qui se traduit par la création de 3 963 emplois. Avec un tel taux de créations, l'année 2007 marque une accélération (+4,6% en 2006, +3,8% en 2005 et +4,4% en 2004) et s'inscrit au-dessus du taux annuel moyen de ces 4 dernières années (+4,4%).

Avec 70,0% de l'emploi salarié total, le **secteur privé** totalisait 54 224 emplois en 2007. Sur un an, il enregistre 2 806 emplois supplémentaires et une hausse moyenne de 5,5% comparable à celle enregistrée en 2006 (+5,6%) qui témoigne une fois de plus du fort dynamisme de l'économie.

Si en dix ans, le taux de croissance annuel moyen du privé s'établit à 3,9%, il ressort une nette accélération depuis 2004 avec un taux moyen à 5,1% contre 3,1% sur la période 1997-2003.

L'ensemble des grands secteurs d'activité du privé progresse en 2007 conformément au taux moyen. Toutefois, la « Construction » se démarque de loin en enregistrant pour la deuxième année consécutive la plus forte hausse sur un an (+8,6%, soit 619 emplois créés). De manière plus modérée, l'« Industrie » et les « Services » progressent également en affichant des hausses respectives de 5,2% (soit 442 emplois créés) et de 5,0% (1 660 emplois créés) en un an. Seule l'« Agriculture » présente un taux de croissance annuel moyen inférieur à la moyenne (3,9%, soit +85 emplois).

Dans le détail, sur les 2 806 emplois salariés créés en 2007 dans le privé, 59,2% se concentrent dans le tertiaire, 22,1% dans la construction et 14,6% dans l'industrie manufacturière. Ces évolutions trouvent en partie leur origine dans les recrutements générés par les grands projets métallurgiques, qu'ils soient directs (augmentation des effectifs des entreprises porteuses des projets) ou indirects (besoin de main d'œuvre pour la construction du site, la mise en place de services sur site, notamment de restauration,...). Depuis la concrétisation des grands projets miniers en 2002, il est en effet possible d'observer une progression quasi-exponentielle de l'emploi salarié dans certains secteurs, interrompue en 2003 avec la suspension du chantier de Goro Nickel.

L'« effet Nickel » est cependant à nuancer par la bonne santé de l'ensemble de l'économie calédonienne. Ainsi, si la forte hausse du poste « Hôtels restaurants » trouve son origine dans les besoins liés à la restauration collective pour le site de Goro, d'autres éléments tels que l'ouverture de l'hôtel « La promenade » à l'Anse Vata, génèrent aussi des nouveaux emplois.

Evolution des créations d'emplois dans le secteur privé

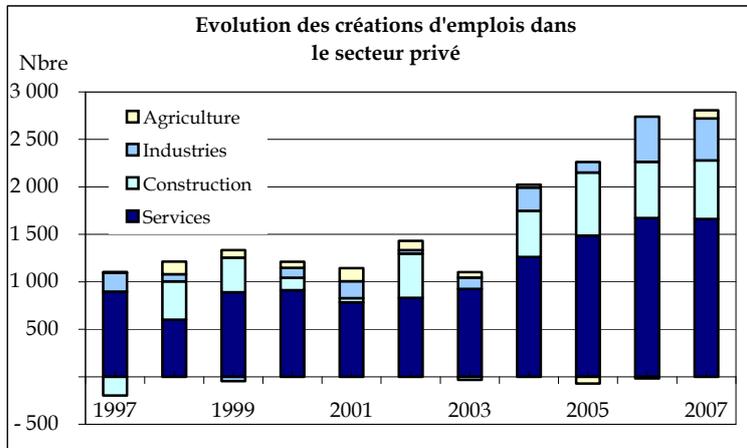
| | Effectif | | Variation | |
|----------------------|---------------|---------------|--------------|------------|
| | 2006 | 2007 | Nbre | % |
| Secteur privé | 51 418 | 54 224 | 2 806 | 5,5 |
| Agriculture | 2 193 | 2 278 | 85 | 3,9 |
| Industries | 8 563 | 9 005 | 442 | 5,2 |
| Construction | 7 238 | 7 857 | 619 | 8,6 |
| Services | 33 426 | 35 086 | 1 660 | 5,0 |

Sources : CAFAT, ISEE.

Unités : nombre, %

Il en est de même pour l'ensemble du tertiaire, stimulé d'une part par des besoins supplémentaires en services des entreprises en liaison avec développement du tissu productif et d'autre part par un recours accru aux services de la part des ménages, en corrélation directe avec l'augmentation du taux d'activité de la population.

Enfin, si la construction de l'usine contribue fortement à l'activité du bâtiment, c'est la bonne santé de l'ensemble du BTP qui permet de justifier le niveau élevé des créations d'emplois.



Sources : CAFAT, ISEE.

*Moyenne annuelle

Le **secteur public** progresse également fortement sur l'année en enregistrant une hausse annuelle de 5,2%, en nette accélération par rapport aux années précédentes (+2,4% en 2006 et +1,8% en 2005). Sur un an, ce sont donc 1 157 emplois publics qui ont été créés, avec une proportion qui reste prédominante pour les fonctionnaires d'Etat et territoriaux (62,6% du total des créations). Si la hausse des fonctionnaires Etat est concentrée dans l'enseignement, celle des fonctionnaires territoriaux se répartit entre les Etablissements publics locaux, les services de la Nouvelle-Calédonie et des provinces. Enfin, les contractuels (non titulaires) contribuent également à l'accroissement des effectifs du secteur public avec 433 nouveaux emplois sur un an. Cette hausse s'explique en partie par les besoins ponctuels en personnels que nécessitent certaines opérations telle l'enquête relative au Budget Consommation des Ménages (BCM) réalisée par l'ISEE, mais également par une augmentation des effectifs dans certains établissements hospitaliers, ou encore dans certaines communes.

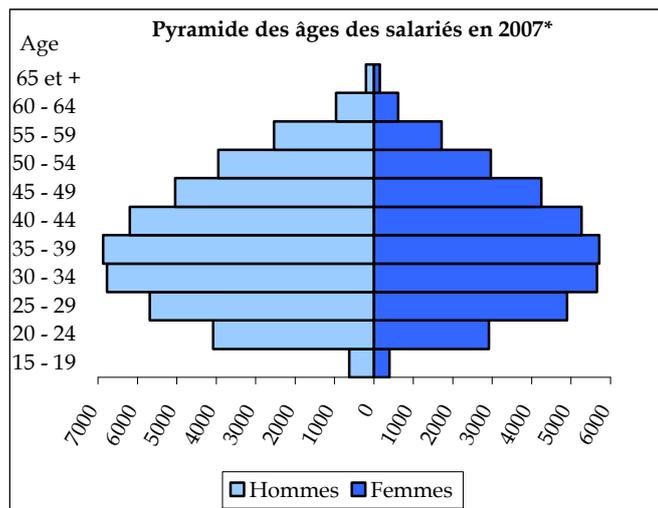
L'analyse de la **structure par âge** de la population salariée montre que la part des jeunes reste prépondérante : en 2007, 40,1% des salariés ont moins de 35 ans. Cependant, à l'image de la population calédonienne, qui bien que toujours jeune marque des signes de vieillissement, la part des jeunes parmi les salariés diminue (elle était de 40,7% en 2006, 40,9% en 2005 et 41,4% en 2004) et celle des plus de 50 ans augmente (16,0% en 2004, 16,2% en 2005, 16,5% en 2006 et 16,9% en 2007).

S'agissant de la répartition par sexe des salariés en 2007, les hommes représentent 55,4% contre 44,6% de femmes. Alors que la part des femmes dans la population active avait tendance à augmenter depuis de nombreuses années, elle reste stable depuis 2004 autour de 44% : les arrivées plus nombreuses des femmes sur le marché du travail ont certainement été compensées, ces dernières années, par des créations d'emplois plus orientées vers des métiers masculins en liaison avec le chantier du Sud.

Conformément à la Loi du Pays n°2005-1 du 11 janvier 2005 adoptée dans le cadre de la lutte contre la vie chère, le **Salair Minimum Garanti** est passé à 120 000 au 1^{er} janvier 2007. Depuis le 1^{er} juillet, il est à nouveau indexé sur l'indice des prix à la consommation hors tabac, et soumis aux règles de relèvement énoncées par l'article 25 de l'ordonnance de 1985. Il est ainsi passé à 120 864 F.CFP au 1^{er} novembre 2007.

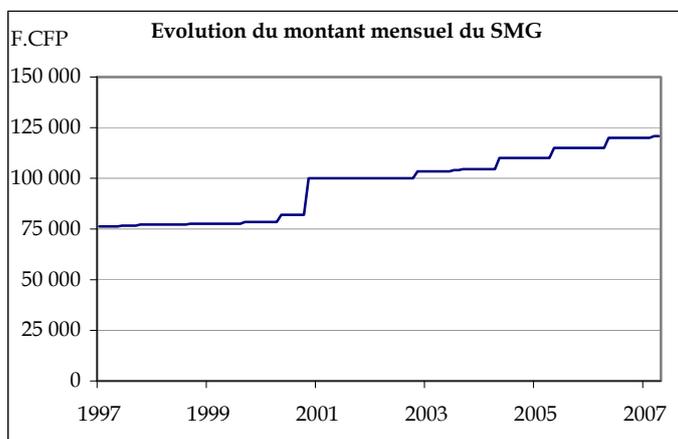
Entre fin 2006 et fin 2007, le SMG a ainsi augmenté de 5,1%, soit plus rapidement que l'inflation qui s'est élevée à 1,8% sur la même période, garantissant aux salariés rémunérés au SMG un gain de pouvoir d'achat.

Le montant mensuel du SMG est passé de 76 207 F.CFP fin 1997 à 120 874 fin 2007, soit une augmentation de 58,6% en dix ans et un taux de croissance annuel moyen qui ressort à 4,7%. Cependant, derrière ce taux, apparaissent deux périodes bien distinctes : 1997-2000, où variant en fonction de l'indice des prix, il a augmenté en moyenne de 1,0% par an, et la période 2000-2007, où désindexé de l'indice des prix, il a enregistré une forte revalorisation de 6,4% par an, avec notamment l'année 2001 qui l'a vu franchir la barre des 100 000 F.CFP.



Sources : CAFAT, ISEE

* moyenne annuelle



Source : Direction du Travail

Economie-Finances

- Prix à la consommation
- Echanges extérieurs
- Monnaie
- Finances publiques

1,8% d'inflation

Tirés à la hausse par les produits alimentaires (+4,5%), notamment sur les cinq derniers mois de l'année, les prix à la consommation des ménages augmentent de 1,8% en 2007. La forte inflation de l'alimentation a été compensée en partie par une évolution très modérée des prix des produits manufacturés et des services, respectivement +0,4% et +1,2%.

Prix à la consommation

-Bilan 2007-

L'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2007 s'établissait à 127,5, contre 125,2 en décembre 2006, affichant ainsi une augmentation de 1,8% sur un an.

L'inflation en glissement annuel, qui oscillait entre 0,4% et 0,7% de février à août 2007, dépasse la barre des 1,0% à la fin du 3^{ème} trimestre 2007 (1,4% fin septembre) et augmente graduellement depuis, pour venir s'établir à 1,6% fin octobre, à 1,7% fin novembre, et à 1,8% fin décembre.

Par grand poste, l'inflation est la plus forte pour l'alimentation (+4,5%), suivie de loin par celle des services (+1,2%). Celle relative aux produits manufacturés se trouve en dernière position avec +0,4% sur les douze derniers mois.

La décomposition du taux annuel d'inflation montre que sur les 1,8 points enregistrés en 2007, les « Produits alimentaires » contribuent à hauteur de 1,21 points, les « Services » à hauteur de 0,43 points et les « Produits manufacturés » à hauteur de 0,15 points.

L'indice « Alimentation » enregistre la plus forte augmentation annuelle de ces 10 dernières années : +4,5% en 2007 contre +0,7% en 2006, +2,4% en 2005 et +1,4% en 2004. Il faut remonter à 1996 pour enregistrer une inflation supérieure à 4,0% sur les produits alimentaires.

L'analyse mensuelle de l'évolution des prix des produits alimentaires montre que la hausse constatée porte sur les 5 derniers mois de l'année. En effet, fin juillet, ils étaient encore en recul de 0,1% sur un an.

Cette hausse significative de l'indice des prix de l'alimentation trouve une partie de sa justification dans l'emballlement des prix des matières premières sur les marchés mondiaux qui, selon le Fond Monétaire International, ont progressé de 23,0% en dix-huit mois et ce, partout dans le monde.

La Nouvelle-Calédonie est d'autant plus sujette à ce phénomène qu'elle importe l'essentiel de ses matières premières.

Ainsi sur les douze derniers mois, les prix des « Pains et céréales » (qui représentent 15,0% de la consommation de produits alimentaires) ont progressé sur le marché calédonien de +6,2% (avec +12,3% pour le « Riz » et +5,7% pour le « Pain »), les « Huiles et graisses » de +3,8% (+9,3% pour les « Margarines et autres graisses » et +4,5% pour les « Beurres »), les « Cafés, thés, cacao » de +6,8%, et les boissons « non alcoolisées » et « alcoolisées » progressent respectivement de +0,2% et +1,7%.

Certains produits alimentaires, pourtant moins soumis aux fluctuations des cours mondiaux, sont également en augmentation en 2007. C'est le cas des « Viandes » (+1,2%, dont +4,7% pour le « jambon »), des « Poissons » (+1,5%) et des « Fruits » (+3,0%). Ce sont néanmoins les « Légumes » qui accusent la plus forte variation annuelle, avec +18,4% d'augmentation dont notamment les « Légumes frais » avec +27,2%. La famille des « Laits, fromages et œufs » se positionne juste après en enregistrant une progression de 10,0% avec en particulier +21,0% pour les « Laits » et +6,1% pour les « Yaourts ».

Seule la famille des « Sucres » affiche un recul avec -2,1% sur un an.

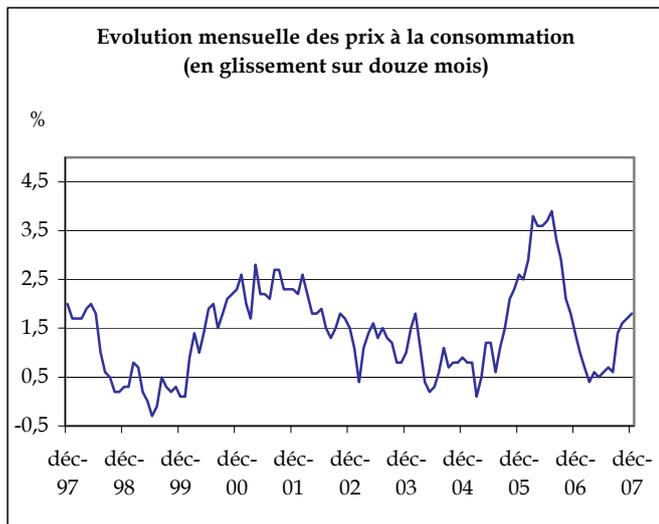
Pour les « Produits manufacturés » la hausse est plus modérée : +0,4% en 2007 contre +1,7% en 2006, +2,3% en 2005, +0,0% en 2004 et +0,2% en 2003. Cette évolution des tarifs des produits manufacturés résulte de variations antagonistes. En effet, alors que les « Articles d'habillement et chaussures » affichent un net recul de 3,0% et le « Gaz » de 0,8%, les postes « Hydrocarbures » et « Electricité » augmentent respectivement de 2,0% et de 0,9%, de même que les « Meubles, Articles ménagers et entretien de maison » de 1,6%.

S'agissant du poste « Hydrocarbures », il semble important de rappeler que depuis l'instauration de la loi de pays n°2006-5 du 29 mars 2006 portant réforme de la fiscalité sur les produits pétroliers, complétée par la délibération n° 173 du 29 mars 2006 relative à la structure des prix de l'essence et du gazole, la taxe de stabilisation qui permettait de garantir la stabilité des prix à la pompe, a été abrogée.

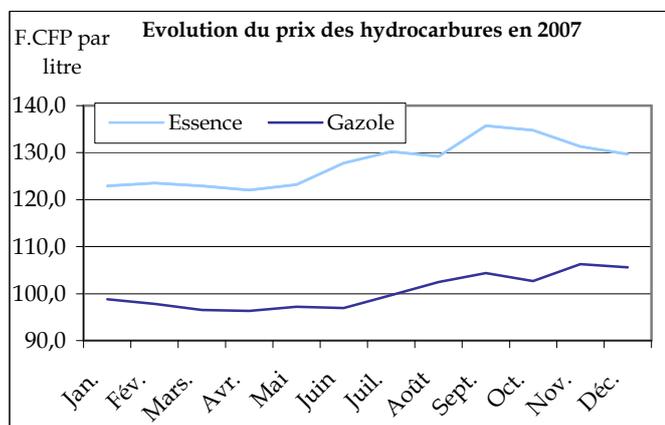
Indice des prix à la consommation des ménages

| | Pondé ration | Indice (base déc. 92) | | Var. (%) |
|--|-----------------|-----------------------|--------|-------------|
| | | déc-06 | déc-07 | |
| Indice général | 10 000 | 125,2 | 127,5 | 1,8 |
| <i>Indice hors tabac</i> | 9 750 | 123,6 | 126,0 | 1,9 |
| Détail en 3 postes | | | | |
| Alimentation | 2 691 | 130,7 | 136,5 | 4,5 |
| Produits manufacturés (y c. tabac) | 3 747 | 116,6 | 117,0 | 0,4 |
| Services | 3 561 | 130,0 | 131,6 | 1,2 |
| Détail en 8 postes | | | | |
| Produits alimentaires, boissons, tabacs | 3 000 | 134,9 | 140,0 | 3,8 |
| Articles d'habillement et chaussures | 470 | 86,9 | 84,3 | -3,0 |
| Logement, eau, éclairage | 1 600 | 131,0 | 132,1 | 0,8 |
| Meubles, art. ménagers, entretien maison | 580 | 111,2 | 113,0 | 1,6 |
| Services médicaux et dépenses de santé | 570 | 142,5 | 146,2 | 2,6 |
| Transports et communications | 2 400 | 121,7 | 122,6 | 0,8 |
| Loisirs, spectacles, enseignement, culture | 590 | 105,0 | 105,6 | 0,6 |
| Autres biens et services | 790 | 122,5 | 124,2 | 1,4 |

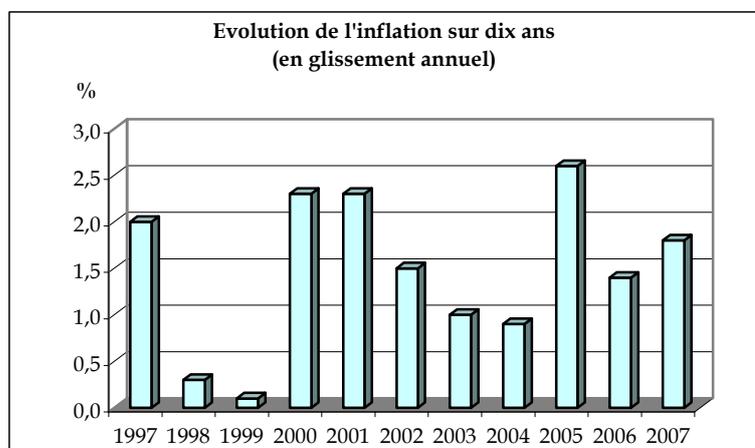
Source : ISEE.



Source : ISEE



Source : ISEE



Source : ISEE.

Depuis, les prix de l'essence et du gazole sont révisés mensuellement à la hausse comme à la baisse, en fonction de l'évolution des cours mondiaux.

C'est ainsi qu'en 2006, l'indice des prix des hydrocarbures avait augmenté de 3,8%.

Sur l'année 2007, toujours dans un contexte mondial de flambée des cours du pétrole, l'indice des prix des hydrocarbures a progressé de 2,0%. Dans le détail, ce sont les prix de l'essence (+2,1%) qui enregistrent la plus forte variation sur l'année 2007, tandis que ceux du gazole restent stables (0,1%).

Enfin, le poste « Tabacs » n'affiche aucune variation en 2007.

Les prix des « Services », accusent une hausse égale à 1,2% en 2007, contre 1,8% en 2006, 3,1% en 2005 et 1,3% en 2004. Cette hausse est le résultat de la forte progression du poste « Autres services aux ménages » (+8,6%) en raison de la revalorisation des tarifs de garderies intervenue en début d'année. D'autres postes, ayant fait l'objet de revalorisations tarifaires, présentent des variations non négligeables tels que les « Services médicaux et dépenses de santé » qui progressent de 2,6% en 2007. Ainsi, dans le détail, les « Soins des hôpitaux et assimilés » marquent une évolution de +3,5% en glissement annuel, le poste « Médecins et auxiliaires médicaux », tiré principalement par la forte hausse des « Services des médecins » (+4,1%) et dans une moindre mesure par les « Auxiliaires médicaux » (+0,6%), enregistre une variation annuelle de +2,0%. Au même titre que les postes précités, l'« Eau distribuée » et les « Transports aériens », en augmentant tous deux de 3,0% sur un an, contribuent également de manière significative à la hausse des prix des services. Les « Loyers des résidences principales » après avoir augmenté de +3,8% l'année dernière, progressent quant à eux de manière plus modérée en 2007 (+0,9%), bénéficiant du gel des loyers instauré par la délibération du 6 décembre 2006.

Après deux années 2003 et 2004 sous la barre des 1%, l'année 2005 enregistrait une inflation soutenue à 2,6%, en raison d'une accélération de la hausse des prix à partir du mois d'août.

Cette envolée des prix s'est prolongée au cours du 1^{er} trimestre 2006, pour ensuite ralentir jusqu'à la fin de l'année 2006 qui s'est achevée sur une inflation modérée de 1,4% en glissement.

L'année 2007 avait commencé dans la tendance de 2006, avec une hausse des prix en glissement sur douze mois limitée fin août à 0,6% ; mais la pression des prix des produits alimentaires sur les 5 derniers mois de l'année a accéléré l'inflation, qui finit l'année à 1,8%. Cette augmentation modérée des prix en Nouvelle-Calédonie s'inscrit dans un contexte mondial inflationniste lié à la flambée des prix du pétrole et des matières premières. La zone Euro, qui couvre un peu plus de 40,0% des importations calédoniennes, enregistre ainsi une inflation de 3,1% en 2007 (avec 2,6% pour la France).

Dans son environnement régional, la Nouvelle-Calédonie détient un des taux d'inflation les plus bas puisque l'Australie enregistre 3,0% en 2007, la Nouvelle-Zélande 3,2% et la Polynésie française 1,9%.

Plus de 170 milliards d'exportations

En 2007, les échanges de marchandises sont très dynamiques. Les importations progressent de 21,5% en valeur et les exportations, « dopées » par les cours du nickel, de 39,6%. Ces dernières dépassent pour la première fois la barre des 170 milliards. Avec 73,2%, le taux de couverture est ainsi très satisfaisant et se place même largement au-dessus de ceux observés ces 15 dernières années

Echanges extérieurs

-Bilan 2007-

Evolution de la valeur des importations de marchandises

| | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|--|----------------|----------------|---------------|
| Produits alimentaires | 24 684 | 26 513 | 7,4 |
| Produits minéraux | 31 372 | 35 750 | 14,0 |
| Produits chimiques | 14 030 | 14 972 | 6,7 |
| Produits caoutchouc plastique | 8 271 | 7 788 | -5,8 |
| Bois et ouvrages en bois | 2 115 | 2 011 | -4,9 |
| Papiers et ouvrages en papier | 4 257 | 4 497 | 5,6 |
| Produits textiles | 5 650 | 5 555 | -1,7 |
| Métaux et ouvrages en ces métaux | 15 590 | 15 381 | -1,3 |
| Machines, appareils, matériels électriques | 42 868 | 47 784 | 11,5 |
| Matériel de transport | 32 777 | 35 502 | 8,3 |
| Autres produits | 19 226 | 48 355 | 151,5 |
| Total | 200 841 | 244 105 | 21,5 |

Source : Direction Régionale des Douanes. Unité : million de F.CFP

Pour 2007, la Direction Régionale des Douanes enregistre 244,1 milliards de F.CFP de **marchandises importées** contre 200,8 milliards en 2006.

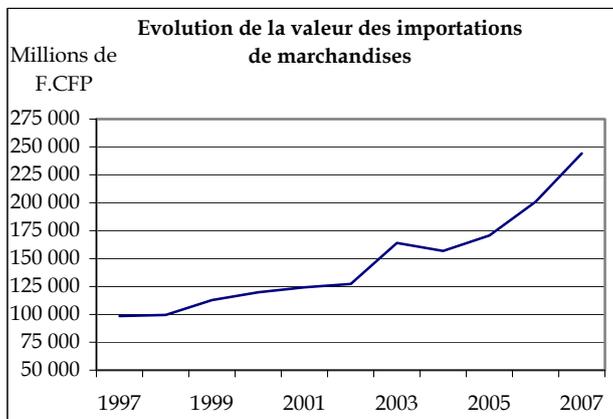
Les importations présentent donc une hausse annuelle de 21,5%, supérieure à celles de 2006 (+17,7%) et 2005 (+8,9%).

Les importations d'ensembles industriels, destinées aux projets miniers comprises dans le poste « Autres », sont grandement à l'origine de cette évolution. Ainsi, ce sont 29,6 milliards de F.CFP qui leur ont été consacrés en 2007, soit 12,1% du total des importations. D'autres éléments pèsent également de manière significative sur le montant de la facture des importations. C'est le cas des « Produits minéraux » et des « Machines, appareils, matériels électriques » avec respectivement +14,0% et +11,5%, en augmentation constante depuis plusieurs années. Si pour le second poste la hausse de la facture est proportionnelle à celle des volumes importés (+12,8%), les produits minéraux eux, sont victimes de la poursuite de la hausse des cours du pétrole (les quantités ont augmenté de seulement 7,3%).

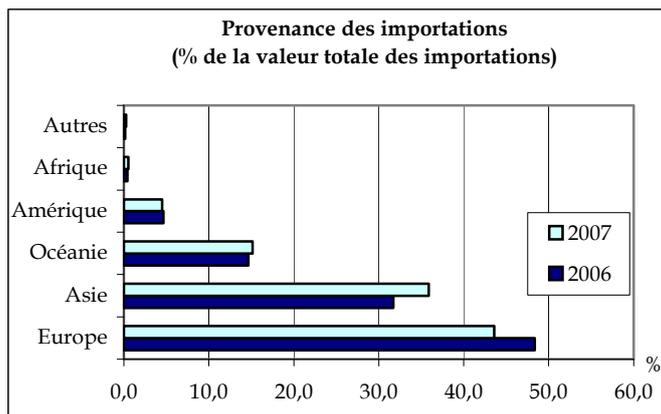
A noter également le renchérissement de 7,4% du poste « Produits alimentaires » (pour une augmentation de 1,2% des volumes importés), lié à l'envolée des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux. Les autres postes restent assez stables dans l'ensemble.

Depuis 1997, mis à part en 1998 où elles étaient stables et en 2003 où elles ont été anormalement alourdies par l'achat des deux Airbus par la compagnie aérienne locale, les importations sont en progression régulière, avec une nette accélération en 2006 et 2007.

La répartition 2007 des importations par continent d'origine place l'Europe en tête avec 43,6% des achats en valeur (contre 48,4% en 2006), suivie par l'Asie : 35,9% (contre 31,7% en 2006). A eux seuls, ces deux continents représentent quasiment 80% des importations. Dans le détail, malgré un repli de 5,3 points sur un an des importations en provenance de la France, cette dernière reste le premier fournisseur du territoire (65,0 milliards de F.CFP en 2007, soit 26,6% du total). 16,1% des marchandises achetées concernent les autres pays d'Europe pour un montant de 39,3 milliards de F.CFP, celles achetées à Singapour (essentiellement des carburants) représentent 33,2 milliards (13,6% du total contre 14,4% en 2006 et 6,2% en 2000) et celles venant d'Australie 26,2 milliards (10,7% contre 9,5% en 2006). Les 32,9% restants sont répartis entre la Nouvelle-Zélande (4,0%), les Etats-Unis (3,2%), le Japon (3,0%) et d'autres pays (22,7%).



Source : Direction Régionale des Douanes.



Source : Direction Régionale des Douanes

Evolution de la valeur des exportations de marchandises

| | 2006 | 2007(p) | Variation (%) |
|--------------------|----------------|----------------|---------------|
| Minerai de nickel | 18 531 | 44 004 | 137,5 |
| Ferro-nickels | 78 934 | 103 462 | 31,1 |
| Mattes | 22 887 | 24 706 | 7,9 |
| Produits de la mer | 2 703 | 2 266 | -16,2 |
| dont : thons | 197 | 202 | 2,5 |
| crevettes | 2 177 | 1 527 | -29,9 |
| holothuries | 213 | 414 | 94,4 |
| trocas | 90 | 96 | 6,7 |
| Autres produits | 5 001 | 4 316 | -13,7 |
| Total | 128 056 | 178 754 | 39,6 |

Unité : million de F.CFP.

Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction des Mines et de l'Energie, Direction de la Marine Marchande et des Pêches.

S'agissant des **exportations**, en valeur cumulées sur l'ensemble de l'année 2007, elles affichent un score record de 178,8 milliards de F.CFP, après 128,1 milliards en 2006.

Les exportations de nickel (produits miniers et métallurgiques) couvrent 96,3% de la valeur totale des ventes à l'extérieur du territoire.

Portées par le niveau élevé des cours du nickel au LME (16,9 USD/Lb en moyenne sur l'année 2007 contre 11,00 en 2006), les exportations de minerai de nickel atteignent leur plus haut niveau (44,0 milliards), comme celles des ferro-nickels (103,5 milliards), avec des hausses annuelles respectives de 137,5% et 31,1%, après +24,6% et +22,6% en 2006. En volume, si les exportations de nickel progressent de 22,1%, celles de ferro-nickels se rétractent de 10,0%.

Les exportations de mattes continuent de progresser, plus vite en valeur (+7,9%) qu'en volume (+2,1%).

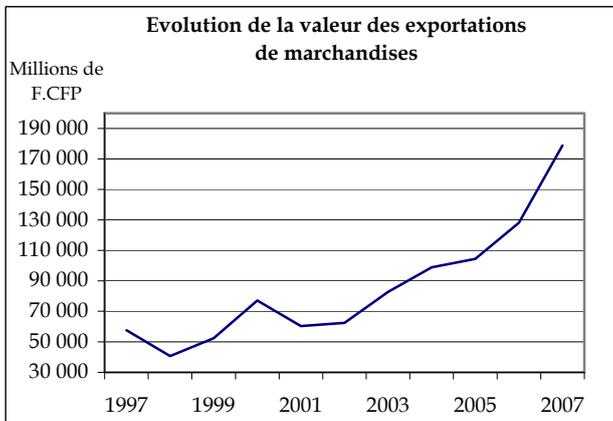
En revanche, les ventes de produits de la mer, avec une baisse de 16,2% en valeur, confirment le repli de l'année 2006 (-11,2%). Pour les crevettes, en valeur (-29,9% en un an) comme en volume (-26,8%), les ventes à l'extérieur se rétractent pour la deuxième année consécutive et atteignent le niveau le plus bas de ces dix dernières années. Elles représentaient 67,4% de la valeur des ventes de produits de la mer en 2007, soit 13 points de moins par rapport à 2006 (80,5%).

Les exportations de thon, après 3 années de recul, sont relativement stables en volume comme en valeur. Elles sont toutefois loin des niveaux atteints dans les années 2001 à 2005.

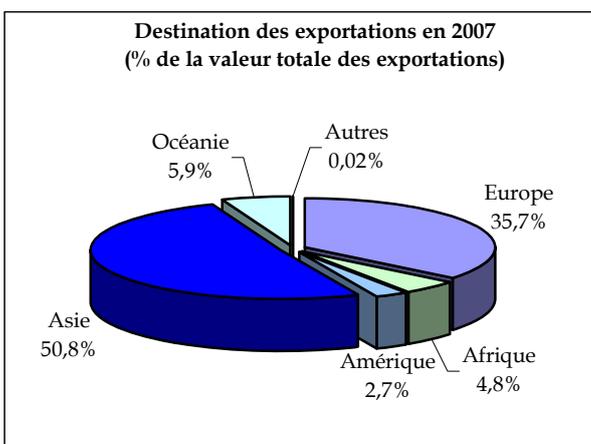
La seule orientation favorable vient des holothuries (+94,4%) et des trocas (+6,7%), avec des exportations qui ne cessent de croître pour atteindre en 2007 des niveaux rarement atteints auparavant. Elles représentent toutefois une part très limitée dans les exportations, avec seulement 0,2% de la valeur totale exportée en 2007.

Orientées par les ventes de nickel, les exportations sont majoritairement destinées à l'Asie (50,8%) dont 44,0% pour le Japon, 27,9% pour la Chine et 25,9% pour Taiwan. L'Europe couvre également une part conséquente des achats, avec 35,7% dont presque la moitié (42,6%) pour la France. Ces deux continents couvrent ainsi presque 90% des exportations calédoniennes en 2007. Plus loin derrière se classent l'Océanie (5,9%), l'Afrique (4,8%) et l'Amérique (2,7%).

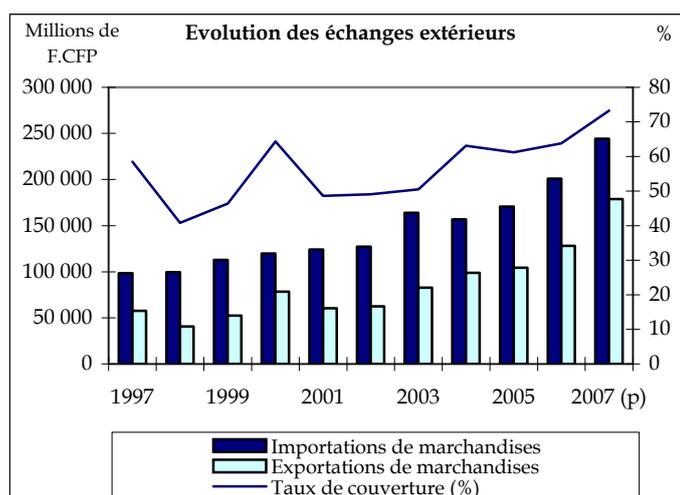
L'augmentation des exportations en 2007 touche les pays acheteurs de nickel : le Japon (+74,8%), la Chine (+83,1%), Taïwan (+24,8%), les pays européens (+29,9%), l'Australie (+10,1%).



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction des Mines et de l'Energie, Direction de la Marine Marchande et des Pêches.



Source : Direction Régionale des Douanes.



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'industrie, des Mines et de l'Energie, Direction de la Marine Marchande et des Pêches.

Evolution des recettes douanières

| | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Taxe Générale à l'Importation (TGI) | 14 915 | 15 274 | 2,4 |
| Taxe de Base à l'Importation (TBI) | 5 901 | 6 214 | 5,3 |
| Droits de douane | 4 685 | 5 306 | 13,3 |
| Taxe sur les produits pétroliers (b) | 2 257 | 4 614 | 104,4 |
| Taxe additionnelle sur les produits pétroliers (b) | 867 | 2 051 | 136,5 |
| Taxe sur le fret aérien | 1 583 | 1 712 | 8,1 |
| Taxe de Consommation Intérieure (TCI) | 2 293 | 1 445 | -37,0 |
| Taxe Conjoncturelle pour la Protection de la Production Locale (TCPPL) | 805 | 841 | 4,5 |
| Taxe de Soutien aux Productions Agricoles (TSPA) | 594 | 758 | 27,6 |
| Taxe de péage | 253 | 281 | 11,1 |
| Taxe sur les Alcool et Tabac (TAT) | 223 | 214 | -3,9 |
| Taxe anti-pollution | 31 | 134 | 329,9 |
| Droit de quai | 103 | 124 | 20,7 |
| Amendes et confiscations | 73 | 89 | 22,1 |
| Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables | 38 | 50 | 33,0 |
| Redevance informatique (RI) (a) | 34 | 35 | 4,7 |
| Droit de port | 22 | 25 | 9,5 |
| Droit de navigation intérieure | 12 | 17 | 35,9 |
| Total | 34 689 | 39 183 | 13,0 |

Source : Direction Régionale des Douanes.

Unités : million de F.CFP, %

(a) Redevance instituée en 2005 au profit de la Nouvelle-Calédonie, dans le cadre de l'Arrêté n°04-3061/GNC du 23 décembre 2004 portant création et organisation du fonctionnement du système de dédouanement automatisé du fret international.

(b) Taxes instituées en 2006, dans le cadre de la Loi du pays n° 2006-5 du 29 mars 2006 portant réforme de la fiscalité des produits pétroliers.

En 2007, le solde déficitaire de la balance commerciale se rétracte (-65,4 milliards, contre -72,8 milliards en 2006 et -66,3 milliards en 2005), et le **taux de couverture** dépasse la barre des 70% (73,2%), soit un taux jamais atteint depuis la fin des années 80 (102,6% en 1988 et 84,6% en 1989). Les échanges sur l'ensemble de l'année ont donc été très dynamiques et la croissance des importations a pu être temporisée par celle, plus importante, des exportations.

La croissance des exportations est particulièrement spectaculaire depuis 2005 (+71% en deux ans). Elle situe les exportations de l'année 2007 à un niveau supérieur aux importations de l'année 2005. Il faut toutefois relativiser cette croissance dans la mesure où elle résulte en grande partie de la hausse des cours du nickel au LME (+55,5% en moyenne entre 2006 et 2007 et +151,3% entre 2005 et 2007). En volume, les exportations de nickel n'augmentent en effet que de 19,5% en deux ans.

La vigueur des échanges extérieurs (importations + exportations de marchandises) dont le cumul dépasse sur l'année 2007 la barre des 420 milliards de F.CFP, illustre la vitalité actuelle de l'économie calédonienne. A titre de comparaison, ce chiffre représente plus de 3,5 années d'échanges annuels moyens de la décennie précédente.

Après une année 2006 de stabilité en raison des nombreuses modifications réglementaires intervenues, les **recettes douanières** liquidées par la Direction Régionale des Douanes pour le budget de la Nouvelle-Calédonie sont en forte hausse en 2007 avec +13,0% (soit +4,5 milliards de F.CFP supplémentaires), en corrélation avec la hausse des achats de marchandises à l'extérieur.

Si la taxe générale à l'importation (TGI) n'augmente que légèrement en un an (+2,3%), ce sont essentiellement la taxe sur les produits pétroliers (+104,4%) et la taxe additionnelle sur les produits pétroliers (+136,5%), toutes deux instituées en 2006, dans le cadre de la Loi du pays n°2006-5 du 29 mars 2006 portant réforme de la fiscalité des produits pétroliers, qui ont gonflé les recettes. Ces deux taxes ont généré 3,5 milliards de F.CFP supplémentaires, soit 78,8% de la hausse totale des recettes.

La baisse de 37,0% des recettes liées à la Taxe de Consommation Intérieure est justifiée par la baisse du taux de TCI sur les produits pétroliers en 2006.

Quatre taxes principales forment 80% des recettes douanières : la taxe générale à l'importation (39,0% du total des recettes), la taxe de base à l'importation (15,9%), les droits de douanes (13,5%) et la taxe sur les produits pétroliers (11,8%).

Indicateurs monétaires bien orientés

Malgré un contexte économique et financier mondial fragilisé, le dynamisme de l'économie locale permet une croissance soutenue des actifs financiers et une accélération de la demande de financement de la part de l'ensemble des agents économiques.

Monnaie

-Bilan 2007-

Evolution des actifs financiers* par catégorie et agent

| | 2006 | 2007 | Var. |
|---|----------------|----------------|-------------|
| Dépôts à vue | 177 762 | 188 185 | 5,9 |
| Entreprises | 89 121 | 97 209 | 9,1 |
| Ménages | 67 370 | 71 436 | 6,0 |
| Autres agents | 21 271 | 19 540 | -8,1 |
| Placements liquides ou à court terme | 171 831 | 206 315 | 20,1 |
| Entreprises | 45 387 | 54 601 | 20,3 |
| Compte d'épargne à régime spécial | 275 | 259 | -5,8 |
| Placements indexés sur les taux du marché | 45 112 | 54 342 | 20,5 |
| Ménages | 99 734 | 117 662 | 18,0 |
| Compte d'épargne à régime spécial | 62 556 | 64 704 | 3,4 |
| Placements indexés sur les taux du marché | 37 178 | 52 958 | 42,4 |
| Autres agents | 26 710 | 34 052 | 27,5 |
| Compte d'épargne à régime spécial | 2 895 | 3 445 | 19,0 |
| Placements indexés sur les taux du marché | 23 815 | 30 607 | 28,5 |
| Placements à long terme | 80 353 | 86 520 | 7,7 |
| Entreprises | 2 355 | 3 339 | 41,8 |
| Ménages | 77 122 | 82 223 | 6,6 |
| Autres agents | 876 | 958 | 9,4 |
| Total des actifs | 429 946 | 481 020 | 11,9 |
| Entreprises | 136 863 | 155 149 | 13,4 |
| Ménages | 244 226 | 271 321 | 11,1 |
| Autres agents | 48 857 | 54 550 | 11,7 |

Source : IEOM, données provisoires.

Unités : million de F.CFP, %

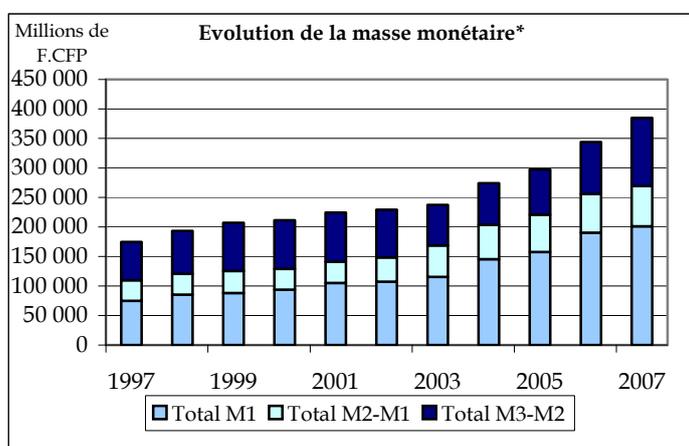
*Au 31 décembre de chaque année

Selon l'Institut d'Emission d'Outre-Mer, après une progression vive de 15,2% en 2006, l'ensemble des **actifs financiers** enregistre un ralentissement de sa croissance en 2007 qui demeure toutefois à un niveau élevé à +11,9%, pour atteindre 481 milliards de F.CFP au 31 décembre 2007 (soit 51,1 milliards supplémentaires en un an). Par agent économique, la croissance des actifs financiers de la clientèle s'explique essentiellement par l'augmentation des disponibilités des ménages (+11,1% sur un an) qui demeurent les principaux détenteurs d'actifs (56,4% de l'ensemble des actifs). Viennent ensuite les avoirs des entreprises, en hausse de 13,4% sur la période et les actifs des autres agents économiques qui progressent de 11,7%.

Au 31 décembre 2007, le total des **dépôts à vue** représente 188,2 milliards de F.CFP, en hausse de 5,9% en glissement annuel (après +21,9% en 2006). Les dépôts à vue des entreprises et des ménages progressent respectivement de 9,1% et 6,0% alors que ceux des autres agents diminuent de 8,1% sur un an.

Les **placements liquides et à court terme** (206,3 milliards) connaissent un essor sensible et voient leur rythme de croissance doubler en 2007 : +20,1% contre +10,5% en 2006. Cette évolution tient principalement à l'augmentation des comptes à terme, lesquels progressent de 31,8% après +15,3% en 2006.

L'**épargne à long terme** (86,5 milliards de F.CFP) progresse de 7,7% en 2007 contre 11,8% l'année précédente. Elle est constituée en grande partie de contrats d'assurance-vie (78%) qui sont dynamiques avec un encours qui progresse de 12,9% (+13,6% en 2006) alors que les OPCVM non monétaires voient leur encours se contracter de 22,2%. A l'exception des plans d'épargne logement, les différents produits d'épargne à long terme sont gérés à l'extérieur du territoire, les établissements locaux servant d'intermédiaires.



Source : IEOM.

*Au 31 décembre de chaque année

En 2007, la **masse monétaire** continue de croître rapidement (+11,9%), bien qu'en léger ralentissement comparé à 2006 (+15,7%), pour s'établir à 385,1 milliards de F.CFP. Dans le détail la croissance de l'agrégat M1 s'atténue nettement (+5,7% contre +20,8% en 2006) du fait à la fois du fort repli des dépôts à vue et de la faible croissance de la circulation fiduciaire (+2,6% après +8,8% en 2006). M2-M1 (principalement constituée de comptes sur livrets) demeure stable, tandis que M3-M2 bénéficie de la hausse des comptes à terme et augmente ainsi de 31,3%.

La **position extérieure nette du système bancaire local**, structurellement déficitaire, s'est dégradée en 2007 avec un solde qui est passé de 56,7 milliards de F.CFP fin 2006 à 71,9 milliards fin 2007. Elle représente le refinancement des banques néo-calédoniennes hors du territoire auprès de leur maison mère pour pouvoir répondre aux demandes locales de crédits.

**Encours de crédits accordés par les établissements situés
dans et hors zone d'émission**

| Encours de crédits | 2006 | 2007 | Var. |
|----------------------------------|----------------|----------------|--------------|
| Crédits d'exploitation | 69 108 | 76 992 | 11,4 |
| Entreprises | 67 020 | 69 840 | 4,2 |
| Collectivités locales | 2 088 | 7 152 | 242,5 |
| Crédits d'investissement | 130 283 | 151 166 | 16,0 |
| Entreprises | 99 476 | 120 218 | 20,9 |
| Collectivités locales | 30 807 | 30 948 | 0,5 |
| Crédits à la construction | 46 254 | 60 560 | 30,9 |
| Entreprises | 46 254 | 60 560 | 30,9 |
| Crédits à la consommation | 57 553 | 60 065 | 4,4 |
| Ménages | 57 553 | 60 065 | 4,4 |
| Crédits à l'habitat | 189 319 | 212 680 | 12,3 |
| Ménages | 188 682 | 212 123 | 12,4 |
| Collectivités locales | 637 | 557 | -12,6 |
| Autres crédits | 6 433 | 8 050 | 25,1 |
| Entreprises | 4 917 | 6 371 | 29,6 |
| Ménages | 957 | 1 185 | 23,8 |
| Collectivités locales | 559 | 494 | -11,6 |
| Autres | 12 466 | 10 389 | -16,7 |
| Créances douteuses brutes | 14 310 | 13 673 | -4,5 |
| Créances douteuses nettes | 5 085 | 4 561 | -10,3 |
| Provisions | 9 225 | 9 112 | -1,2 |
| Total des encours | 525 726 | 593 575 | 12,9 |
| Dont Entreprises | 217 667 | 256 989 | 18,1 |
| Ménages | 247 192 | 273 373 | 10,6 |
| Collectivités locales | 34 091 | 39 151 | 14,8 |

Source : IEOM, données provisoires.

Unités : million de F.CFP, %

En 2007, les prêts accordés à la clientèle résidente se sont accélérés avec un total des **concours** octroyés qui a progressé de 12,9% (+10,7% en 2006) pour s'établir à 593,6 milliards de F.CFP au 31 décembre 2007.

Favorisé par un marché en expansion, le financement de l'immobilier (habitat pour les ménages et construction pour les entreprises) constitue depuis plusieurs années le principal axe de développement du portefeuille des établissements de crédits. L'encours des crédits pour le financement de l'immobilier progresse de 12,0% par an en moyenne sur les cinq dernières années, contre 8,2% pour l'ensemble des autres catégories de crédit. Premier poste d'endettement des agents économiques, les crédits pour le financement de l'immobilier (46% du total des encours) connaissent une nette accélération en 2007, avec un encours qui progresse de 16,0% après +9,6% en 2006.

De façon plus globale, la bonne orientation de l'activité économique a entraîné une progression des crédits d'investissement (+16,0%), des crédits d'exploitation (+11,4%) et des crédits à la consommation des ménages (+4,4% sur un an).

L'analyse du portefeuille des établissements de crédit par agent économique montre que les ménages bénéficient de 47% des crédits sains (hors créances douteuses brutes), devançant de trois points les entreprises (44%).

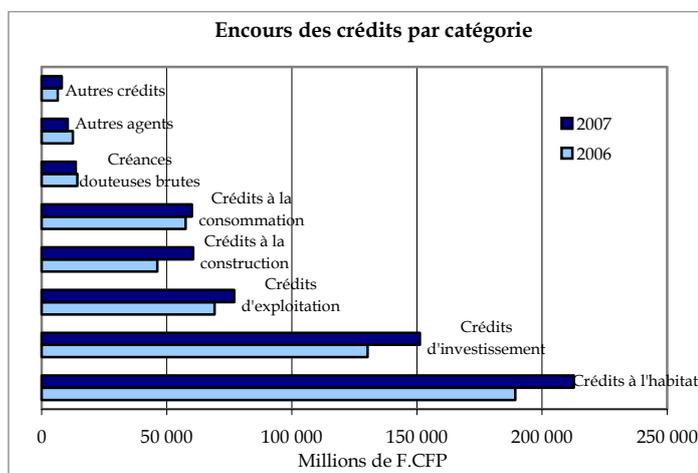
La demande en financement s'accélère en 2007 pour l'ensemble des agents économiques.

Dans le détail, l'**endettement bancaire des entreprises** s'élève à 257,0 milliards de F.CFP (+18,1% par rapport à 2006). Cette croissance tient en premier lieu aux crédits d'investissement qui augmentent de 20,9% pour s'établir à 120,2 milliards de F.CFP au 31 décembre 2007. Les crédits à la construction progressent quant à eux de 30,9% et représentent 60,6 milliards de F.CFP. Enfin, les crédits d'exploitation affichent une hausse contenue à 4,2% contre 8,3% en 2006.

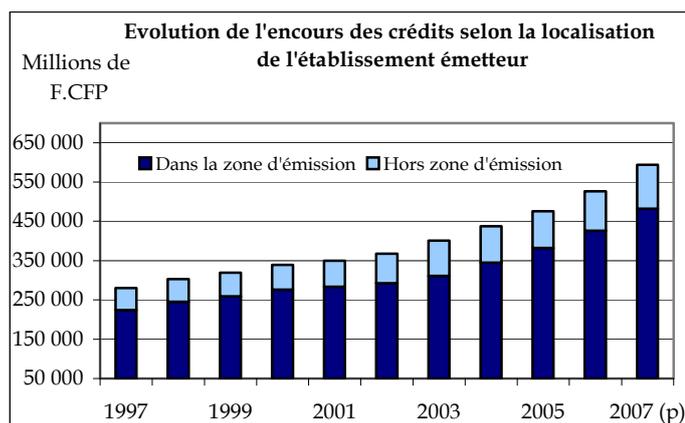
S'agissant de l'**encours des crédits octroyés aux ménages**, on note une progression annuelle de 10,6%. Dans le détail, leur besoin de financement porte essentiellement sur l'habitat (78% du total), et progresse de 12,4% (contre 6,8% en 2006). Les crédits à la consommation des ménages augmentent pour leur part de 4,4%. Ils se déclinent en crédits de trésorerie (+6,1% entre 2007 et 2006), comptes ordinaires débiteurs (-35,1%) et en crédit bail, qui s'affiche comme la composante la plus dynamique, avec une progression de 11,5% en 2007.

Enfin, la **dette totale des collectivités locales** s'alourdit de 14,8%, sous le poids des crédits d'exploitation qui ont plus que doublé en douze mois. Les crédits d'investissement restent stables (+0,5%) et représentent 79% de l'endettement. Ceux-ci sont quasi-exclusivement financés par les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission. Il est à noter que leur volume tend à se stabiliser ces dernières années, autour de 30 milliards.

Les établissements de crédit locaux se positionnent comme les principaux bailleurs de fonds de l'économie calédonienne. En 2007, leur encours brut affiche une progression de 13,1% pour représenter 481,6 milliards de F.CFP. Parallèlement, l'encours brut des établissements situés hors zone d'émission progresse de 12% pour atteindre 112 milliards de F.CFP et représenter environ le cinquième du total des concours.



Source : IEOM.



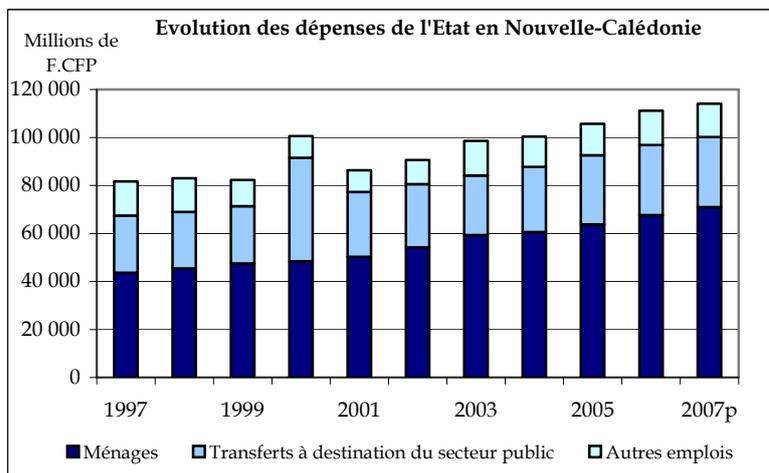
Source : IEOM.

Budgets en hausse

Les dépenses de l'Etat en Nouvelle-Calédonie progressent au même rythme qu'en 2006, tirées à la hausse par les dépenses au profit des ménages. Les recettes de la Nouvelle-Calédonie progressent fortement, de près de 24 milliards, sous l'effet de la hausse des recettes fiscales lesquelles bénéficient directement d'une activité économique soutenue.

Finances Publiques

-Bilan 2007-



* Opération exceptionnelle en 2000 : versement de 18 920 millions aux trois provinces pour la STCPI.

Source : Trésor Public/Trésorerie Générale de Nouvelle-Calédonie

Evolution des recettes de la Nouvelle-Calédonie*

| | 2006 | 2007 | Var. (%) |
|--|----------------|----------------|--------------|
| Recettes de fonctionnement | 126 935 | 151 262 | 19,2 |
| Impôts directs | 44 578 | 64 626 | 45,0 |
| Impôts indirects | 41 417 | 45 900 | 10,8 |
| Centimes sur impôts | 5 955 | 7 527 | 26,4 |
| Recettes fiscales reversées | 16 674 | 21 014 | 26,0 |
| Recettes diverses des services | 1 065 | 1 143 | 7,3 |
| Régie des tabacs | 5 292 | 4 935 | -6,7 |
| Revenus du domaine | 202 | 216 | 6,9 |
| Contributions et subventions de l'Etat | 1 422 | 1 888 | 32,8 |
| Subvention de fonctionnement de l'UE | 491 | 484 | -1,5 |
| Recouvrements divers | 9 016 | 2 367 | -73,7 |
| Fonds de concours | 822 | 1 161 | 41,2 |
| Recettes d'investissement | 1 122 | 744 | -33,7 |
| Subvention d'équipement de l'Etat | 313 | 432 | 38,0 |
| Subvention d'équipement de l'UE | - | - | - |
| Produits financiers | 18 | 0 | -100,0 |
| Autres recettes d'investissement | 790 | 311 | -60,6 |
| Recettes | 128 057 | 152 005 | 18,7 |

Source : Direction du Budget et des Affaires

Unités : millions de F.CFP, %

Financières de la Nouvelle-Calédonie

* Droits provisoires, arrêtés pour l'exercice 2007 au 25 mars 2008, hors opérations d'ordre.

En 2007, le montant des **dépenses effectuées par l'Etat en Nouvelle-Calédonie** s'élève provisoirement à 114,1 milliards de F.CFP. La croissance annuelle des dépenses de l'Etat (+5,5%), hors dépenses relatives aux Etablissements publics nationaux dont les chiffres ne sont pas encore connus, est stable par rapport à celle des deux années précédentes (+5,3% en 2005 et +5,1% en 2006). Après une quasi stabilité de 1997 à 1999 et deux croissances anormalement élevées en 2000 et 2003, liées pour la 1^{ère} à la création de la STCPI et pour la 2^{ème} à la mise en application du RUAMM qui a entraîné pour les fonctionnaires d'Etat une hausse des cotisations versées localement, les dépenses progressent depuis 2002 à un rythme relativement stable.

Avec 71,0 milliards de F.CFP, les dépenses pour les ménages (salaires, pensions, cotisations sociales,...) progressent de 4,8% en 2007, soit 3,3 milliards de F.CFP supplémentaires. Les transferts au secteur public (Nouvelle-Calédonie, provinces, communes et établissements publics) restent quant à eux stables, avec 29,2 milliards de F.CFP en 2007 comme en 2006. Ces deux postes couvrent à eux seuls près de 90% des dépenses de l'Etat en Nouvelle-Calédonie.

Les **recettes perçues par l'Etat** en Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 954 millions de F.CFP en 2007. Elles proviennent essentiellement des retenues et cotisations sociales, du produit du domaine de l'Etat, des reversements de fonds et du produit des amendes. En vertu du principe d'universalité, ce montant est versé au budget général de l'Etat.

La situation provisoire du **budget de la Nouvelle-Calédonie** pour l'année 2007 laisse apparaître une très forte progression des **recettes** de 18,7%, soit 23,9 milliards de F.CFP, imputable à la croissance des recettes fiscales. Les impôts directs progressent de +45,0% (soit 20 milliards de F.CFP supplémentaires) et les indirects de 10,8% (+4,5 milliards). De telles évolutions des recettes fiscales trouvent leur origine dans la bonne santé de l'économie, avec une hausse des revenus des ménages et des entreprises, notamment du secteur nickel, qui de par la flambée des cours du nickel en 2006 et 2007 ont enregistré des chiffres d'affaires records.

Dans les impôts indirects, il faut relever la forte rentabilité des taxes pétrolières (TPP et TAPP) qui passent de 3,1 milliards en 2006 à 6,7 milliards en 2007, en grande partie en raison du niveau élevé du cours de l'or noir.

A noter également la hausse de 26,0% des recettes fiscales reversées (soit +4,3 milliards), à savoir des recettes perçues au titre de la Taxe de Solidarité sur les Services pour la CAFAT, certainement liée en partie à la hausse du taux (passé de 4 à 5% en avril 2006), mais également au niveau soutenu des activités de prestations de services (aux ménages et aux entreprises).

Résultat de cette progression des ressources d'origine fiscale, ces dernières représentent en 2007 92% de l'ensemble des recettes, contre 86% en 2006.

Evolution des dépenses de la Nouvelle-Calédonie*

| | 2006 | 2007 | Var. (%) |
|--|----------------|----------------|-------------|
| Dépenses de fonctionnement | 122 404 | 129 520 | 5,8 |
| Dépenses de personnel | 10 278 | 11 172 | 8,7 |
| Fonctionnement des services | 3 063 | 3 428 | 11,9 |
| Dettes (interets) | 81 | 66 | -18,8 |
| Interventions diverses | 11 294 | 12 419 | 10,0 |
| Dotations aux Provinces | 53 842 | 52 876 | -1,8 |
| Dotations aux Communes | 15 734 | 15 672 | -0,4 |
| Reversement et charges diverses | 6 218 | 4 386 | -29,5 |
| Reversement centimes et recettes affectées | 21 894 | 29 501 | 34,7 |
| Dépenses d'investissement | 5 221 | 6 717 | 28,7 |
| Programmes de la Nouvelle-Calédonie | 2 148 | 4 307 | 100,5 |
| Programmes au bénéfice des tiers | 347 | 741 | 113,3 |
| Approvisionnements | 1 154 | 1 178 | 2,1 |
| Mouvements financiers | 1 081 | 0 | -100,0 |
| Remboursement de la dette | 490 | 477 | -2,8 |
| Dépenses | 127 624 | 136 237 | 6,7 |

* Droits provisoires, arrêtés pour l'exercice 2007 au 25 mars 2008, hors opérations d'ordre.

Unités : millions de F.CFP, %

Source : Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie

Evolution des recettes et des dépenses des provinces*

| | Province Sud | | Province Nord | | Province des îles Loyauté | |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------|-----------|
| | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 |
| Recettes de fonctionnement | 34 547 | 33 678 | 19 901 | 19 974 | 11 629 | nd |
| Recettes d'investissement | 9 539 | 10 279 | 3 488 | 4 054 | 3 699 | nd |
| Recettes | 44 086 | 43 958 | 23 389 | 24 028 | 15 327 | nd |
| Dépenses de fonctionnement | 35 208 | 36 009 | 15 336 | 16 334 | 9 625 | nd |
| Dépenses d'investissement | 11 918 | 10 306 | 6 181 | 5 343 | 2 849 | nd |
| Dépenses | 47 126 | 46 314 | 21 517 | 21 676 | 12 473 | nd |

Sources : Services des finances des provinces Sud, Nord et îles Loyauté

Unité : million de F.CFP

*Situations provisoires, arrêtées au 31 décembre de chaque année

Les premières données provisoires concernant les finances publiques des provinces révèlent des budgets relativement stables pour le Sud et le Nord.

Ainsi, le budget de la province Sud s'établit provisoirement à 45 milliards de F.CFP pour 2007, avec des recettes globalement stables sur un an, à 44 milliards de F.CFP. Les dépenses enregistrent une très légère contraction de 1,7% qui résulte d'une diminution de 13,5% des dépenses d'investissement, compensée

A relever également, mais dans une moindre mesure, la progression de près du tiers des contributions et subventions de l'Etat, en fonctionnement (+466 millions de F.CFP) comme en investissement (+119 millions), alors que celles de l'UE restent stables autour de 490 millions de F.CFP.

Parallèlement, les dépenses ont augmenté (+6,7%, soit +8,6 milliards de F.CFP), mais beaucoup moins fortement que les recettes.

Contrepartie de la hausse enregistrée sur les recettes fiscales, les dépenses pour reversement des centimes et recettes affectées augmentent de 34,7% (soit 7,6 milliards de plus qu'en 2006), et couvrent à elles seules près de 90% de la hausse totale des dépenses. Les autres progressions des dépenses de fonctionnement concernent : le personnel (+8,7% soit 894 millions de dépenses supplémentaires), les services (+11,9%, soit 365 millions) et les interventions diverses (+10,0%, soit 1,1 milliard). En revanche, compte tenu de leur mode de reversement, les dotations aux provinces et aux communes sont provisoirement stables. C'est avec un certain décalage (réajustement sur le budget 2008) qu'elles bénéficieront de la forte hausse des recettes de la Nouvelle-Calédonie.

A relever l'augmentation de 28,7% des dépenses d'investissement, avec notamment des dépenses au titre des programmes de la Nouvelle-Calédonie multipliées par deux (2,2 milliards supplémentaires). Ces programmes concernent notamment la phase d'études pour la construction du nouvel hôpital (1,4 milliards de F.CFP), l'acquisition de nouveaux locaux pour l'administration (407 millions) et le changement d'applications informatiques (220 millions).

La progression plus rapide des recettes que des dépenses entraîne un accroissement de l'excédent du budget de la Nouvelle-Calédonie. Ce dernier atteint 15,8 milliards de F.CFP en 2007.

en grande partie par la progression de 2,3% des dépenses de fonctionnement.

Le budget de la province Nord, avec 24 milliards de F.CFP, dégage en 2007 un excédent des recettes sur les dépenses de 2,4 milliards. Ce dernier résulte en partie de la croissance annuelle des recettes (+2,7%) alors que les dépenses sont restées stables (0,7%).

Systeme productif

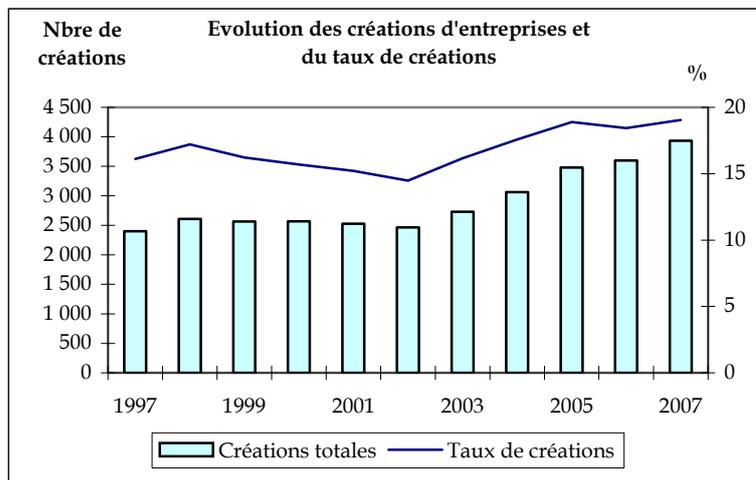
- Entreprises
- Agriculture
- Pêche Aquaculture
- Mines Métallurgie
- Energie
- Construction
- Transport aérien
- Transport maritime
- Tourisme

Dynamisme des créations d'entreprises

Avec près de 4 000 unités, les créations d'entreprises sont en hausse en 2007, et ce pour la cinquième année consécutive. Comme l'an dernier, les entreprises de « Construction » et de « Services aux entreprises » font preuve de vitalité et couvrent presque la moitié des créations.

Entreprises

-Bilan 2007-



Source : ISEE/Ridet

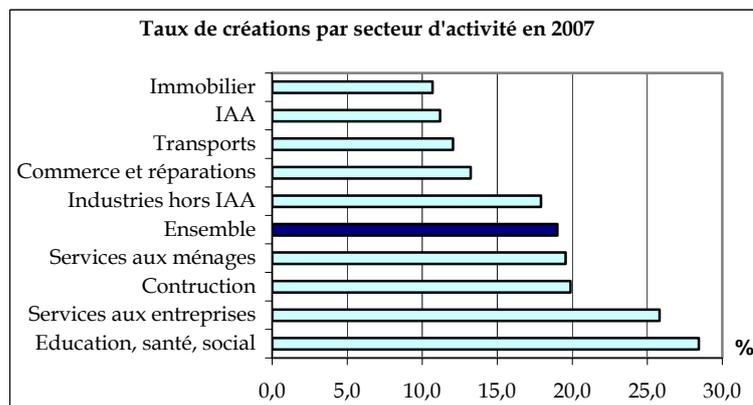
Créations d'entreprises en 2007, selon le type et le secteur d'activité

| | Créations | | | | Taux de création |
|---------------------------|--------------|-----------|--------------|--------------|------------------|
| | pure | reprise | réactivation | Total | |
| IAA | 22 | 0 | 10 | 32 | 11,2 |
| Industries hors IAA | 233 | 4 | 89 | 326 | 17,9 |
| Construction | 763 | 9 | 324 | 1 096 | 19,9 |
| Commerce et réparations | 335 | 30 | 108 | 473 | 13,2 |
| Transports | 134 | 3 | 49 | 186 | 12,1 |
| Immobilier | 74 | 0 | 11 | 85 | 10,7 |
| Services aux entreprises | 603 | 10 | 172 | 785 | 25,8 |
| Services aux ménages | 337 | 16 | 112 | 465 | 19,6 |
| Education, santé, social | 367 | 14 | 104 | 485 | 28,4 |
| Total (champ ICS*) | 2 868 | 86 | 979 | 3 933 | 19,0 |

Source : ISEE/Ridet

Unités : nombre, %

*Industrie, Commerce et Services



Source : ISEE/Ridet

Les mouvements enregistrés au Répertoire d'Identification des Entreprises et des Etablissements (RIDET) en 2007 révèlent que 3 933 entreprises ont été créées, soit une forte hausse de 9,3% par rapport à une année 2006 qui marquait un ralentissement dans la création d'entreprises (+3,4%, contre +13,6% en 2005, +12,2% en 2004 et +10,8% en 2003). L'année 2007 marque ainsi la cinquième année de hausse après une période 1995-2002 de relative stabilité des créations, autour de 2 500 unités par an.

Cette hausse est confortée par une augmentation de la part des créations « pures », porteuses de développement du tissu productif, au détriment des reprises ou des réactivations d'unités déjà existantes.

Ainsi, avec 2 868 unités, les créations pures ont couvert 72,9% des entreprises créées en 2007, contre 70,2% en 2006.

Cette part est toutefois très variable selon les secteurs : 87,1% des créations sont « pures » dans l'« Immobilier », contre 69,6% dans la « Construction ».

Rapportées au parc des entreprises actives au 1^{er} janvier, ces créations permettent de dégager pour 2007 le **taux de créations** le plus élevé de ces dix dernières années (19,0%), comparable à celui de 2005.

La ventilation par secteur révèle un taux supérieur à la moyenne pour l'« Education, santé, social » (28,4%), les « Services aux entreprises » (+25,8%), la « Construction » (+19,9%) et les « Services aux ménages » (19,6%), comme cela avait été déjà observé en 2006.

A l'exception des secteurs des IAA et de l'« Education, santé, action sociale », il s'est créé dans tous les autres secteurs davantage d'entreprises en 2007 qu'en 2006.

Si en 2006, les créations étaient tirées par le tertiaire (+7,6%), alors que le secondaire enregistrerait un recul de 4,9%, c'est l'inverse qui s'est produit en 2007 avec des créations plus soutenues dans le secondaire (+16,3%) que dans le tertiaire (+5,6%).

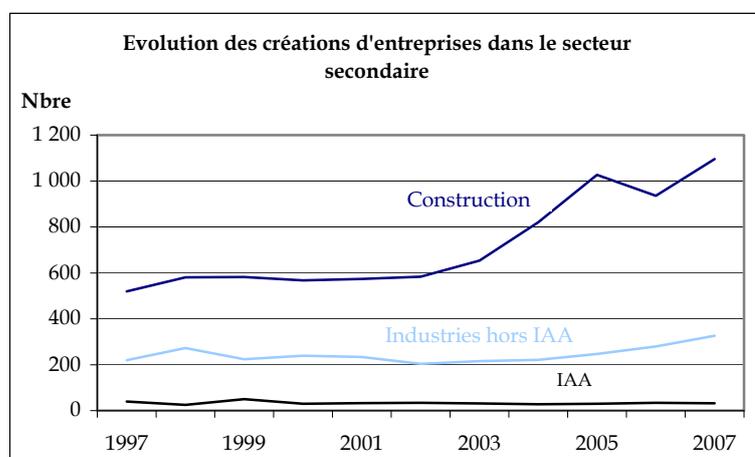
Evolution des créations d'entreprises

| | 2006 | 2007 | Var. (%) |
|---------------------------|--------------|--------------|-------------|
| Secondaire | 1 250 | 1 454 | 16,3 |
| IAA | 34 | 32 | -5,9 |
| Industries hors IAA | 280 | 326 | 16,4 |
| Construction | 936 | 1 096 | 17,1 |
| Tertiaire | 2 348 | 2 479 | 5,6 |
| Commerce et réparation | 473 | 473 | 0,0 |
| Transports | 170 | 186 | 9,4 |
| Immobilier | 82 | 85 | 3,7 |
| Services aux entreprises | 659 | 785 | 19,1 |
| Services aux ménages | 451 | 465 | 3,1 |
| Education, santé, social | 513 | 485 | -5,5 |
| Total (champ ICS*) | 3 598 | 3 933 | 9,3 |

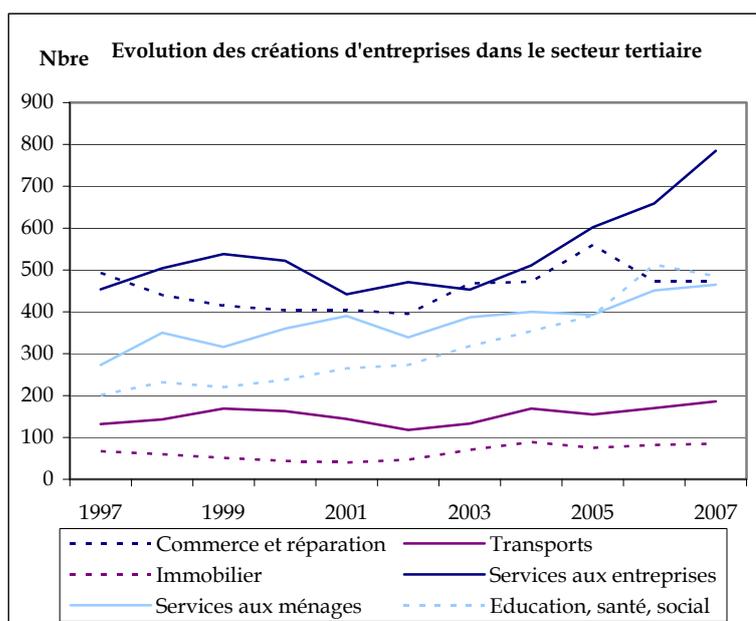
Source : ISEE/Ridet

Unités : nombre, %

*Industrie, Commerce et Services



Source : ISEE/Ridet



Source : ISEE/Ridet

Le secondaire, qui avait connu un repli en 2006 après 3 années spectaculaires de créations (+9,6% en 2003, +18,6% en 2004 et +22,0% en 2005) renoue avec la croissance puisqu'il enregistre +16,3% en 2007, justifiés par le dynamisme des créations dans la « Construction » (+17,1%) et les « Industries hors IAA » (+16,4%).

Le tertiaire quant à lui est en ralentissement par rapport à 2006. Il est tiré par les « Services aux entreprises » (+19,1%) et les « Transports » (+9,4%), qui compensent les résultats plus moroses du « Commerce et réparations » (+0,0%) et de l'« Education, santé et social » (-5,5%).

Au final, les deux secteurs les plus créateurs en 2007 ont donc été la « Construction » (1 096 unités créées) et les « Services aux entreprises » (795 unités), qui couvrent à eux seuls la moitié des créations (47,8%).

Cette évolution s'inscrit dans la tendance de ces cinq dernières années. En effet, depuis 2002, ces deux secteurs se distinguent nettement des autres par leur niveau soutenu de créations : alors qu'en moyenne pour l'ensemble des secteurs, l'augmentation avoisine les 60% sur cinq ans, elle atteint 67% pour les « Services aux entreprises » et 88% pour la « Construction » (malgré un sérieux ralentissement en 2006).

La majorité des nouvelles entreprises créées n'ont pas de salarié au moment de leur inscription (96% en 2007).

Avec le développement des dispositifs d'aide à la création d'entreprise de ces dernières années (nouveau code d'aides financières à l'investissement de la province Sud voté en décembre 2005, création de la pépinière d'entreprises de la CCI fin 2006) ou encore l'apparition de nouveaux acteurs tels l'association « Nouvelle-Calédonie Initiative » créée fin 2006, les demandeurs d'emploi ont été incités à créer leur entreprise pour assurer leur propre emploi.

La preuve en est que la pépinière de la CCI affichait complet en milieu d'année 2007, avec 13 résidents exerçant dans des activités telles que l'environnement, la communication, la comptabilité ou les finances.

Le **taux de survie** à un an reste stable, avec en moyenne pour 2007 90,6% des entreprises créées au cours de l'année encore actives au 31 décembre. Ce taux moyen varie en fonction du secteur : il est supérieur (93,2%) pour le secteur des « Services aux entreprises », mais inférieur pour la « Construction » (87,4%).

Résultats contrastés

La filière animale présente des résultats à la hausse tant pour la production bovine que porcine. La filière végétale s'en sort également plutôt bien malgré des conditions climatiques défavorables au 4^{ème} trimestre qui ont nui notamment aux letchis, aux squashes et aux pommes de terre, et maintenu jusqu'à la fin de l'année le prix des légumes à un niveau élevé.

Agriculture

-Bilan 2007-

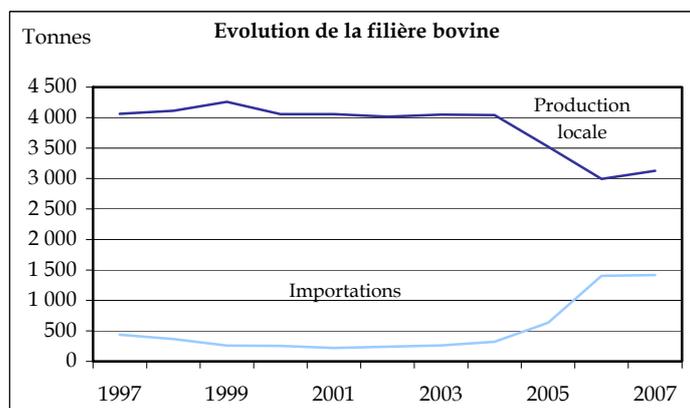
Production* et importations de viande

| | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|-----------------------|-------|-------|---------------|
| Viande bovine | | | |
| Production | 2 992 | 3 131 | 4,6 |
| Importations | 1 406 | 1 419 | 0,9 |
| Viande porcine | | | |
| Production | 1 965 | 2 069 | 5,3 |
| Importations | 379 | 362 | -4,5 |
| Viande ovine | | | |
| Production | 7 | 7 | 0,0 |
| Importations | 592 | 528 | -10,8 |
| Volaille | | | |
| Production | nd | nd | nd |
| Importations | 7 149 | 8 522 | 19,2 |
| Cervidés | | | |
| Production | 248 | 235 | -5,2 |

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

Unité : tonne

*Abattages contrôlés de l'OCEF et des bouchers de l'intérieur



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

Ventes locales et exportations de cerfs

| | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|------------------------------|------------|------------|---------------|
| Exportations de cerfs | | | |
| Viande de cerf | 73 | 69 | -5,5 |
| Animaux vivants (Nbre) | - | - | - |
| Ventes locales* | 175 | 153 | -12,6 |

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

Unité : tonne

*Marchés officiels

Après 2 années consécutives de baisse, la **production bovine** repart à la hausse en 2007 (3 131 tonnes, soit +4,6% sur un an), stimulée par les mesures prises en faveur de la filière. Les importations sont relativement stables en volume (+0,9%) alors qu'elles augmentent de 14,0% en valeur (796 millions de F.CFP en 2007 contre 698 millions en 2006). Les ventes totales de viande bovine sont en hausse de 6,9% en un an : 4 255 tonnes en 2007 après 3 979 tonnes en 2006.

La production locale de **viande porcine**, avec 2 069 tonnes en 2007, présente un accroissement de 5,3%, tandis que les importations ont diminué en volume (-4,5%) mais ont augmenté en valeur (+5,9%). Les ventes totales de porc présentent une hausse annuelle de 7,4%.

Les abattages de **viande de cerf** enregistrent une baisse en volume de 5,2%, avec un total de 8 134 têtes abattues par l'OCEF pour un poids total de 235 tonnes. Les ventes sur les marchés officiels sont également en recul : -12,6% en un an (153 tonnes contre 175 tonnes en 2006). Compte tenu de l'importance du marché parallèle, et du plan de régulation des surpopulations cervidés, ces chiffres restent peu représentatifs.

Au niveau de la **viande ovine**, la production est provisoirement établie à 7,1 tonnes de carcasses (pour 4,4 millions de F.CFP), soit une stabilité par rapport à 2006. La production locale de viande ovine est donc très faible comparée aux importations, qui s'élèvent à 528 tonnes (-10,8% en volume sur un an).

La production provisoire de **viande caprine** s'élève à 3,0 tonnes en 2007, après 2,7 tonnes en 2006.

Enfin, les importations de **viande de volaille** s'élèvent à 8 522 tonnes en 2007, soit 19,2% de plus qu'en 2006. En corrélation avec cette hausse, les importations en valeur ont augmenté de 23,8%. Par ailleurs, 15 tonnes de lapins ont été importées en 2007 contre 14 tonnes en 2006.

Les données relatives aux importations de **miel** indiquent que 3,6 tonnes ont été importées, soit une forte hausse en volume de 24,1% mais une stabilité en valeur.

Production et importations de la filière végétale

| | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|------------------------------------|--------|--------|---------------|
| Fruits | | | |
| Production marchande | 5 560 | 5 753 | 3,5 |
| dont commercialisation au MdG | 2 710 | 2 439 | -10,0 |
| Importations | 3 128 | 3 689 | 17,9 |
| Légumes (y compris oignons) | | | |
| Production marchande | 6 766 | 7 951 | 17,5 |
| dont commercialisation au MdG | 4 458 | 4 944 | 10,9 |
| Importations | 1 851 | 1 532 | -17,2 |
| Squashes | | | |
| Production marchande | 2 743 | 1 141 | -58,4 |
| dont commercialisation au MdG | 33 | 27 | -18,7 |
| Dont exportations | 2 710 | 1 114 | -58,9 |
| Tubercules tropicaux | | | |
| Production marchande | 366 | 420 | 14,8 |
| dont commercialisation au MdG | 230 | 274 | 19,1 |
| Pommes de terre* | | | |
| Production locale | 2 266 | 730 | -67,8 |
| Importations | 1 002 | 479 | -52,2 |
| Céréales | | | |
| Production locale | 3 956 | 5 741 | 45,1 |
| Importations | 42 248 | 40 079 | -5,1 |
| Café | | | |
| Production locale | 25 | 21 | -16,0 |
| Importations | 636 | 748 | 17,6 |

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, ERPA, Chambre d'agriculture, OCEF

Unité : tonne

*Achats de l'OCEF, non compris les pommes de terre nouvelles

5 753 tonnes de **fruits** ont été déclarées commercialisées lors des enquêtes mensuelles de la DAVAR en 2007, soit 3,5% de plus qu'en 2006. Dans le détail, peu d'évolutions sont notables, hormis pour les letchis dont les quantités mises sur le marché ont été divisées par 7 entre 2006 et 2007, la saison 2007 ayant été catastrophique pour la filière. 70,0% des fruits émanent de la province Sud, 26,9% du Nord et 3,1% des îles. Les ventes enregistrées au marché de gros en 2007 sont en revanche en recul de 10,0% sur un an.

Les importations de fruits ont fortement augmenté, en volume (+17,9%) comme en valeur (+11,9%). Il est à noter que les pommes représentent la moitié des importations en volume.

Au niveau des **légumes** (frais et oignons), l'enquête mensuelle de la DAVAR révèle que 7 951 tonnes ont été commercialisées en 2007, soit une forte progression de 17,5% par rapport à 2006, due à l'excellente campagne 2006/2007 des oignons secs.

La commercialisation au marché de gros est également en hausse, de 11,1%. Après 3 très bons trimestres, les résultats du 4^{ème} trimestre ont pâti de mauvaises conditions météorologiques qui ont été fortement préjudiciables aux récoltes d'oignons, de tomates, de carottes et de choux, faisant de surcroît gonfler les cours de nombreux légumes du fait de leur rareté sur les étals.

Les fréquents épisodes pluvieux qui ont affecté une partie des récoltes ont notamment nui à la production de **squashes** (-58,4% en un an) et ont, de fait, réduit les exportations de la filière : 1 114 tonnes en 2007 contre 2 710 en 2006.

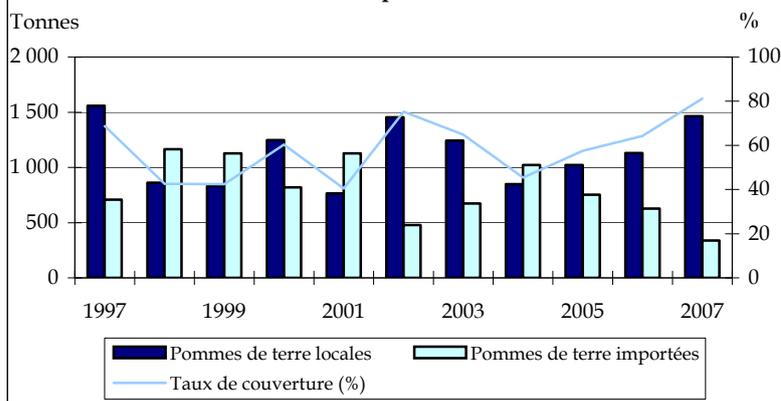
En ce qui concerne les **potatoes**, également touchées par les fortes pluies, seules 730 tonnes ont été produites localement, contre 2 266 en 2006. Au niveau de la commercialisation, la bonne campagne 2006 a toutefois permis de réduire les importations 2007, qui s'élèvent à 479 tonnes, soit une forte diminution de 52,2% en un an.

21 tonnes de **café vert** ont été récoltées en 2007, soit -16,0% sur douze mois. Les importations se sont élevées à 1 356 tonnes équivalent café vert, soit 18,9% de plus qu'en 2006.

En 2007, 129 tonnes de **coprah** ont été produites, soit 5,8% de moins qu'en 2006. Toutefois, le prix d'achat du coprah ayant été revalorisé au 1^{er} février 2007, la valeur de la production qui s'élève à 9 millions de F.CFP, est en augmentation de 5,9% par rapport à 2006 (8,5 millions).

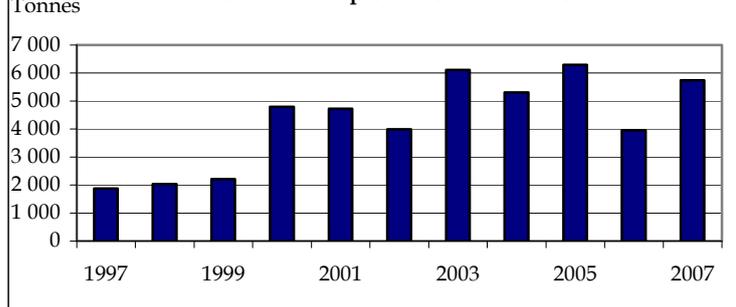
Avec 5 741 tonnes, la production de **céréales** (maïs uniquement) a fortement progressé : +45,1% comparée à 2006, considérée comme une très mauvaise année, mais n'atteint toutefois pas le record de 2005 (6 290 tonnes). Les importations, avec 40 117 tonnes, ont diminué de 5,1% en volume mais ont progressé de 9,2% en valeur (1,5 milliard en 2007 contre 1,3 milliard en 2006).

Commercialisation de pommes de terres fraîches



Sources : OCEF, Marché de gros, Direction Régionale des Douanes

Evolution de la production de céréales

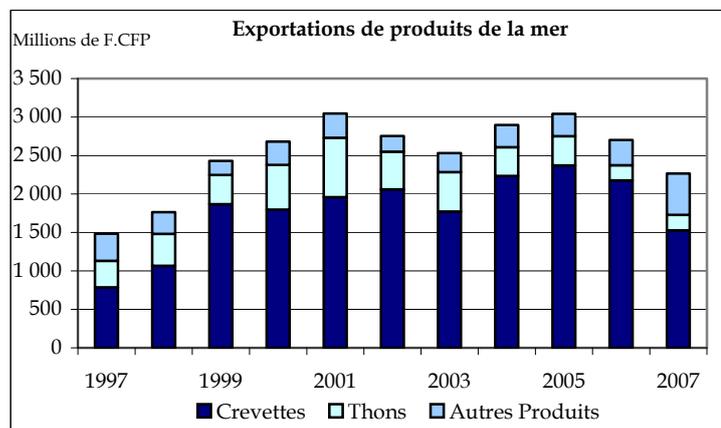


Sources : DAVAR

Coup dur pour l'aquaculture de crevettes

La forte baisse de la production de crevettes, conjuguée à une stabilité de l'activité de la pêche hauturière, oriente à la baisse les exportations de produits de la mer qui chutent sur un an de 14,9% en volume et de 16,2% en valeur, et ce malgré la bonne tenue des ventes à l'extérieur du territoire de trocas et d'holothuries.

Pêche Aquaculture -Bilan 2007-



Source : Direction Régionale des Douanes.

Evolution des exportations de produits de la mer par pays de destination

| | 2006 | 2007 | Variation en % |
|---------------------|--------------|--------------|----------------|
| Japon | 954 | 692 | -27,5 |
| France | 625 | 660 | 5,6 |
| Hong-Kong | 154 | 349 | 126,6 |
| Etats-Unis | 559 | 175 | -68,7 |
| Samoa Américaines | 79 | 107 | 35,4 |
| Australie | 95 | 100 | 5,3 |
| Polynésie Française | 54 | 66 | 22,2 |
| Italie | 49 | 33 | -32,7 |
| Fidji | 33 | 0 | -100,0 |
| Singapour | 5 | 0 | -100,0 |
| Taiïwan | 30 | 0 | -100,0 |
| Total | 2 703 | 2 266 | -16,2 |

Unité : million de F.CFP, %.

Source : Direction Régionale des Douanes.

Evolution de la filière crevette en Nouvelle-Calédonie

| | 2006 | 2007 | Variation en % |
|---|-------|-------|----------------|
| Capacité de production (ha) | | | |
| Fermes aquacoles (surface d'élevage réelle) | 654 | 640 | -2,1 |
| Production | | | |
| Ecloseries (million de post-larves) | 169 | 133 | -21,1 |
| Fermes aquacoles (tonnes de crevettes) | 2 278 | 1 787 | -21,5 |
| Exportations | | | |
| Exportations de crevettes (tonnes) | 1 786 | 1 307 | -26,8 |

Source : Direction Régionale des Douanes.

En 2007, 2 267 tonnes de **produits de la mer** ont été exportées pour un montant total de 2 266 millions de F.CFP, contre 2 663 tonnes en 2006 pour un chiffre d'affaires total de 2 703 millions de F.CFP.

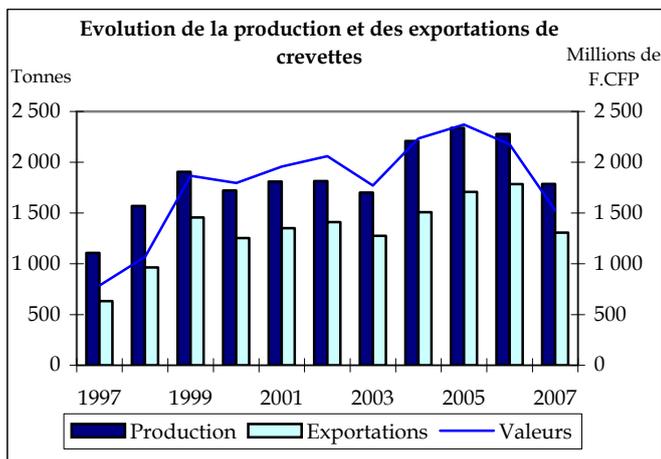
Ainsi, en glissement sur un an, le secteur s'affiche globalement en baisse avec un recul significatif de 14,9% des volumes exportés et une perte de 16,2% en valeur. Bien loin des records atteints en 2001 et 2005, le niveau des exportations n'a jamais été aussi bas depuis 1998.

Ce recul intervient pour la deuxième année consécutive. Ainsi, depuis 2005, les exportations en volume ont chuté de 27,2% (3 112 tonnes en 2005) et de 25,5% en valeur (3 043 millions de F.CFP en 2005).

Pour le secteur de l'**aquaculture**, l'année 2007 a été particulièrement difficile avec une **production de crevettes** qui chute de 21,6%. En effet, selon les estimations établies par le Groupement des Fermes Aquacoles, la production de crevettes pour cette année est estimée à 1 787 tonnes, contre 2 278 tonnes en 2006 et 2 339 tonnes en 2005. Même si ce chiffre est encore provisoire dans la mesure où toutes les productions des fermes aquacoles n'ont pas été prises en compte, la baisse constatée n'en reste pas moins importante.

L'analyse approfondie du secteur révèle que plusieurs facteurs se sont conjugués pour aboutir à cette forte contraction : manque de performance des fermes aquacoles calédoniennes, important déficit d'approvisionnement des fermes en post-larves en raison d'une surmortalité de ces dernières l'an dernier et dans une moindre mesure, réduction des surfaces d'élevage de crevettes.

Cette forte baisse de la production des fermes aquacoles ne devrait toutefois pas s'inscrire dans la durée. En effet, la productivité de ces dernières devrait connaître une amélioration conséquente dans les années à venir, grâce à l'introduction des crevettes de souche hawaïenne dans les bassins des fermes aquacoles du territoire. Importée en 2005 et en phase d'expérimentation depuis 2 ans dans les bassins de l'Ifremer, cette nouvelle souche de crevettes s'avère être prometteuse pour le secteur.



Source : Direction Régionale des Douanes.

Exportations de crevettes selon la destination

| | 2006 | | 2007 | | Variation en % | |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| | Quantités | Valeurs | Quantités | Valeurs | Quantités | Valeurs |
| Japon | 560 | 915 | 423 | 632 | -24,5 | -30,9 |
| France | 603 | 586 | 654 | 624 | 8,5 | 6,5 |
| Etats-Unis | 500 | 551 | 147 | 173 | -70,6 | -68,6 |
| Australie | 66 | 56 | 16 | 15 | -75,8 | -73,2 |
| Autres pays | 57 | 69 | 67 | 83 | 17,5 | 20,3 |
| Total | 1 786 | 2 177 | 1 307 | 1 527 | -26,8 | -29,9 |

Unités : tonne, million de F.CFP, %.

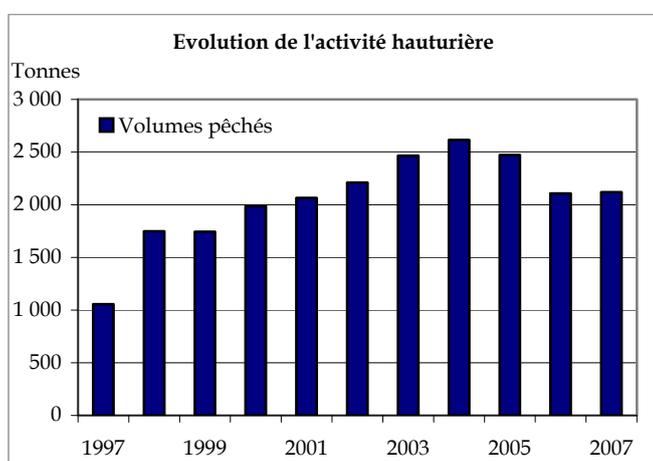
Source : Direction Régionale des Douanes

Exportations de la pêche artisanale

| | 2006 | | 2007 | | Variation en % | |
|---------------------|------------|------------|------------|------------|----------------|-------------|
| | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur |
| Holothuries | 57 | 213 | 94 | 414 | 64,9 | 94,4 |
| Coquilles de trocas | 187 | 90 | 198 | 96 | 5,9 | 6,7 |
| Total | 244 | 303 | 292 | 510 | 19,7 | 68,3 |

Unités : tonne, million de F.CFP, %.

Source : Direction Régionale des Douanes.



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes.

En outre, il semble important de rappeler que la crevette calédonienne jouit d'une excellente réputation sur le plan international qui lui a d'ailleurs permis de se voir décerner en octobre dernier, le trophée « Saveur de l'année 2008 » par une association indépendante de consommateurs métropolitains.

Malheureusement, la forte baisse de la production n'a pas été sans conséquence sur le niveau des ventes de crevettes à l'étranger. Ainsi, sur un an, les exportations de crevettes régressent de 26,8% en volume et de 29,9% en valeur, soit une perte de 650 millions de F.CFP.

En terme de part de marché, ce sont l'Australie et les Etats-Unis qui enregistrent les plus fortes contractions sur les douze derniers mois. Les ventes de crevettes vers le Japon sont en recul également, mais plus modérément. Les seules progressions sont à attribuer à la France et à la Polynésie Française.

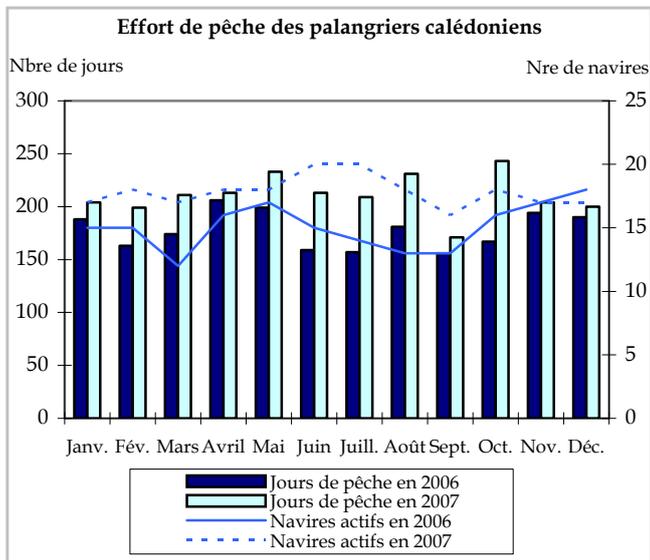
En 2007, les exportations de la **pêche artisanale** marquent une nouvelle progression. Ainsi, dans le détail, il a été exporté 198 tonnes de **coquilles de trocas** en 2007 dont 44,0% ont été envoyés au Vietnam, 30,4% en Italie et 25,8% vers Madagascar.

Parallèlement, les exportations d'**holothuries** croissent également de manière significative : 94 tonnes exportées en 2007 pour un chiffre d'affaires égal à 414 millions de F.CFP. Ainsi, la hausse s'établit à 64,9% en volume et à 94,4% en valeur. S'agissant des pays destinataires, près de 83,0% des holothuries ont été exportées vers Hong-Kong et les 17,0% restants vers l'Australie.

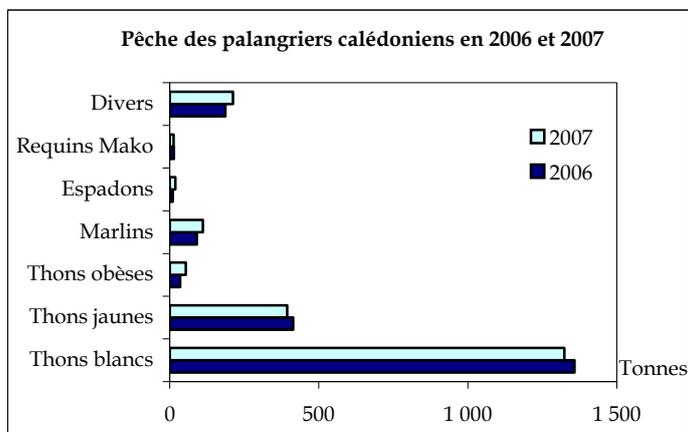
Au niveau de la **pêche hauturière**, les données obtenues par l'observatoire économique de la filière hauturière sont quasiment stables en 2007 (+0,6%), après avoir connu des diminutions successives sur les deux dernières années (-14,8% en 2006 et -20,3% en 2005). Ainsi, 2 121 tonnes de poissons ont été pêchées en 2007 contre 2 108 l'année dernière. Dans le détail, ce sont les espadons (+90,0%, soit +9 tonnes) et les marlins (+22,0%, soit +20 tonnes) qui enregistrent les plus fortes augmentations.

En 2007, la Nouvelle-Calédonie a attribué 27 licences de pêche aux thonidés dans la ZEE. Ainsi, pour la première fois depuis 5 ans, la flotte des palangriers est en hausse (+3 unités), avec toutefois une sous-utilisation puisque 4 navires licenciés n'ont jamais été utilisés en 2007.

L'augmentation de la flotte n'a pas été sans incidence sur l'effort de pêche des palangriers qui laisse apparaître une belle progression sur les douze derniers mois. Avec 399 campagnes de pêche en 2007, la filière a réalisé 64 campagnes (d'environ 10 jours chacune) de plus qu'en 2006.



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes.



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes.

Pêche et exportations de thon

| | 2006 | | 2007(p) | | Variation en % | |
|--------------|-----------|---------|-----------|---------|----------------|---------|
| | Quantités | Valeurs | Quantités | Valeurs | Quantités | Valeurs |
| Pêche | 2 108 | /// | 2 121 | /// | 0,6 | /// |
| Exportations | 626 | 197 | 656 | 202 | 4,8 | 2,5 |

Unités : tonne, million de Fcfp, %

Sources : Service de la marine marchande et des pêches maritimes, Direction Régionale des Douanes.

Le nombre de jours de mer et le nombre de jours de pêche augmentent également sur l'année avec respectivement +24,0% (4 076 jours en 2007 contre 3 286 jours en 2006) et +18,6% (2 531 jours en 2007 contre 2 134 jours) de hausse par rapport à 2006.

Cette progression de l'effort de pêche a permis de compenser la diminution des rendements (510g/hameçon en 2007 contre 559g/hameçon en 2006), expliquant ainsi la stabilité de la production en 2007.

Seuls 7 navires ont pêché plus de 100 tonnes de poissons en 2007, soit 2 de moins qu'en 2006. Le nombre de navires pêchant entre 50 et 100 tonnes a, quant à lui, presque doublé pour atteindre 11 unités en 2007, soit près de la moitié de la flotte.

En 2007, les thons sont restés la principale ressource avec 83,5% (soit 1 772 tonnes) du total des débarquements de poissons. A l'exception des captures de thons obèses qui, après avoir accusé une forte baisse entre 2005 et 2006 (-53,9%), progressent sensiblement de +54,3% sur un an (soit +19 tonnes), les thons blancs et les thons jaunes présentent des évolutions négatives pour la deuxième année consécutive. Dans le détail, les thons blancs perdent 2,5% en glissement sur un an (1 324 tonnes en 2007, contre 1 358 tonnes 2006) et les thons jaunes -4,8% (393 tonnes en 2007, contre 414 tonnes en 2006).

Dans l'ensemble, les captures de thons régressent de 1,9% par rapport à 2006, et de 16,2% par rapport à 2005.

Les volumes de thons exportés sont en hausse de 4,8% en 2007, pour une valeur qui ne progresse que de 2,5%. Ces hausses sont toutefois à relativiser car les tonnages de thons exportés en 2007, comme en 2006, ont pratiquement été divisés par deux par rapport aux années 2001 à 2005.

Par marché, les Samoa américaines se maintiennent en première position cette année encore avec 79,6% du total des exportations en volume et 53,1% en valeur, le Japon occupant la deuxième place avec respectivement 13,7% et 27,7%. Viennent ensuite la France (4,4% du volume et 17,4% de la valeur) et la Nouvelle-Zélande (2,4% et 1,7%).

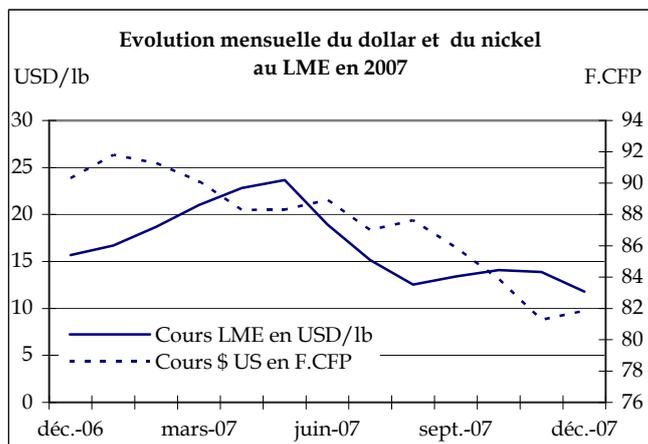
La progression des exportations enregistrée en 2007 provient d'un accroissement des quantités achetées par nos deux principaux clients : les Samoa (+49,8%) pour transformation à la conserverie de Pago Pago et le Japon (+84,2%), essentiellement pour la consommation de poisson cru.

Inversion des cours du nickel

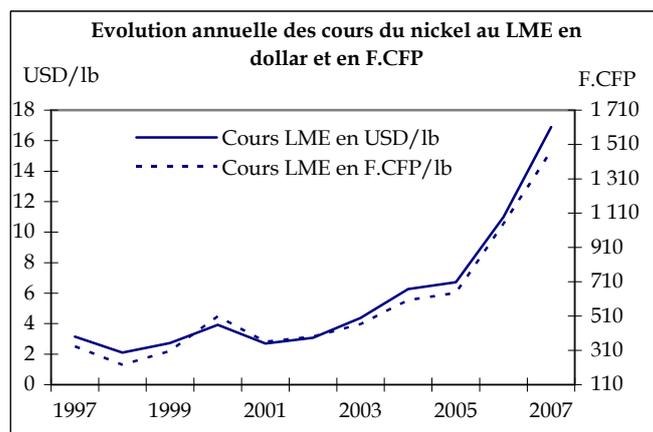
Après avoir atteint des records historiques au mois de mai, les cours du nickel ont amorcé une diminution en juillet qui a duré jusqu'en décembre. Si le cours a perdu près de 20% en quelques mois, en moyenne sur l'année, il reste supérieur de 50% à celui de 2006 et renchérit d'autant les ventes de nickel à l'extérieur du territoire.

Mine- Métallurgie

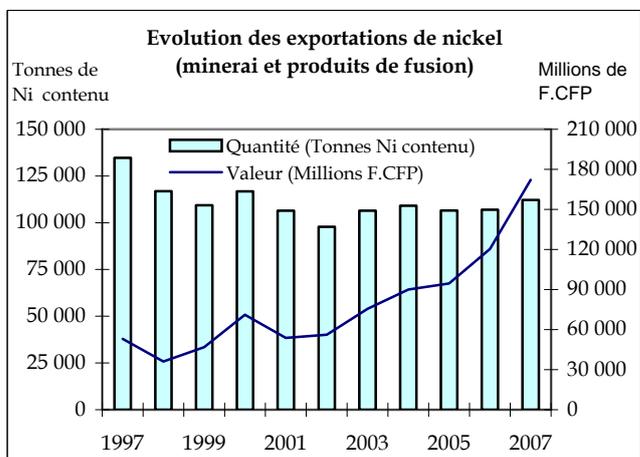
-Bilan 2007-



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie

Le cours du nickel au London Metal Exchange (LME), après avoir connu une croissance vertigineuse de près de 157,5% en 2006 qui l'a fait passer de 6,09 USD/lb à 15,68 USD/lb entre décembre 2005 et 2006, a continué son ascension spectaculaire au cours du 1^{er} semestre de l'année 2007 (+51%). Les records atteints par les cours moyens du nickel en mai (23,67 USD/lb) ont toutefois marqué la fin d'une période de forte volatilité. En effet, à partir de juin, le cours moyen du nickel chute littéralement sur les six derniers mois de l'année perdant ainsi 50,2% de sa valeur entre mai et décembre 2007.

Toutefois, grâce à des niveaux historiquement élevés sur les cinq premiers mois de l'année, le cours du nickel se situe en moyenne à 16,89 USD la livre pour 2007, contre 11,00 en 2006, soit une progression de 53,5%. Cette hausse est cependant nuancée par la dépréciation du dollar américain sur la même période (-8,4% en moyenne entre 2006 et 2007). Ramenée en F.CFP, la livre de nickel progresse ainsi de 40,5% en 2007.

Une analyse approfondie du contexte mondial révèle que plusieurs facteurs se sont conjugués pour aboutir à ce fléchissement. Au-delà des prises de bénéfice sur le marché à terme, du ralentissement de l'économie américaine et de la baisse du dollar, on assiste aux Etats-Unis, en Europe et surtout en Chine à un net recul de la demande de l'industrie de l'acier inoxydable. L'exposé des raisons qui ont conduit à cette inversion de tendance serait incomplet si l'on ne mentionnait pas les diverses interventions des autorités du LME afin de ramener l'équilibre sur le marché. Ainsi, en un an, les stocks au LME ont subi une contraction de 24,8% (25 993 livres en 2007, contre 34 569 livres en 2006). Les raisons qui ont provoqué cette sévère correction vont vraisemblablement entretenir une pression à la baisse sur les cours du nickel à l'avenir, mais les professionnels s'accordent à dire que les cours vont toutefois se maintenir à un niveau élevé.

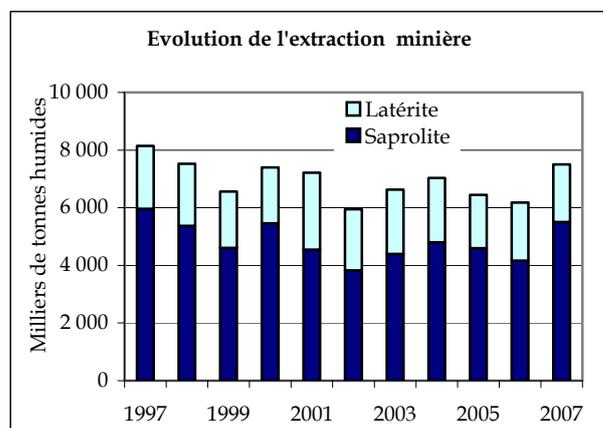
En valeurs cumulées sur l'ensemble de l'année 2007, les exportations calédoniennes de nickel (minerai et produits de fusion) établissent de nouveaux records en affichant un chiffre d'affaires de l'ordre de 172,2 milliards de F.CFP (contre 120,4 milliards de F.CFP en 2006), soit une progression remarquable de 43,1% en glissement sur un an. Sur les quatre dernières années, les progressions sont tout aussi étonnantes : +82,1% par rapport à 2005, +91,4% par rapport à 2004 et +128,2 par rapport à 2003.

Extraction minière de nickel

| | 2006 | 2007 | Variation |
|----------------------------|--------------|--------------|-------------|
| Saprolite | 4 164 | 5 501 | 32,1 |
| Latérite | 2 015 | 2 007 | -0,4 |
| Production minière* | 6 179 | 7 508 | 21,5 |

Unités : milliers de tonnes humides, %

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie



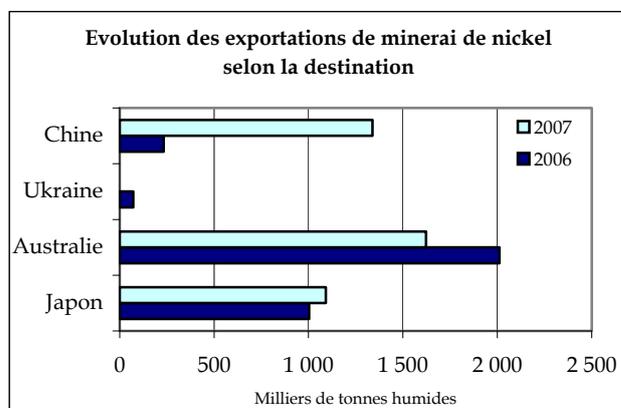
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.

Exportations de minerai de nickel

| | 2006 | | 2007 | | Variation | |
|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|-------------|--------------|
| | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur |
| Saprolite | 1 308 | 10 920 | 2 430 | 35 504 | 85,8 | 225,1 |
| Latérite | 2 011 | 7 611 | 1 623 | 8 499 | -19,3 | 11,7 |
| Total | 3 319 | 18 531 | 4 053 | 44 004 | 22,1 | 137,5 |

Unités : millier de tonnes humides, million de F.CFP, %

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie

Toutefois, cette envolée des valeurs à l'exportation est à nuancer par le fait qu'elle résulte avant tout de la flambée des cours du nickel. Ainsi, en volume, si les exportations de nickel progressent de 4,8% entre 2006 et 2007 (+22,1% pour le minerai et -9,1% pour les produits de fusion), elles sont globalement stables autour de 110 000 tonnes de nickel contenu par an depuis 5 ans. Sur dix ans, l'évolution est encore plus frappante : les volumes exportés se sont contractés de 16,7% entre 1997 et 2007, alors que les valeurs ont été multipliées par trois.

Les volumes de **minerai de nickel** extraits des sous-sols calédoniens s'élèvent à 7 508 milliers de tonnes humides pour l'année 2007, soit une augmentation de 21,5% par rapport à 2006. Dans le détail, cette hausse résulte essentiellement de celle que connaît la production de saprolites (+32,1%), la production de latérites diminuant légèrement (-0,4%). L'année 2007 retrouve ainsi les niveaux de production des années 2000 et 2001, après 5 années d'activité minière aux résultats fluctuants.

Cette hausse de l'extraction minière s'explique d'une part par les besoins accrus de la SLN pour l'usine de Doniambo dans le cadre de son objectif « 75 000 tonnes », et d'autre part par le nouveau débouché à l'export de la SMSP, qui commercialise depuis fin 2006 des saprolites basse teneur vers un client chinois.

S'agissant des volumes de minerai exportés, ce sont 4 053 milliers de tonnes humides qui ont été exportées en 2007, dont 60,0% de saprolites et 40,0% de latérites (contre 40,0% de saprolites en 2006). On révèle une hausse de 22,1% des volumes exportés, sous l'effet exclusif de la vente des saprolites vers la Chine (multipliées par 4) et dans une moindre mesure vers le Japon (+8,8%). Les volumes de latérites, exportés en totalité sur l'Australie, diminuent de 19,3% en 2007.

Conjugué à des cours du nickel au LME en hausse sur 2007, cet accroissement des volumes vendus fait progresser la valeur des exportations de minerai de 137,5% par rapport à 2006 et génère ainsi 25,5 milliards de F.CFP supplémentaires.

A noter au niveau de l'activité minière, l'ouverture par la SLN de son cinquième centre minier à Poum fin 2007, avec l'objectif de charger un premier bateau de minerai courant 2008. La montée en puissance de cette nouvelle mine se fera sur cinq ans. Par ailleurs, suite à un incident technique lors de sa 1^{ère} mise en service au mois d'août, l'usine d'enrichissement du minerai de Thiébaghi ne fonctionnera que courant 2008. Cette unité permet à la SLN d'enrichir le minerai, et d'exploiter donc des gisements à plus basse teneur.

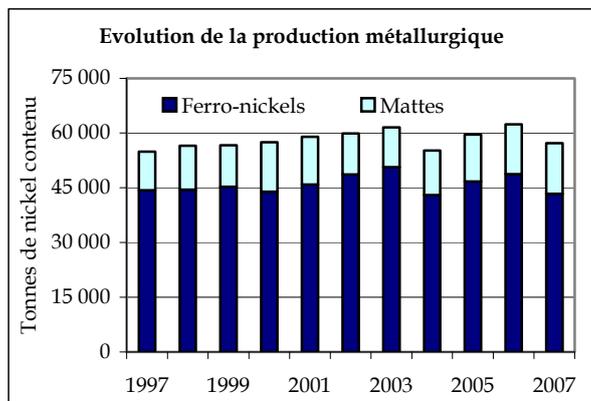
Enfin, le partenariat qui lie, depuis 2007, la SMSP à un aciériste coréen et qui porte sur la livraison, de la part de la SMSP de 1,8 million de tonnes humides de minerai pour une production annuelle de l'usine coréenne Gwangyang de 30 000 tonnes de nickel contenu de ferro-nickels, va entraîner une augmentation de l'extraction minière en 2008.

Production métallurgique

| | 2006 | 2007 | Variation |
|---------------------------------|---------------|---------------|-------------|
| Ferro-nickels | 48 723 | 44 954 | -7,7 |
| Mattes | 13 655 | 14 842 | 8,7 |
| Production métallurgique | 62 378 | 59 796 | -4,1 |

Unités : tonnes de nickel contenu, %

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie



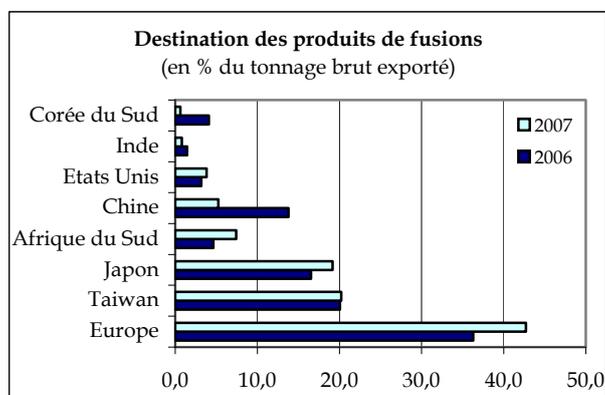
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.

Exportations de produits métallurgiques

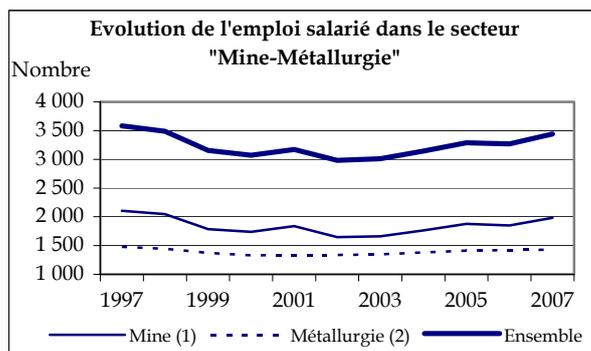
| | 2006 | | 2007 | | Variation (%) | |
|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|-------------|
| | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur |
| Ferro-nickels | 49 419 | 78 934 | 43 426 | 103 462 | -12,1 | 31,1 |
| Mattes | 13 730 | 22 887 | 14 005 | 24 706 | 2,0 | 8,0 |
| Total | 63 149 | 101 821 | 57 431 | 128 168 | -9,1 | 25,9 |

Unités : tonne de nickel contenu, million de FCFP, %

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie



Source : Direction Régionale des Douanes



(1) Mineurs, rouleurs, contracteurs et intermittents

(2) Salariés de l'usine de Doniambo

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.

Institut de la Statistique et des Etudes Economiques/Bilan Economique et Social 2007

En 2007, la production métallurgique s'établit à 59 796 tonnes de nickel contenu contre 62 378 en 2006, soit une baisse annuelle de 4,1%. Cette diminution marque une rupture dans la croissance de la production métallurgique enregistrée depuis 2004, année de mise en route du nouveau four Demag 10, pièce maîtresse de l'objectif « 75 000 tonnes » de la SLN.

Le niveau de production a été limité par l'effet induit de la grève de fin 2006, l'arrêt d'un four pour rénovation, l'écart de teneur du minerai contenu, des difficultés persistantes sur les centres de la côte Est et des problèmes techniques à l'usine réduisant la capacité de fusion de l'ordre de 5 400 tonnes.

Les ferro-nickels sont en baisse (-7,7%), alors que la production de mattes est en progression sur un an (+8,7%).

A l'image des volumes sortis des fours, les exportations de produits de fusion ont régressé de 9,1% ; le recul des ferro-nickels (-12,1%) ayant été partiellement compensé par la bonne tenue des mattes (+2,0%).

Soutenue par une conjoncture du marché favorable avec un cours du nickel au plus haut, la valeur des ventes progresse de plus d'1/4 sur un an (soit 26 milliards de plus qu'en 2006) assurant un chiffre d'affaires record à la SLN, seule société qui transforme actuellement le minerai avant exportation.

La ventilation 2007 des livraisons par pays révèle une forte contraction des achats de la Chine et de la Corée (divisés par 3), certainement à mettre en relation avec le repli de la demande de l'industrie de l'acier inoxydable, bien atténuée par une demande soutenue de la part des autres clients, et notamment de l'Europe (+10,5%) et du Japon (+8,7%).

La mise en production de l'usine du Sud (Goro Nickel et Vale, ex CVRD), prévue pour fin 2008, celle de l'usine du Nord (Xtrasta-SMSP) début 2011 et les études menées par la SLN pour la construction d'une ou deux usines hydro métallurgiques capables de valoriser ses minerais basse teneur, ouvrent de belles perspectives à la métallurgie du nickel en Nouvelle-Calédonie.

Avec 3 441 salariés en moyenne sur l'année 2007, l'emploi du secteur mine-métallurgie enregistre une croissance annuelle de 5,2%, engendrée par l'activité minière (+7,3% soit 135 salariés supplémentaires) alors que les effectifs de l'usine de Doniambo restent stables autour de 1 400 salariés.

La montée en puissance à venir de la métallurgie, et l'accroissement du volume de l'activité sur les sites miniers qu'elle va entraîner, impose aux entreprises minières de déployer des moyens supplémentaires pour être à la hauteur de la demande.

Hausse sensible des énergies renouvelables

Energie

-Bilan 2007-

En 2007, alors que la production thermique est en recul, l'hydraulique et l'éolienne augmentent respectivement de 35,4% et 32,1%, tirant à la hausse l'ensemble de la production électrique qui progresse de 2,8% sur l'année.

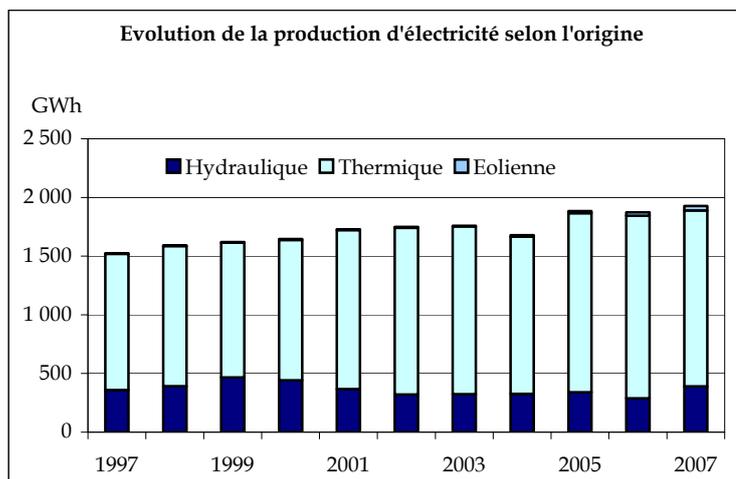
Evolution de la production d'électricité selon l'origine

| | 2006 | 2007 | Var. (%) |
|--------------|--------------|--------------|------------|
| Thermique | 1 556 | 1 499 | -3,7 |
| Hydraulique | 288 | 390 | 35,4 |
| Eolienne | 28 | 37 | 32,1 |
| Total | 1 873 | 1 926 | 2,8 |

Sources : EEC, ENERCAL

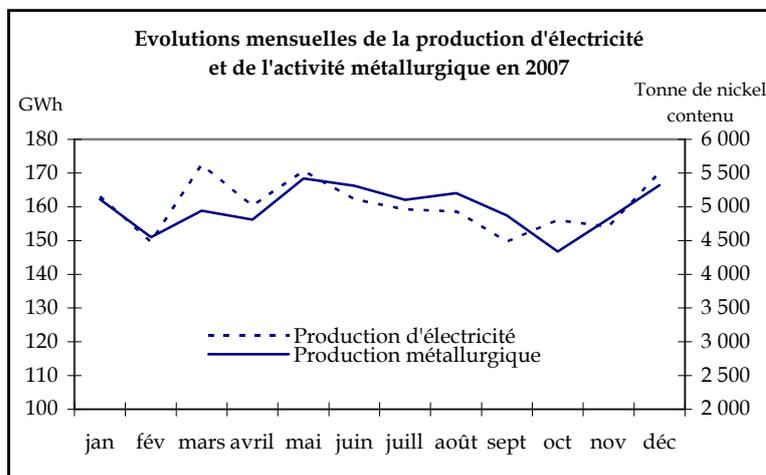
Unités : GWh, %

Evolution de la production d'électricité selon l'origine



Sources : EEC, ENERCAL

Evolutions mensuelles de la production d'électricité et de l'activité métallurgique en 2007



Sources : EEC, ENERCAL, DIMENC

En 2007, la **production d'électricité** atteint 1 926 GWh, soit une progression de 2,8% par rapport à 2006.

La ventilation par source laisse apparaître un accroissement important des énergies renouvelables, avec +35,4% pour l'hydraulique et +32,1% pour l'éolienne. Si l'hydraulicité élevée explique la première, la seconde est essentiellement justifiée par un accroissement de la puissance installée avec la mise en service de Prony 3 en début d'année 2007, qui apporte 20 éoliennes supplémentaires d'une puissance de 275 kW chacune soit une puissance totale de 5 500 kW.

Parallèlement à cet accroissement du renouvelable, l'électricité d'origine thermique enregistre un recul de 3,7%.

Ces évolutions entraînent pour 2007 un accroissement non négligeable de la part du renouvelable dans la production totale d'électricité en Nouvelle-Calédonie : 22,2% en 2007 contre 16,9% en 2006.

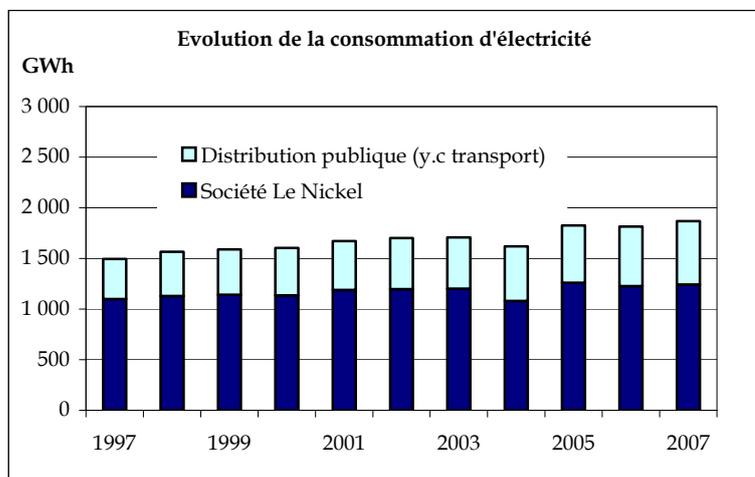
Exception faite de la mise en service d'éoliennes supplémentaires, la capacité de production n'a pas connu d'importante modification en 2007. C'est avec la mise en service de la centrale thermique de Prony Energie, initialement prévue en 2007 et reportée à 2008, que la puissance installée va augmenter de 50 MW. Cette nouvelle centrale, qui va certes alimenter l'usine métallurgique de Goro Nickel, va également donner une bouffée d'oxygène à la distribution publique.

L'évolution mensuelle montre la forte corrélation entre la production d'électricité et l'activité métallurgique. Ainsi, si en 2007, la production mensuelle moyenne se situe, comme en 2006, autour des 160 GWh, 2 pics à 170 GWh sont enregistrés en mai et décembre, mois où l'activité de fusion a atteint les plus hauts niveaux. Les 170 GWh sont également dépassés en mars, à une époque de l'année où se conjuguent activité métallurgique soutenue, retour à la normale de l'activité économique et sociale après les grandes vacances scolaires, et fortes chaleurs qui entraînent un large recours à la climatisation.

Evolution de la consommation d'électricité

| | 2006 | 2007 | Var. (%) |
|-----------------------|--------------|--------------|------------|
| Société Le Nickel | 1 227 | 1 243 | 1,3 |
| Distribution publique | 588 | 625 | 6,3 |
| Total | 1 815 | 1 868 | 2,9 |

Sources : EEC, ENERCAL



Sources : EEC, ENERCAL

A l'image de la production, la **consommation d'électricité**, fortement tributaire de l'activité métallurgique, progresse de 2,9%, essentiellement tirée par la distribution publique (+6,3%) alors que la consommation de la SLN pour les besoins de l'usine de Doniambo n'augmente que très légèrement (+1,3%) en liaison avec le ralentissement de l'activité de fusion observé en 2007.

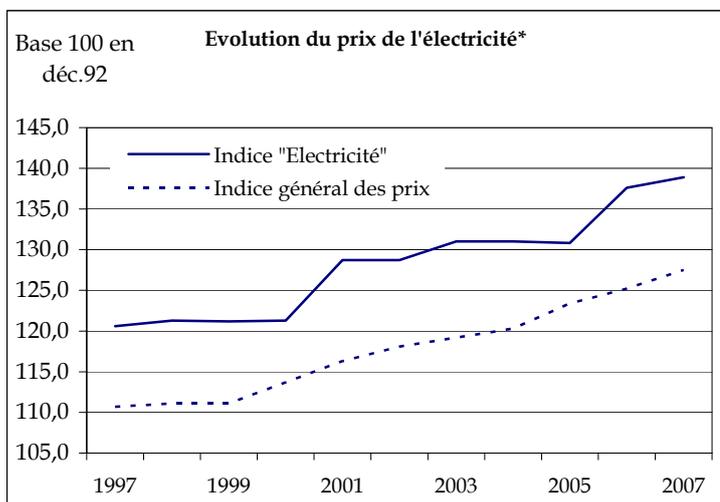
Les 53 GWh consommés en plus par rapport à 2006 ont ainsi été couverts à 70% par la distribution publique, alors que cette dernière ne représente que le tiers de la consommation électrique totale en Nouvelle-Calédonie.

L'augmentation de la consommation publique est certes liée à l'accroissement, en volume, de la consommation des foyers existants (développement de l'équipement électrique des habitations, bureaux et autres), mais également à la progression du nombre d'abonnés. Ainsi, en moyenne sur l'année 2007, la Nouvelle-Calédonie comptait 81 871 abonnés (particuliers et entreprises) au réseau électrique, soit 2 734 de plus qu'en 2006. La croissance du nombre d'abonnés est relativement stable entre 3 et 4% par an depuis dix ans.

Le prix de l'électricité pour un usager domestique moyen (consommation moyenne, taxes et location du compteur), tel que défini par l'ISEE pour le calcul de l'indice des prix à la consommation des ménages, a augmenté de 0,9% en 2007, en raison de la hausse de 15,7% au 1er août 2007 du tarif de location du compteur.

Cette hausse, conjuguée à celle de 5,2% liée à la revalorisation du prix du kWh intervenue en mars 2006 pour faire face à l'envolée des cours mondiaux des produits pétroliers (fioul lourd et kérosène), porte à 6,2% l'augmentation du prix de l'électricité distribuée sur ces deux dernières années, après une relative stabilité entre 2001 et 2005. Sur la même période, la hausse générale des prix à la consommation a été inférieure puisque l'inflation atteint seulement 3,3%.

En revanche, sur dix ans, la hausse du prix de l'électricité a suivi l'inflation : +15,2% entre décembre 1997 et décembre 2007 dans les deux cas.



Source : ISEE/Indice des prix

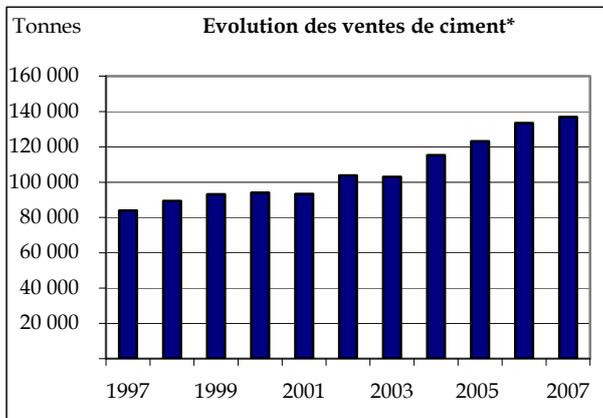
*Pour un usager domestique moyen

Très bonne orientation du secteur

Construction

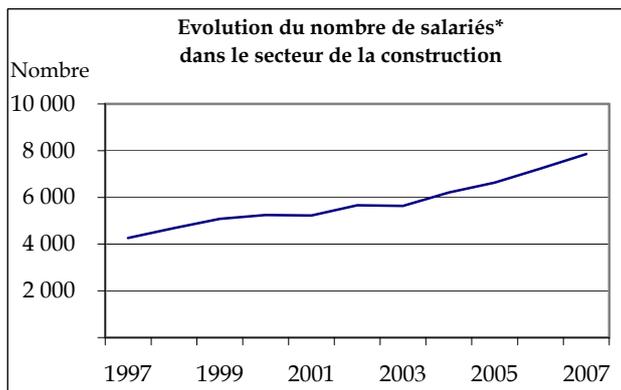
-Bilan 2007-

Malgré un conflit social qui l'a gêné durant deux mois, le secteur de la construction enregistre en 2007 de belles performances. Hausse de la consommation de ciment, forte croissance de l'emploi et envolée de l'encours des crédits à l'habitat témoignent en effet du dynamisme du BTP.



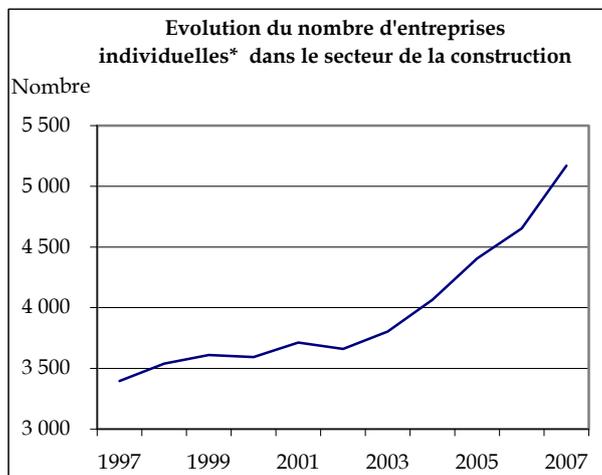
* Ciment local et importé.

Sources : Holcim et Direction Régionale des Douanes



Sources : ISEE - CAFAT

* Moyenne annuelle.



Sources : ISEE - RIDET

*Ne comptant aucun salarié au 31 décembre de chaque année.

En 2007, 136 930 tonnes de **ciment** ont été vendues localement, contre 133 455 tonnes l'année précédente. Si la hausse observée depuis 2004 se poursuit en 2007, on peut toutefois noter un léger ralentissement : +2,6% après +8,4% en 2006, +6,8% en 2005 ou +11,8% en 2004. La grève de six semaines, subie par l'unique cimenterie du territoire, n'a pas été sans conséquence. En effet, pendant cette période, la production et la distribution de ciment sont restées paralysées, et la plupart des entreprises du BTP, à court de matières premières ont été contraintes de mettre une partie de leur personnel au chômage technique.

Cette consommation de ciment a été couverte en très grande partie par la production locale (89%). Ainsi, 121 818 tonnes de ciment ont été produites localement en 2007 contre 133 074 tonnes en 2006, soit une baisse de 8,5% en un an. Il est intéressant de relever que les quantités de ciment local vendues au cours des mois de septembre et octobre, correspondant à la période du conflit, enregistrent des reculs respectifs de 43,1% et 83,7% comparés aux mêmes mois de 2006. Ces fortes baisses ont toutefois pu être atténuées grâce un début d'année très dynamique, durant lequel les ventes de ciment avaient enregistré de belles performances, avec une croissance annuelle des volumes vendus au terme du mois d'avril qui atteignait +18,5%.

Afin de pallier le manque de ciment sur le territoire et pour répondre à la demande durant les mois de grève, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en a donc autorisé les importations. C'est ainsi que l'on enregistre 15 112 tonnes de ciment importé contre 381 tonnes en 2006. Le chiffre de la seule année 2007 correspond pratiquement aux importations cumulées de ces 8 dernières années.

Les ventes destinées à la construction de l'Usine du Sud représentent près de 11% des ventes totales, en repli de 8,2% sur un an. Cette baisse risque de se prolonger en 2008, avec la fin du gros œuvre. Néanmoins, les nombreux projets en cours laissent apparaître d'autres perspectives pour le secteur. En effet, la construction de la future usine du Nord, celle du centre hospitalier de Koutio, la poursuite des programmes de logements sociaux menés dans les différentes provinces ou encore les travaux de restructuration de l'aéroport international de Nouméa-La Tontouta, devraient prendre le relais du chantier de Goro Nickel et permettre ainsi de pérenniser le dynamisme de la construction sur le territoire pour les années à venir.

Emploi salarié* dans la construction

| Nomenclature des Activités Française (NAF) | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|---|--------------|--------------|---------------|
| Préparation de sites | 1 301 | 1 608 | 23,6 |
| Terrassements divers, démolition | 525 | 646 | 23,1 |
| Terrassements en grande masse | 653 | 823 | 26,0 |
| Forages et sondages | 124 | 140 | 13,0 |
| Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil | 4 133 | 4 342 | 5,0 |
| Construction de maisons individuelles | 813 | 821 | 1,1 |
| Construction de bâtiments divers | 1 693 | 1 736 | 2,6 |
| Construction de chaussées routières et de sols sportifs | 306 | 311 | 1,4 |
| Travaux de maçonnerie générale | 532 | 534 | 0,4 |
| Autres | 789 | 939 | 19,0 |
| Travaux d'installation | 653 | 716 | 9,6 |
| Travaux d'installation électrique | 521 | 578 | 10,9 |
| Autres | 132 | 138 | 4,6 |
| Travaux de finition | 1 150 | 1 184 | 3,0 |
| Menuiserie bois et matières plastiques | 199 | 191 | -3,8 |
| Menuiserie métallique ; serrurerie | 237 | 233 | -1,6 |
| Revêtement des sols et des murs | 173 | 172 | -0,8 |
| Peinture | 338 | 377 | 11,4 |
| Autres | 203 | 211 | 4,0 |
| Location avec un opérateur de matériel de construction | - | 8 | - |
| Total | 7 238 | 7 856 | 8,5 |

Sources : ISEE - CAFAT

Unité : nombre de salariés

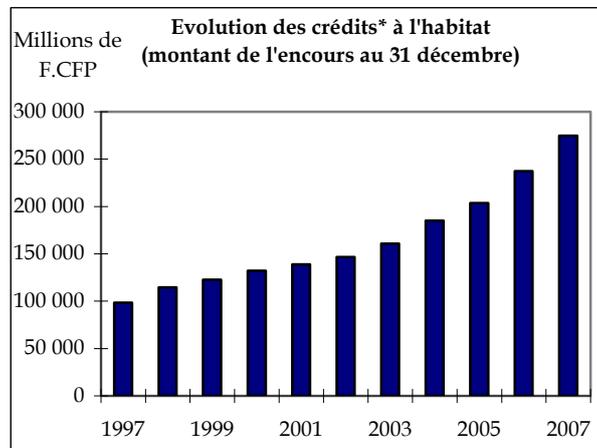
*Moyenne annuelle

Le secteur de la construction, au sens de la nomenclature des activités françaises (NAF), comptait en moyenne sur l'année 2007 7 856 **salariés** contre 7 238 en 2006, soit une forte progression de 8,5% en un an (+618 emplois créés), comparable à celle enregistrée en 2006 (+9,0% et 601 emplois créés).

Toutes les activités du secteur présentent des évolutions positives. Toutefois, en terme d'emplois créés, 83% des créations l'ont été dans la « Préparation de sites » et dans la « Construction d'ouvrages ».

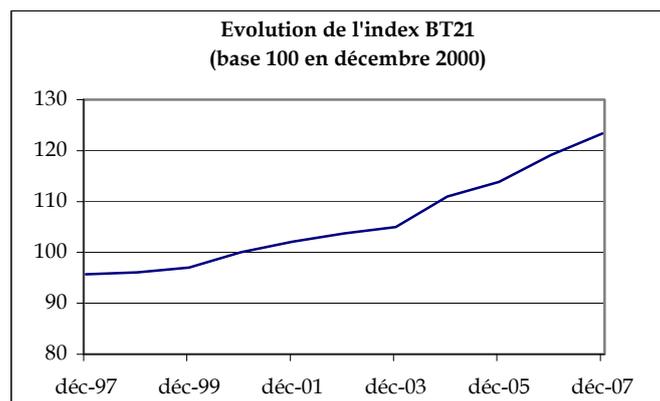
Depuis 10 ans, exceptées les années 2001 et 2003 où il est resté stable notamment en raison de la suspension du chantier de Goro Nickel, l'emploi salarié du secteur a connu une croissance considérable, avec un effectif presque multiplié par deux entre 1997 et 2007 (+84,3%), soit la création de 3 592 emplois supplémentaires sur la période (20% de l'ensemble des créations du secteur privé calédonien).

En parallèle des effectifs de salariés, le nombre d'**entreprises individuelles** (ne comptant aucun salarié) permet de compléter l'évolution de l'emploi dans le secteur. Ainsi, alors que l'on comptait 3 395 entités en 1997, leur nombre dépasse la barre des 5 000 en 2007 (5 170), soit +52,3% en glissement sur dix ans. Si le taux de croissance annuel moyen entre 1997 et 2002 est resté limité à +1,5%, le rythme s'est accéléré depuis 2002 pour s'établir à +7,2% en moyenne sur les 5 dernières années.



Source : IEOM

* Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM.



Source : ISEE

Les **crédits à l'habitat** renseignent aussi sur la demande immobilière, en logement pour les ménages et en construction pour les entreprises. Pour l'année 2007, le montant de l'encours s'élève à 274,6 milliards de F.CFP contre 237,2 milliards en 2006, soit une forte augmentation de 15,8%, comparable à celle déjà enregistrée en 2006 (+16,5%). Ce sont ainsi 37,4 milliards de F.CFP supplémentaires qui ont été injectés dans le secteur, dont 23,4 milliards par les ménages calédoniens. L'encours des entreprises progresse plus fortement (+30,9%) que celui des ménages (+12,4%), alors que celui des collectivités locales recule de 12,6%.

En 10 ans les crédits à l'habitat ont pratiquement été multipliés par 3 (98,3 milliards en 1997), avec un encours multiplié par 2 sur ces 5 dernières années (146,5 milliards en 2002).

L'**index BT21** « Tous travaux confondus », qui reflète l'évolution globale du coût de la construction, s'établit à 123,36 au 31 décembre 2007, soit +3,5% comparé à décembre 2006. La hausse annuelle, bien qu'inférieure à celle de 2006 (+4,7%) et de 2004 (+5,7%) est toutefois plus élevée que la variation moyenne observée depuis 10 ans, restant sous l'influence de la flambée mondiale des matières premières et notamment des métaux, mais aussi du bois et des hydrocarbures.

Grâce aux lancements de diverses campagnes promotionnelles, les arrivées de touristes anglo-saxons croissent considérablement au cours de l'année, permettant de compenser le recul des Japonais et de maintenir ainsi la fréquentation annuelle au-dessus de la barre des 100 000 touristes.

Avec 103 363 **touristes** venus visiter la Nouvelle-Calédonie en 2007, la fréquentation touristique enregistre une hausse annuelle de 2,9% par rapport à 2006, soit 2 872 touristes supplémentaires. Si la barre symbolique des 100 000 touristes a été franchie une nouvelle fois, et ce pour la troisième année consécutive, la croissance reste inférieure à la tendance mondiale (+6% en 2007 selon l'Organisation Mondiale du Tourisme).

Dans le détail, l'analyse par marché laisse apparaître des évolutions très différentes.

Les marchés **néo-zélandais** et **australiens** ont ainsi enregistré des progressions spectaculaires en 2007 (respectivement +36,7% et +10,7%), qui témoignent largement du succès de la stratégie commerciale de reconquête opérée sur ces deux marchés tout au long de l'année. En effet, alors que les variations relevées sur ces deux marchés restaient relativement modérées au terme des mois de janvier et de février, et ce malgré le lancement de la première

campagne promotionnelle « 2 for 1 » (2 voyages pour le prix d'un), on assiste à une réelle accélération du rythme de progression des arrivées de touristes néo-zélandais et australiens fin mars (respectivement +128,6% et +53,7%) avec le lancement de la deuxième campagne de cette même promotion. Il est à noter qu'à l'inverse de la première campagne, cette dernière, plus agressive, fut accompagnée de diverses actions visant à accentuer la présence de la Nouvelle-Calédonie à l'étranger (publicité massive, participation à des salons, mise en place de vitrines, etc...).

Cette hausse annuelle permet au marché néo-zélandais, avec 9 475 touristes en 2007, de retrouver un niveau de fréquentation comparable à celui qu'avait connu la Nouvelle-Calédonie en 2000 (9 576 touristes) et 2001 (8 048 touristes), avant la fermeture du Club Med en 2002.

Pour le marché australien, elle est à relativiser puisqu'elle ne fait que compenser le recul enregistré en 2006 (-8,0%) et permet ainsi aux arrivées de touristes de 2007 (16 352) de retrouver pratiquement le niveau de 2005 (16 062).

A l'inverse, on enregistre une forte contraction de 10,3% sur le marché **japonais** par rapport aux résultats de l'année dernière (soit une perte de 3 078 touristes). Depuis la crise asiatique, la fréquentation touristique japonaise en Nouvelle-Calédonie a du mal à remonter. Partie de 35 420 touristes en 1998, elle a chuté jusqu'en 2002 pour atteindre 27 202, année à partir de laquelle elle a amorcé un redressement qui s'est confirmé jusqu'en 2005 (31 486 touristes), avant de repartir à la baisse (29 833 en 2006) et atteindre son plus bas niveau en 2007 (26 755 touristes).

Cette évolution, qui trouve son origine dans des éléments d'ordre conjoncturel (récession économique dans l'archipel nippon à partir de 1998) est en train de devenir structurelle.

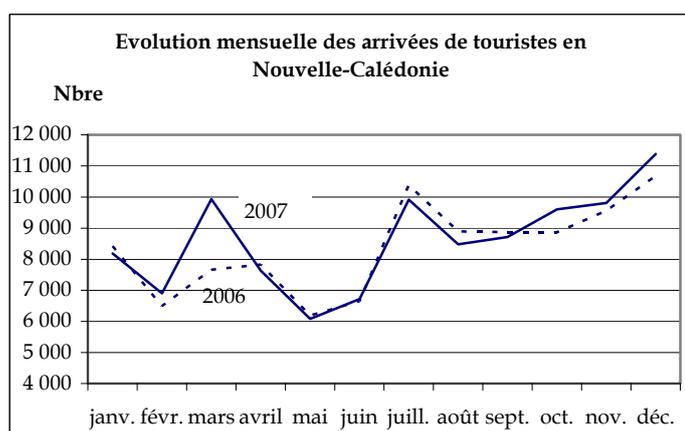
De fait, la dépréciation continue du Yen depuis 2000 (près de -40% en 7 ans) renchérit d'autant la destination calédonienne pour les touristes nippons, qui s'orientent certainement vers d'autres destinations plus compétitives.

Evolution des arrivées de touristes en 2007 par pays de résidence

| | Cumul 2007 | | Cumul 2006 | | Variation 2007/2006 |
|------------------|----------------|--------------|----------------|--------------|------------------------|
| | Nbre | Part | Nbre | Part | |
| Japon | 26 755 | 25,9 | 29 833 | 29,7 | -10,3 |
| Métropole | 29 104 | 28,2 | 29 030 | 28,9 | 0,3 |
| Australie | 16 352 | 15,8 | 14 775 | 14,7 | 10,7 |
| Nouvelle-Zélande | 9 475 | 9,2 | 6 930 | 6,9 | 36,7 |
| Autres | 21 677 | 21,0 | 19 923 | 19,8 | 8,8 |
| Total | 103 363 | 100,0 | 100 491 | 100,0 | 2,9 |

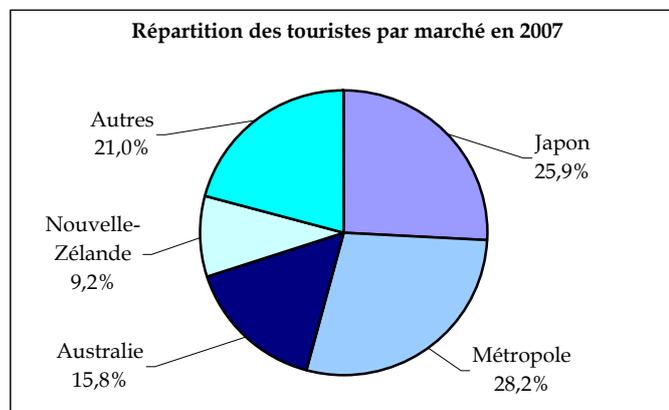
Source : ISEE "Enquête passagers".

Unités : nbre, %



ISEE/Enquête passagers

Le marché **métropolitain**, que l'on peut qualifier de marché « affinitaire » et qui reste relativement stable dans le temps, affiche une quasi-stabilité sur un an (29 104 touristes en 2007, soit +0,3% par rapport à 2006). La durée de séjour des métropolitains est de loin la plus longue, avec 33,9 jours en 2007 alors que la durée moyenne de séjour des touristes en provenance des marchés anglo-saxons et nippon est de 8,0 jours.



Source : ISEE "Enquête passagers".

Enfin, les touristes venant d'**autres pays** contribuent également à cette hausse générale avec une augmentation de 8,8%. Parmi eux, certains pays, qui, bien qu'encore marginaux, enregistrent une progression significative en 2007 : le Canada (+26,0%), les pays asiatiques autres que le Japon (33,2%) ou encore le Vanuatu (+13,6%).

Le motif principal de séjour pour 55,7% des touristes reste les « Vacances », loin devant les « Affaires » (15,1%) et la visite aux amis ou à la famille (14,2%). Il est à noter toutefois la forte progression du tourisme d'affaires (+17,8% en 2007 et multiplié par deux en dix ans) en liaison avec les grands projets métallurgiques qui engendrent des flux de passagers en provenance du Canada et de l'Australie. Ainsi, en 2007, la part du tourisme d'affaires pour ces deux marchés est respectivement de 28,7% et 24,7%, contre seulement 1,8% pour le marché nippon.

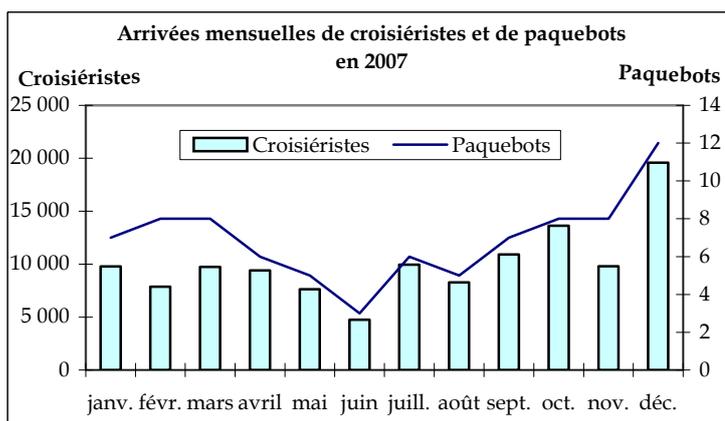
Ces évolutions sont à l'origine d'une modification significative des parts de marché en 2007. Celles des marchés anglo-saxons progressent et s'établissent à 9% pour les Néo-Zélandais (contre 7% en 2006) et à 16% pour les Australiens (contre 15% en 2006). alors que celle des Japonais régresse de 30% à 26% et celle des Métropolitains reste relativement stable autour de 28%.

En 2007, c'est un nouveau record qui s'établit pour le tourisme de croisière avec 121 393 **croisiéristes** qui ont fait escale en Nouvelle-Calédonie. Ce sont donc 2 495 croisiéristes supplémentaires, soit 2,1% de plus qu'en 2006. Le nombre de paquebots diminue quant à lui de 87 à 83.

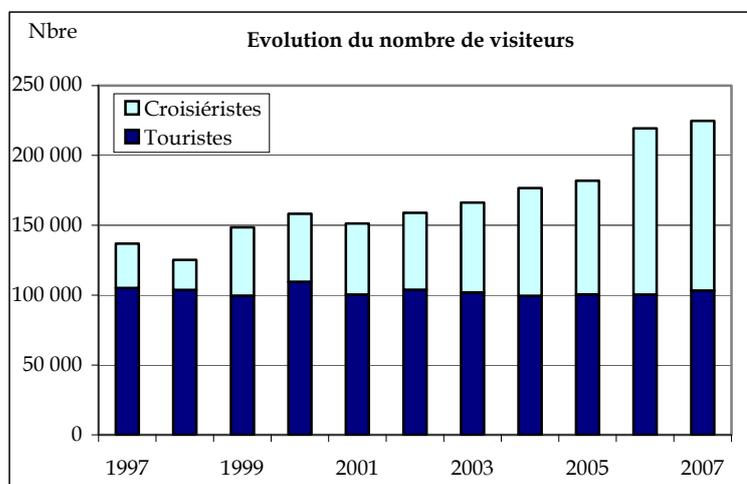
Pour la seconde année consécutive, les performances établies pour ce secteur sont excellentes et restent de loin supérieures aux années antérieures à 2006 : +49,5% de croisiéristes par rapport à 2005, +57,4% par rapport à 2004 et +88,9% par rapport à 2003.

La déclinaison des croisiéristes par nationalité, montre que les australiens sont majoritaires avec 81,5% du total. Les néo-zélandais représentent 7,6%, les anglais 3,0%, les américains 1,8% et les autres nationalités 3,6%.

Au total **224 756 visiteurs** (touristes + croisiéristes) sont venus en Nouvelle-Calédonie en 2007, soit +2,4% sur un an. La hausse observée par rapport à 2006 est certes peu significative, mais cumulée à celle déjà constatée en 2005, elle permet de relever une belle progression en deux ans : 42 890 visiteurs supplémentaires, soit une hausse de 23,6% imputable aux croisiéristes (+49,5%), le nombre de touristes restant globalement stable autour des 100 000.



Source : Direction de la Police Aux Frontières



Sources : ISEE, Direction de la Police aux frontières.

Clientèle des hôtels de Nouméa selon le pays de résidence

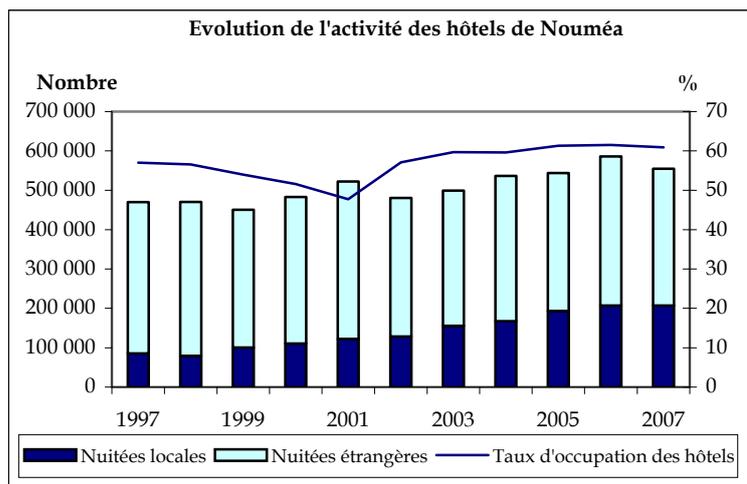
| Pays de résidence | Année 2006 | | Année 2007 | | Var. effectif (%) |
|-------------------|----------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-------------------|
| | Effectif | Durée moyenne de séjour | Effectif | Durée moyenne de séjour | |
| Nlle-Calédonie | 82 206 | 2,3 | 99 825 | 2,1 | 21,4 |
| Japon | 35 614 | 2,7 | 49 908 | 2,2 | 40,1 |
| Métropole | 20 701 | 7,6 | 28 477 | 3,4 | 37,6 |
| Australie | 15 662 | 3,7 | 23 984 | 2,6 | 53,1 |
| Nlle-Zélande | 5 347 | 4,5 | 13 420 | 2,6 | 151,0 |
| Autres | 7 544 | 4,7 | 12 888 | 3,3 | 70,8 |
| Total | 167 515 | 3,7 | 228 502 | 2,4 | 36,4 |

Source : ISEE "Enquête hôtelière".

Unités : nbre, jours, %

Selon l'enquête réalisée par l'ISEE auprès des hôteliers de la place, les **hôtels de Nouméa** ont accueilli 228 502 clients en 2007, qui sont restés en moyenne 2,4 jours.

Le raccourcissement continu de la **durée de séjour** dans les hôtels de Nouméa observé depuis une dizaine d'années (3,7 jours en 2006 et 4,7 jours en 1997) alors que la durée de séjour des touristes en Nouvelle-Calédonie déclarée à l'enquête passagers évolue peu, laisse penser à un développement des séjours des touristes dans différents hôtels, de Nouméa mais également des îles Loyauté et de l'île des pins ou encore de la province Nord (formule particulièrement répandue auprès de la clientèle japonaise).

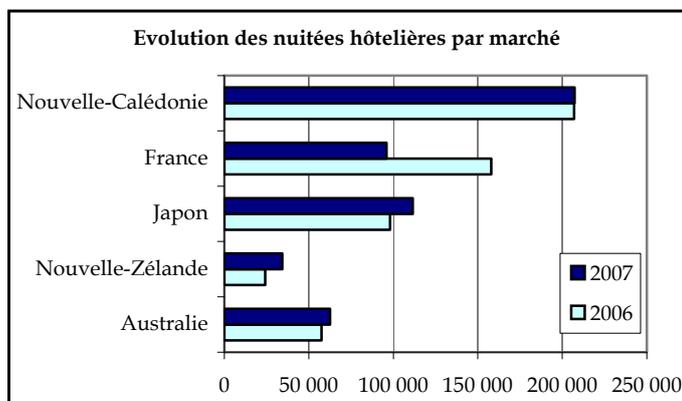


Source : ISEE/Enquête hôtelière

554 571 **nuitées** ont ainsi été comptabilisées dans les hôtels de Nouméa en 2007, contre 586 082 en 2006 soit un recul de 5,4%.

Ce recul est imputable aux touristes métropolitains qui ont consommé beaucoup moins de nuitées sur Nouméa en 2007 qu'en 2006 (-39,3%). Les marchés étrangers eux, suivent une tendance inverse : +41,9% pour les Néo-Zélandais, +8,7% pour les Australiens et 13,7% pour les Japonais. Les nuitées des Calédoniens sont quant à elles stables.

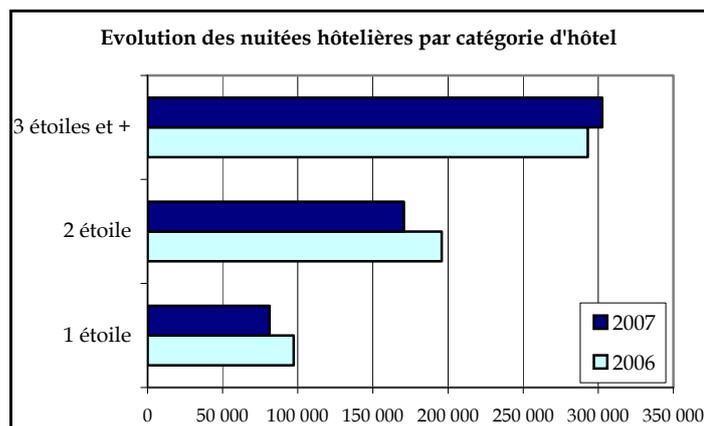
L'analyse par catégorie d'hôtel révèle que le recul des nuitées sur Nouméa affecte les hôtels « 1 étoile » (-16,4%) et « 2 étoiles » (-12,9%), alors que les « 3 étoiles et plus » enregistrent une augmentation de leur volume d'activité (+3,3% de nuitées supplémentaires) pour atteindre 302 685 nuitées en 2007.



Source : ISEE "Enquête hôtelière".

En 2007, le parc hôtelier classé de Nouméa a connu quelques changements avec l'ouverture de l'hôtel « La Promenade » sur l'ancien site de la CPS, le 1^{er} mai, et la fermeture du « Lagon » en milieu d'année pour rénovation. Il s'est ainsi globalement accru de 160 chambres, tournant à 1 558 chambres offertes en moyenne par jour en 2007 contre 1 446 en 2006.

Malgré l'accroissement de la capacité, le taux d'occupation reste globalement stable en 2007 : 60,9% contre 61,9% en 2006. Ce dernier s'est stabilisé depuis 5 ans, autour de la barre des 60%. Par catégorie, le taux des « 3 étoiles et plus » diminue légèrement et s'établit à 54,5% (contre 59,1% en 2006), comme celui des « 1 étoile » (76,1% contre 82,9% en 2006), alors que celui des « 2 étoiles » progresse de 61,4% à 68,6%. Ces évolutions sont essentiellement d'origine structurelle et imputables au déclassement de deux établissements hôteliers.



Source : ISEE "Enquête hôtelière".

Trafic maritime soutenu

Au-delà d'une forte progression des volumes transportés par voie maritime en 2007, on assiste à la montée en puissance de l'activité portuaire sur Prony, liée à la construction de l'usine de Goro Nickel d'une part, mais également à l'alimentation de la centrale thermique de Prony Energie d'autre part.

Transport Maritime

-Bilan 2007-

Evolution du trafic maritime intérieur international

| | 2006 | 2007 | Var(%) |
|---------------|--------------|--------------|-------------|
| Débarquements | 1 657 | 1 702 | 2,7 |
| Embarquements | 3 603 | 4 338 | 20,4 |
| Total | 5 260 | 6 040 | 14,8 |

Sources : Port Autonome, DIMENC

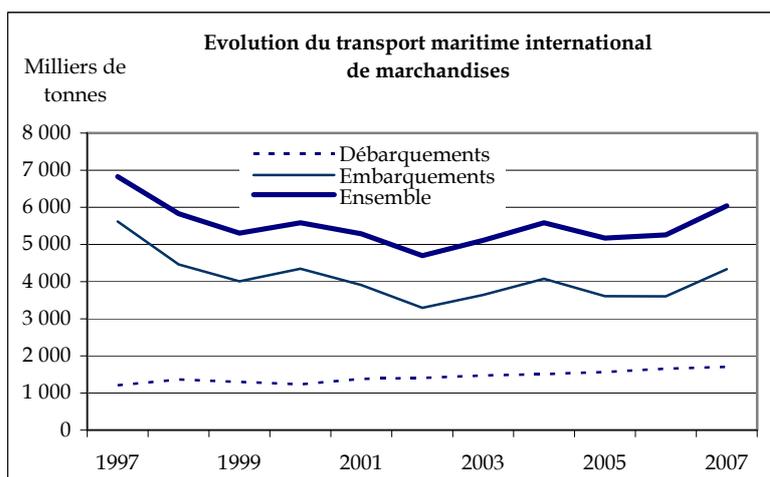
Unités : millier de tonnes, %

Avec plus de 6 000 milliers de tonnes de marchandises en 2007, l'activité de **transport international de marchandises** marque une belle progression en volume de 14,8% par rapport à 2006, qui affichait une certaine stabilité sur un an.

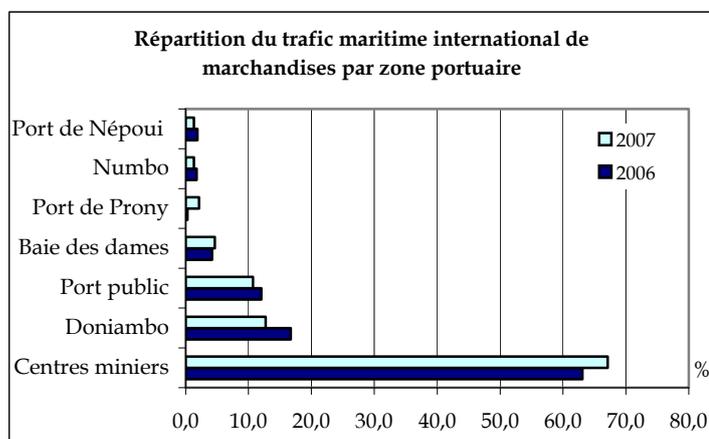
Fortement tributaires de l'activité minière, les **embarquements de marchandises** évoluent au rythme des livraisons de minerai à l'extérieur du territoire. C'est ainsi qu'ils avaient connu un pic à 5 618 milliers de tonnes en 1997. Inférieurs au niveau de 1997, les volumes embarqués en 2007 progressent tout de même de 20,4% sur un an, en liaison avec l'ouverture des ventes de la SMSP sur la Chine.

Conformément à la hausse enregistrée sur les importations, les **débarquements de marchandises** progressent de 2,7%. La forte hausse des débarquements de matériel pour la construction de l'usine sur Prony (multipliés par 6) conjuguée à celle des hydrocarbures à la Baie des dames (+27,0%) a été atténuée par le ralentissement des livraisons de clinkers à Numbo (-13,2%) et de fioul à Doniambo (-9,7%) comme à Népoui (-19,7%).

Au-delà de cette augmentation globale du volume d'activité, il est important de souligner la décentralisation de l'activité portuaire, avec la montée en puissance du port de Prony : 130 milliers de tonnes y ont transité, réparties en matériel de construction pour l'usine métallurgique de Goro Nickel d'une part et en charbon pour les besoins de la centrale thermique de Prony Energie d'autre part. Avec la mise en service de la centrale thermique prévue courant 2008 et la mise en production de l'usine annoncée pour fin 2008, ce port va connaître une activité soutenue dans les prochaines années. Si en volume de marchandises transportées, les centres miniers de l'intérieur détiennent la première place, en terme de trafic portuaire, c'est-à-dire d'entrées et de sorties de bateaux, le port public de Nouméa est en tête du classement avec 339 navires débarqués et 265 embarqués en 2007, soit 70% de l'ensemble.



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

Evolution du trafic maritime intérieur

| | 2006 | | 2007 | | Variation (%) | |
|--------------------------|--------------|-----------|--------------|-----------|---------------|-------------|
| | Déb. | Emb. | Déb. | Emb. | Déb. | Emb. |
| Vracs solides | 3 328 | - | 3 398 | - | 2,1 | /// |
| <i>Minerai de nickel</i> | 3 288 | - | 3 362 | - | 2,3 | /// |
| <i>Sable</i> | 40 | - | 36 | - | -11,4 | /// |
| Vracs liquides* | - | 13 | - | 10 | /// | -20,4 |
| Marchandises diverses | 18 | 77 | 18 | 77 | - | - |
| Total | 3 346 | 90 | 3 416 | 87 | 2,1 | -2,8 |

*Hydrocarbures

Unité : millier de tonnes

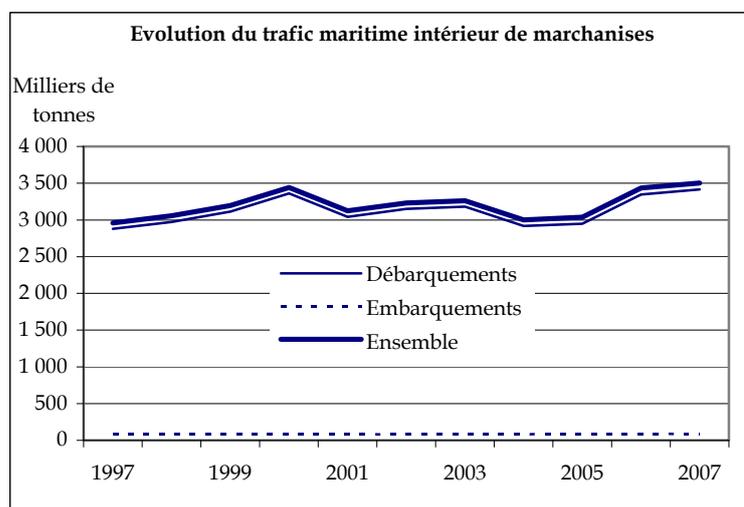
Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

En 2007, 3 503 milliers de tonnes de marchandises ont transité par le Port de Nouméa (3 416 milliers de tonnes débarquées et 87 embarquées), en provenance ou à destination des ports de l'intérieur de la Grande Terre et des îles. Ce volume affiche une progression de 2,0% en 2007, après une forte progression de 13,1% en 2006.

Le **trafic maritime intérieur** est fortement tributaire de l'activité métallurgique de la SLN, puisque le minerai de nickel transporté depuis les sites miniers jusqu'à l'usine de Doniambo couvre 96,0% des volumes transportés par voie maritime.

Ainsi, en 2007, la progression de 2,1% des débarquements trouve son origine dans l'accroissement des livraisons de minerai à Doniambo, toutefois inférieur aux prévisions. Cette évolution va aller en s'amplifiant jusqu'à la réalisation de l'objectif de production « 75 000 tonnes ». La SLN a acheté courant 2007 un nouveau minéralier, le Doniambo, d'une capacité de 28 000 tonnes, destiné à acheminer du minerai supplémentaire à l'usine.

Parallèlement au transport de minerai de nickel, le port de Nouméa enregistre également des embarquements de marchandises diverses à destination ou en provenance des ports de l'intérieur et des îles. En l'absence de données exhaustives de la part des principaux intervenants, ces données sont estimées par le Port Autonome à 95 milliers de tonnes (18 en débarquement et 77 en embarquement).



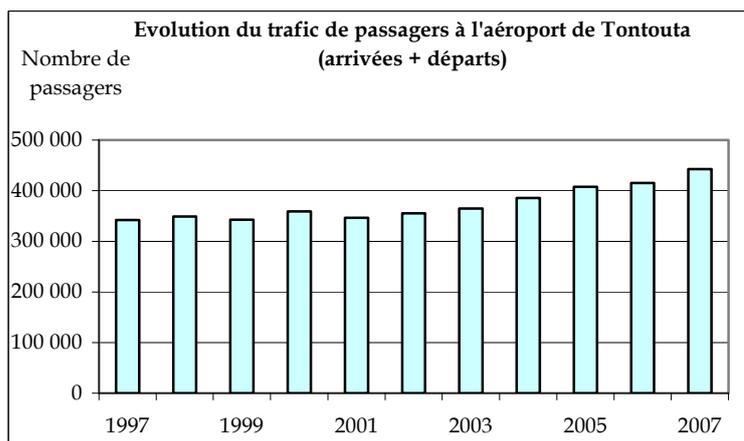
Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

Croissance de l'activité aéroportuaire

Le trafic aérien est en hausse sur 2007, tiré essentiellement par les voyages des Calédoniens, et dans une moindre mesure par ceux des touristes non résidents. Les perspectives à l'international comme pour l'intérieur laissent présager une croissance encore plus forte dans les années à venir.

Transport aérien

-Bilan 2007-



Source : Direction de l'Aviation Civile

Trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta

| | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|-----------------------|----------------|----------------|---------------|
| Passagers débarquants | 208 606 | 222 093 | 6,5 |
| Passagers embarquants | 206 384 | 220 442 | 6,8 |
| Total (a) | 414 990 | 442 535 | 6,6 |

Source : Direction de l'Aviation Civile.

Unité : nombre de passagers

(a) Non compris les passagers en transit.

Trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta par compagnie

| Arrivées + Départs | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|-----------------------------------|----------------|----------------|---------------|
| Air Calédonie International (ACI) | 258 589 | 270 271 | 4,5 |
| Air France | 74 268 | 77 572 | 4,4 |
| Air New Zealand | 18 179 | 21 219 | 16,7 |
| Air Vanuatu | 4 766 | 9 459 | 98,5 |
| Qantas | 57 667 | 62 033 | 7,6 |
| Autres compagnies | 1 521 | 1 981 | 30,2 |
| Total | 414 990 | 442 535 | 6,6 |

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unité : nombre

Sur l'année 2007, 442 535 passagers ont fréquenté l'aéroport international de Nouméa-La Tontouta, soit une augmentation de 27 545 passagers en un an. Depuis 2002, la fréquentation de l'aéroport enregistre une progression relativement constante. Seule l'année 2006 observait un ralentissement (+1,8%), après +5,4% en 2004 et +5,8% en 2005, qui ne s'est pas poursuivi en 2007 (+ 6,6%).

Dans le détail, les 442 535 passagers sont répartis en 222 093 arrivées (contre 208 606 en 2006, soit +6,5%) et 220 442 départs (contre 206 384 en 2006, soit +6,8%), soit une progression comparable dans les deux sens.

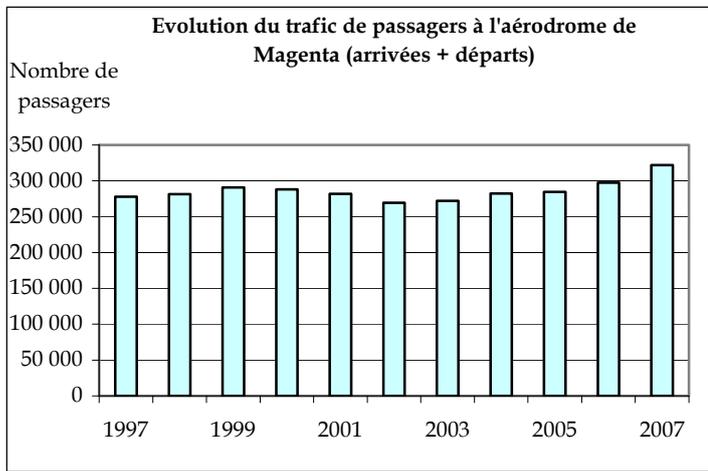
L'analyse du trafic de passagers dévoile que la hausse a profité dans les mêmes proportions, mais à un rythme inférieur à la moyenne, aux deux compagnies aériennes les plus présentes sur le territoire. Ainsi, Air Calédonie International (ACI) gagne 11 682 passagers en un an (+4,5%) et Air France 3 304 (+4,4%). A elles seules, ces deux compagnies couvrent plus des trois quart du trafic en 2007.

Par contre, la croissance a été plus soutenue pour les compagnies anglo-saxonnes (+16,7% pour Air New Zealand et +7,6% pour Qantas), en corrélation avec la progression des arrivées de touristes sur ces marchés. Enfin, la plus forte hausse enregistrée est pour Air Vanuatu (+98,5%), mais elle est à relativiser par les incidents techniques rencontrés par cette compagnie sur ses avions en 2006, et qui l'avaient contrainte à réduire ses rotations.

En plus du transport de passagers, l'aéroport de Tontouta enregistre 5 606 tonnes de marchandises transportées en 2007, soit une augmentation de 3,0% comparé à 2006 (5 441 tonnes, en baisse de 2,2% sur un an). Avec 4 840 tonnes de marchandises, Air Calédonie International a réalisé plus de 86,3% de l'activité de fret aérien entre la Nouvelle-Calédonie et l'extérieur.

A l'international, le transport aérien est plutôt bien orienté et les nombreux projets engagés ouvrent également de belles perspectives. Ainsi, la liaison ACI-Air France vers Paris en passant par Séoul, prévue pour juin 2008, va permettre de désengorger les lignes à destination de la Métropole tout en attirant sur le territoire des touristes coréens. Par ailleurs, l'implantation sur le marché de la compagnie Air Austral fin 2008, va également offrir de nouvelles dessertes vers Paris, via l'Australie et la Réunion, augmentant ainsi le nombre de sièges disponibles sur les deux destinations privilégiées des Calédoniens, principalement pendant les périodes de vacances scolaires et pour les fêtes de fin d'année. Cette diversification des lignes ne pourra qu'être bénéfique pour le consommateur, tant en terme de capacité aérienne que de prix des billets.

Afin d'accompagner cet accroissement du trafic d'une part et faire face à l'évolution des normes internationales d'autre part, la CCI, gestionnaire de l'aéroport, s'est engagée dans un plan de développement du site aéroportuaire, dont les travaux devraient s'achever à l'horizon 2010.



Source : Direction de l'Aviation Civile.

Trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta

| | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|-----------------------|----------------|----------------|---------------|
| Passagers débarquants | 149 911 | 161 914 | 8,0 |
| Passagers embarquants | 147 346 | 159 826 | 8,5 |
| Total | 297 257 | 321 740 | 8,2 |

Source : Direction de l'Aviation Civile.

Unité : nombre de passagers.

Trafic de passagers par aérodrome

| Arrivées + Départs | 2006 | 2007 | Variation (%) |
|--------------------|---------|---------|---------------|
| Magenta | 297 257 | 321 740 | 8,2 |
| Ile-des-Pins (L') | 78 249 | 78 832 | 0,7 |
| Lifou | 107 250 | 118 449 | 10,4 |
| Ouvéa | 54 973 | 59 755 | 8,7 |
| Maré | 49 645 | 56 169 | 13,1 |
| Touho | 1 539 | 1 492 | -3,1 |
| Koné | 1 262 | 1 249 | -1,0 |
| Koumac | 5 229 | 4 407 | -15,7 |
| Tiga | 2 288 | 2 171 | -5,1 |
| Ile Art (Belep) | 3 714 | 2 785 | -25,0 |

Source : Direction de l'Aviation Civile.

Unité : nombre de passagers.

Le **transport aérien intérieur** est très bien orienté et dépasse même, pour la première fois cette année, la barre des 300 000 passagers (321 740) ayant transité par l'aérodrome de Magenta en provenance (161 914 passagers) ou à destination (159 826) des aérodromes de la Grande Terre ou des îles.

Ce bon résultat annuel (+8,2%) marque une accélération par rapport aux progressions observées depuis ces 5 dernières années (+4,5% en 2006, +0,7% en 2005, +3,8% en 2004 et +1,0% en 2003) et qui trouvaient leur origine dans le plan de redressement mis en place par la compagnie aérienne domestique Air Calédonie pour faire face à la concurrence maritime apparue en 1999, avec la mise en service du Betico, laquelle avait entraîné une chute de 7,3% du nombre de passagers dans les avions entre 1999 et 2002.

Pour l'unique compagnie commerciale régulière Aircal, l'année 2007 marque l'arrivée du 3^{ème} et dernier ATR venant compléter sa flotte, presque entièrement renouvelée dans le cadre de son plan de redressement.

Aujourd'hui, Aircal dispose donc de deux ATR 72 (Papa Novembre 64 sièges et Papa Sierra 68 sièges) et d'un ATR 42 (Papa India, 58 sièges) flambant neufs, ainsi que d'un Dornier (19 places).

Si l'aérodrome de Magenta reste, cette année encore, le plus fréquenté, il se distingue aussi des autres aérodromes de la Grande-Terre, tous en perte d'activité sur un an. En effet les aérodromes de Koumac, Touho ou Koné, enregistrent un recul de leur trafic de passagers en 2007, avec respectivement -15,7%, -3,1% et -1,0.

Du côté des îles Loyauté, la tendance est à la hausse. Lifou, qui présente une activité soutenue avec 118 449 passagers, augmente son trafic de 10,4% en un an. Ouvéa (59 755 passagers) et Maré (56 169 passagers) sont également en progression, respectivement +8,7% et +13,1%.

L'île-des-Pins avec 78 832 passagers reste quasiment stable sur un an (+0,7%)

L'aérodrome de Magenta a également une activité de fret, qui se chiffre à 1 078 tonnes de marchandises transportées en 2007 contre 952 tonnes l'année dernière. Dans le détail, on compte 307 tonnes pour le fret à l'arrivée (contre 250 tonnes en 2006) et 771 tonnes pour le fret au départ (contre 702 il y a un an). Le fret à destination de la Grande-Terre ou des îles représente ainsi 71,5% de l'ensemble du fret qui transite par Magenta.

Si l'ouverture de nouvelles lignes offre des perspectives à l'international, il faut certainement prendre en compte les retombées sur le transport aérien intérieur avec l'afflux de touristes supplémentaires qu'elles pourraient engendrer.

Enfin, le développement économique actuel de la Nouvelle-Calédonie, notamment autour des projets miniers, laisse envisager un accroissement des déplacements sur l'intérieur.